

هك ان النحل

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14481 - 6 F

MARDI 20 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOIR

M. Gorbatchev renversé par les conservateurs

Dramatique agonie

La nature de l'événement qui a été annoncé lundi matin à Moscou ne prête à aucune ambiguïté : c'est bel et bien un coup d'Etat qui vient de se produire. Un coup d'Etat qui n'aurait pas pu avoir lieu sans la complicité de la haute hiérarchie militaire, qui n'a jamais accepté la perspective d'un démantèlement de l'empire soviétique ; du KGB, qui n'a pas cessé de se renforcer dans l'ombre et les illusions de la perestroïka ; des communistes purs et durs, éternels défenseurs du centralisme bureaucratique et de l'ordre totalitaire, qui leur ont assuré pendant près de quarante-dix ans une confortable rente de situation.

Il y a fort à parier que tous ces éléments, dont l'initiative n'a pu surprendre que les puissances et les médias, trouveront bien vite de nouveaux alliés en la personne des « grands Russes » de tout acabit qui ne tarderont pas à les rejoindre. Ce n'est pas un hasard, en effet, si les comploteurs ont passé aux actes vingt-quatre heures avant la promulgation du nouveau traité de l'Union qui allait, malgré bien des imprécisions, symboliser l'abandon d'un certain nombre de pouvoirs par le « centre », au bénéfice des Républiques signataires.

MAIS c'est d'abord ce processus que les nouveaux maîtres de l'URSS veulent envoyer. Humilie par ce qu'ils ont toujours considéré comme l'abandon de l'Europe de l'Est - pour ne rien dire de l'Afghanistan et des traités prévoyant des réductions importantes des forces armées soviétiques - ils entendent stopper net l'éclatement de l'empire.

Ce sont eux, déjà, qui avaient complotté voici quelques années, d'abord en Géorgie, en Azerbaïdjan ensuite, dans les pays baltes enfin, pour tenter d'imposer la voie de la répression. Ils ont aujourd'hui les mains libres pour agir ouvertement, et ne s'en privent sans doute pas. L'armée soviétique ne compte pas que des conscrits, mais aussi bon nombre d'unités d'élite, « chaotées » dans l'esprit du national-communisme. Et, entre les troupes dépendant du KGB et celles rattachées au ministère de l'Intérieur, c'est sur près d'un million d'hommes supplémentaires prêts à tout que peuvent compter les « tombeurs » de Mikhaïl Gorbatchev.

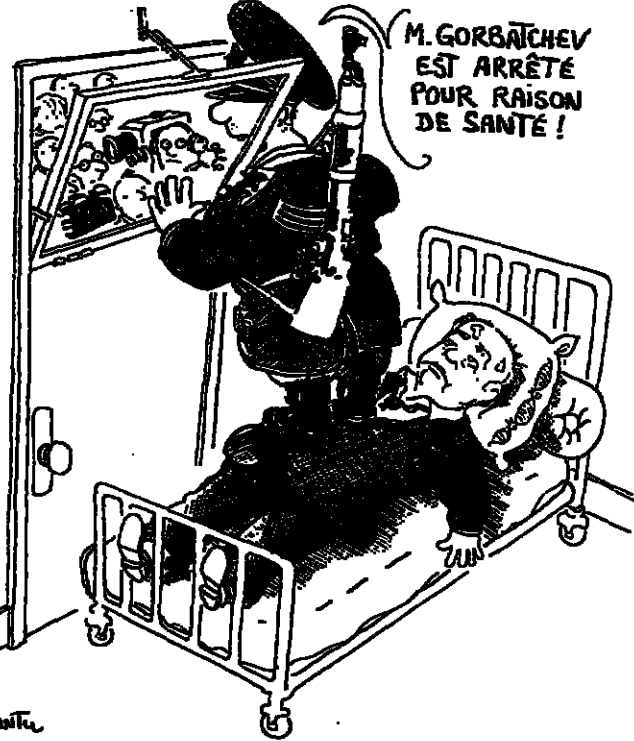
FACE à cette situation portuse de tous les dangers (l'état de banqueroute qui affecte l'URSS ne l'empêche pas d'être la seconde puissance nucléaire mondiale), les gouvernements occidentaux ne devraient pas hésiter : seule une condamnation sans appel du coup d'Etat est de mise. Elle devrait être accompagnée d'un appel on ne peut plus clair des principes politiques et humanitaires auxquels l'URSS a souscrit depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir et d'une menace de suspension de toutes les relations avec les autorités putschistes.

Mais ces mises en garde ne suffisent pas à ramener l'Union soviétique au « statu quo ante » et à prévenir la sombre période qui s'annonce pour les démocrates russes et les différents peuples qui espéraient enfin pouvoir quitter la « prison » concédée par Léline et pérorée par Staline. Certaines agones d'empire ont été dramatiques. Tous les éléments d'un nouveau drame sont réunis.

M0147 - 0820 0 - 6.00 F

La nouvelle direction soviétique a proclamé l'état d'urgence pour six mois et restauré la censure. M. Eltsine dénonce un « coup d'Etat de droite » et appelle à une grève générale

Le président Mikhaïl Gorbatchev a été renversé par les conservateurs de la direction soviétique. C'est lundi matin 19 août, peu avant 6 heures à Moscou (5 heures à Paris), qu'un « comité pour l'état d'urgence » a annoncé que le chef de l'Etat était incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé et qu'il était remplacé par le vice-président de l'URSS, M. Guennadi Ianaev. La nouvelle direction a proclamé l'état d'urgence pour six mois et a déclaré que ces mesures avaient été dictées notamment « par la nécessité vitale de sauver l'économie de la ruine, la pays de la famine, et d'éviter l'escalade du danger de vaste conflit civil aux conséquences imprévisibles pour les peuples de l'URSS et l'ensemble de la communauté internationale ». Le KGB et le ministère de l'Intérieur ont les pleins pouvoirs pour faire appliquer ces mesures. Un premier décret a restauré la censure de la presse et interdit les manifestations. Alors que des blindés prenaient position dans Moscou et qu'une manifestation contre la destitution de M. Gorbatchev - qui serait détenu dans sa maison de vacances en Crimée - commençait, en fin de matinée, sur la



place du Manège à Moscou, le président russe, M. Boris Eltsine, dénonçait un « coup d'Etat de droite, réactionnaire et anti-constitutionnel ». Il a appelé à une grève générale.

Dans un premier commentaire, le président George Bush s'est déclaré « surpris » du renversement de M. Gorbatchev. Les Douze devaient se réunir d'urgence, mardi 20 août à La Haye, pour discuter de la crise. A Paris, M. François Mitterrand a reçu lundi dans la matinée à l'Elysée M^{me} Edith Cresson et M. Roland Dumas. En début de journée, dans un communiqué prudent, le Quai d'Orsay indiquait : « La destitution de M. Gorbatchev, si son caractère définitif se confirme, est un événement considérable, d'autant qu'elle s'accompagne de la proclamation de l'état d'urgence. Il convient d'attendre des précisions sur les circonstances dans lesquelles cette destitution est intervenue, et surtout sur les mesures que prendront ses auteurs pour apprécier sa portée. » La destitution de M. Gorbatchev a provoqué une forte baisse des marchés financiers et une envolée du dollar, entraînant une intervention des banques centrales pour la contenir.

L'artisan et la victime

par Michel Tatu

Comme Nikita Khrouchtchev en 1964 : les putschistes de 1991 ont bien peu d'imagination, et c'est un peu normal puisqu'ils ont plus d'un quart de siècle de retard (à tous les sens du terme), ils appartiennent à la même famille. Toujours est-il que, comme le père du dégel autrefois, c'est pour de prétendues « raisons de santé » que le père de la perestroïka est écarté du pouvoir. On a simplement omis d'alléguer, comme pour le septuagénaire Khrouchtchev, un « âge avancé » : le septuagénaire Gorbatchev était sans doute « stressé », comme avaient pu le constater ces derniers mois certains de ses interlocuteurs étrangers - et on l'aurait été à moins. Mais il n'est guère plus vieux que ceux qui s'installent à sa place.

L'histoire de la perestroïka reste à écrire, mais ce sera, plus encore que pour Khrouchtchev, premier réformateur post-stalinien, celle d'un long, d'un incessant combat contre les partisans d'un régime condamné, aussi acharnés à la défense de leurs pouvoirs et de

leurs privilèges que pauvres en idée sur les moyens de le faire fonctionner. Pourtant, c'est cette dernière tâche qui revient à celui qui se trouve au sommet et, après tout, Mikhaïl Gorbatchev n'était pas le premier à s'y essayer : Imre Nagy en Hongrie, Dubcek en Tchécoslovaquie, à sa manière Deng Xiaoping en Chine et Khrouchtchev lui-même ont cherché à faire bouger les choses.

Lire la suite page 3

Dislocation d'un empire

par Sylvie Kauffmann

Mardi 20 août, la Russie et le Kazakhstan devaient être les premières de neuf des quinze Républiques composant jusqu'ici l'URSS à signer solennellement un texte historique, puisqu'il était appelé à remplacer le traité de 1922, constitutif de l'Union soviétique. Historique, mais inapplicable. Car ce texte, intitulé

« traité de l'Union des Etats souverains », fruit de laborieux marchandages qui ont fluctué depuis un an au gré des rapports de force entre ceux qui voulaient faire éclater l'Union et ceux qui tentaient de la sauver, comportait trop d'ambiguïtés, trop de possibilités d'interprétation, trop d'incertitudes et de contradictions.

Dans ce gigantesque navire en perdition qu'était devenue ces derniers temps l'URSS, le projet de Traité de l'Union avait pris des allures de bouée de sauvetage que le capitaine, M. Mikhaïl Gorbatchev, tentait désespérément d'atteindre, comme si, à elle seule et malgré ses rafistolages, elle pouvait empêcher le navire de sombrer ou de se disloquer. Finalement, l'important n'était pas tant la bouée elle-même, sa forme, sa taille ou son utilité, que le fait de l'atteindre. Au cours des dernières séances de négociations, M. Gorbatchev avait ainsi donné l'impression que ce qui importait le plus pour lui n'était pas tant le contenu du Traité de l'Union que le fait qu'il fût signé - surtout aux yeux de l'Occident.

Lire la suite page 4

La crise yougoslave

Le président accuse l'armée de soutenir les autonomistes serbes.

page 8

Jean-Paul II en Hongrie

Le pape prend la défense des Croates et des Hongrois de Transylvanie.

page 9

La finance malade

La multiplication des scandales financiers dans le monde appelle la mise en place d'un code véritable et d'une police efficace.

page 15

L'abondance de l'actualité nous contraint à reporter la parution du dix-neuvième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL, « Voyage avec Colomb ».

Le sommaire complet se trouve page 20

IUA

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

- Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

- Filière d'admission : 3^e CYCLE
- Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit ; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG

L'impossible réforme économique

par Erik Izraelewicz

S'il est un domaine dans lequel l'échec de M. Mikhaïl Gorbatchev est flagrant, c'est bien l'économie. Bien qu'il ait affaibli l'ancienne machine bureaucratique - lourde et inefficace, mais qui tournait - il n'a pas réussi, au cours de ses six années de règne, à engager la profonde révolution qu'il appelait de ses vœux à partir de juin 1987 et qui devait conduire à l'instauration de l'économie de marché en URSS.

Le Comité d'Etat pour l'état d'urgence qui l'a écarté intervient, affirme-t-il dans son communiqué de lundi 19 août, pour éviter « la famine et la spirale de la misère ». La situation est effectivement catastrophique : les pénuries et les tickets de rationnement se sont multipliés, l'appareil industriel s'est fortement dégradé, la productivité du travail a chuté, les marchés noirs ont connu une véritable explosion, comme la dette extérieure du pays.

M. Gorbatchev n'a certes pas

manqué de conseillers radicaux. En six ans, il a épuisé trois équipes d'économistes chargés auprès de lui de définir les chemins pour engager l'Union soviétique dans la voie de l'économie de marché (M. Abel Aganbegyan d'abord, MM. Léonid Abalkine et Ivan Ivanov ensuite, MM. Stanislav Chataline et Nikolai Petrakov enfin). Depuis quelques mois, deux économistes, MM. Grigori Iavlinsky et Graham Allison, professeur de l'université d'Harvard (Etats-Unis) affirmaient travailler pour sauver la perestroïka. Il serait faux de dire que l'ex-patron du Kremlin n'a rien fait. Au

contraire. Lois et décrets se sont suivis à un rythme rapide - accéléré même au cours des dernières semaines. La vie à Moscou, où les prix ont fortement augmenté (en avril) après presque soixante-dix ans de stabilité, où des petits commerces privés se sont créés et où des grandes marques occidentales (comme le hamburger américain MacDonald's) se sont installées, indique bien que la vie a changé en Union soviétique. Mais les réformes engagées n'ont pas véritablement permis la transition vers l'économie de marché.

Lire la suite page 4

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le destin de l'Amérique latine

III. - Présence religieuse et marché

Pérou : l'épée et la croix

pages 13 et 14

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Argentine, 8 DM ; Belgique, 750 MF ; Brésil, 2,25 \$ CAN ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 95 P ; Irlande, 220 IR ; Italie, 1,20 L ; Japon, 200 Y ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 S ; USA (autres), 2,50 S.

LE RENVERSEMENT DE

Les premières initiatives de la nouvelle direction

Le texte de l'appel au peuple soviétique : « Notre grande patrie est menacée d'un danger mortel »

Voici les principaux extraits de l'appel au peuple soviétique lancé par le comité d'Etat pour l'état d'urgence, tel que l'a diffusé l'agence Tass, lundi 19 août :

« En cette heure pénible, critique pour les destinées de notre patrie et de nos peuples, nous vous lançons un appel ! Notre grande patrie est menacée d'un danger mortel ! La politique de réformes lancée à l'initiative de Mikhaïl Gorbatchev, et conçue comme moyen de garantir le développement dynamique du pays et la démocratisation de la vie sociale, est tombée, pour certaines raisons, dans l'impasse. L'enthousiasme et les espoirs des premiers jours ont cédé la place à l'absence de foi, à l'apathie et au désespoir. Le pouvoir a été aliéné à la confiance populaire à tous les niveaux. La politisation a évacué de la vie sociale le souci des destinées de la patrie et du citoyen. Toutes les institutions d'Etat commencent à être bafouées de manière venimeuse. De fait, le pays est devenu ingouvernable. »

Des forces extrémistes ont émergé à la faveur des libertés accordées et ont foulé aux pieds les premiers germes de la démocratie, afin de tenter de liquider l'Union soviétique, de démanteler l'Etat et de prendre le pouvoir à tout prix. Les résultats du référendum national sur l'unité de la patrie a été effacé aux pieds. La spéculation cynique sur les sentiments nationaux n'est qu'un écran pour satisfaire des ambitions. Les aventuriers politiques n'ont pas cure des malheurs vécus actuellement par les peuples, ni de leur avenir. »

En créant une situation de terreur politique et morale, et en cherchant à se cacher derrière le bouclier de la confiance populaire, ils oublient que les liens, qu'ils dénoncent et qu'ils rompent, avaient été établis sur la base d'un soutien populaire bien plus large et qui, d'ailleurs, avait passé l'épreuve séculaire de l'histoire. Ceux qui cherchent en fait aujourd'hui à renverser le régime constitutionnel, doivent répondre devant les mémoires et les peuples des victimes des conflits internationaux. Ils ont sur leur conscience les destinées malheureuses de plus d'un demi-million de réfugiés. Ils ont troublé la paix et la joie de vivre de dizaines de millions de soviétiques, qui, hier encore, vivaient unis dans leurs familles, et qui, aujourd'hui, sont devenus des parias dans leur propre domicile. »

« C'est au peuple de décider du régime constitutionnel à adopter, et à un tel point de la priver de ce droit. Au lieu de se soucier de la sécurité

et du bien-être de chaque citoyen et de toute la société, les gens portés au pouvoir l'utilisent souvent dans des intérêts étrangers au peuple et comme un moyen d'affirmation sans principes. Les flots de paroles et les montagnes de déclarations et de promesses ne font qu'accentuer le peu d'actes pratiques. L'inflation de pouvoir, plus redoutable que tout autre inflation, mine notre Etat, notre société. Chaque citoyen éprouve une incertitude croissante de l'avenir, une profonde inquiétude pour l'avenir de ses enfants. »

« La crise du pouvoir a eu un impact catastrophique sur l'économie. Le glissement vers une économie de marché, chaotique et spontanée, a provoqué une explosion d'égoïsme régional, corporatiste, local et personnel. La guerre des lois et l'encouragement des tendances centrifuges ont entraîné un mécanisme économique unique, vieux de plu-

sieurs décennies. En conséquence, le niveau de vie de la plus grande partie des Soviétiques a brusquement chuté ; cela résulte des actions délibérées de ceux qui, en violant grossièrement la loi fondamentale de l'URSS, commettent pratiquement un coup d'Etat anti-constitutionnel et cherchent à archaïser à une dictature personnelle illégitime. Des préfectures, des mairies et d'autres structures illégales se substituent de plus en plus souvent, sans s'en cacher, aux Soviets élus par le peuple. »

« Une offensive a été lancée contre les droits des travailleurs. Le droit au travail, à l'enseignement, à la santé publique, au logement et au repos est mis en cause. (...) Le pays plonge dans un gouffre de violence et d'arbitraire. La propagande du sexe et de la violence, mettant en péril la santé et la vie des générations futures, n'a jamais connu, dans

l'histoire du pays, une telle évergence. Des millions de personnes exigent que des mesures soient prises contre la perversion de la criminalité et l'immoralité inqualifiable, flagrante. La déstabilisation de la situation politique et économique qui s'aggrave en Union soviétique compromet nos positions dans le monde. Des appels à la revanche commencent à retentir ici et là, on exige de réviser nos frontières. On appelle même à démanteler l'Union soviétique et à établir une tutelle internationale sur certaines entreprises et régions de notre pays. Telle est la réalité actuelle. Hier encore, un Soviétique qui se retrouvait à l'étranger se sentait le citoyen d'un Etat indépendant et respectable. Aujourd'hui, il est considéré comme un étranger de seconde catégorie. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

« Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques à rétablir, dans les plus brefs délais, la discipline du travail et l'ordre, à relever le niveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...) »

La déclaration des nouveaux dirigeants

Voici le texte intégral de la déclaration de la nouvelle direction soviétique, diffusée par l'agence Tass, lundi 19 août au matin, à Moscou :

« Devant l'impossibilité de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev d'assumer ses fonctions de président de l'URSS pour raisons de santé et en raison du transfert, conformément à l'article 127-3 de la Constitution de l'Union soviétique, au vice-président de l'URSS Guennadi Ivanovitch Ianaev, afin d'éviter la crise profonde et multiforme, la confrontation politique, inter-ethnique et civile, ainsi que le chaos et l'anarchie qui menacent la vie et la sécurité des citoyens de l'Union soviétique, la souveraineté, l'intégrité territoriale, la liberté et l'indépendance de notre Etat ; partant des résultats du référendum du peuple entier sur la sauvegarde de l'union des Républiques socialistes soviétiques ; se guidant sur les intérêts vitaux des peuples de notre patrie et de tous les Soviétiques, nous déclarons ce qui suit :

1. - Conformément à l'article 127-3 de la Constitution de l'URSS et à l'article 2 de la loi de l'URSS sur le régime juridique de l'état d'urgence, et étant au-devant des exigences des vastes couches de la population touchant la nécessité de prendre les mesures les plus énergiques pour éviter le glissement de la société vers la catastrophe nationale, de garantir la légalité et l'ordre, l'état d'urgence est déclaré dans certains territoires de l'Union soviétique pour un délai de six mois, de 04 h (heure de Moscou), le 19 août 1991. »

2. - La Constitution et la loi de l'URSS ont la primauté inconditionnelle sur l'ensemble du territoire de l'URSS. 3. - Pour diriger le pays et garantir une application efficace du régime de l'état d'urgence, nous instituons un comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS, dont feront partie : O. D. Baklanov, premier vice-président du Conseil de défense de l'URSS, B. A. Kroutchkov, président du KGB de l'URSS, V. S. Pavlov, premier ministre de l'URSS, B. K. Poupo, ministre de l'intérieur de l'URSS, V. A. Starodoubov, président de l'union des paysans de l'URSS, A. I. Tikhonov, président de l'Association des entreprises d'Etat, d'ouvrages industriels, d'entreprises du bâtiment, des transports et des télécommunications de l'URSS D. T. Yazov, ministre de la défense de l'URSS, G. I. Ianaev, président intérimaire de l'URSS. 4. - Les décisions du Comité d'Etat pour l'état d'urgence doivent être exécutées strictement par tous les organes du pouvoir et d'administration, par les fonctionnaires et les citoyens dans l'ensemble du territoire de l'Union soviétique. »

Le texte est signé par Guennadi Ianaev, Valentin Pavlov, et Oleg Baklanov, en date du 18 août 1991.

nov, premier vice-président du Conseil de défense de l'URSS, B. A. Kroutchkov, président du KGB de l'URSS, V. S. Pavlov, premier ministre de l'URSS, B. K. Poupo, ministre de l'intérieur de l'URSS, V. A. Starodoubov, président de l'union des paysans de l'URSS, A. I. Tikhonov, président de l'Association des entreprises d'Etat, d'ouvrages industriels, d'entreprises du bâtiment, des transports et des télécommunications de l'URSS D. T. Yazov, ministre de la défense de l'URSS, G. I. Ianaev, président intérimaire de l'URSS. 4. - Les décisions du Comité d'Etat pour l'état d'urgence doivent être exécutées strictement par tous les organes du pouvoir et d'administration, par les fonctionnaires et les citoyens dans l'ensemble du territoire de l'Union soviétique. »

Le texte est signé par Guennadi Ianaev, Valentin Pavlov, et Oleg Baklanov, en date du 18 août 1991.

Le président par intérim annonce que l'URSS remplira ses obligations internationales

Voici le message que M. Guennadi Ianaev, président par intérim de l'URSS, a adressé, dimanche 18 août, aux chefs d'Etat et de gouvernement, au secrétaire général des Nations unies, et dont le contenu a été diffusé, lundi, par l'agence Tass :

« Sur instruction de la direction soviétique, j'annonce qu'un état d'urgence est déclaré dans certaines localités de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour une période de six mois à compter du 19 août 1991, conformément à la Constitution et aux lois de l'URSS. »

Tous les pouvoirs dans le pays sont transférés pour cette période au Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS. Les mesures prises sont temporaires. Elles ne signifient en aucun cas un renoncement à une évolution vers de profondes réformes dans tous les domaines de la vie de l'Etat et de la société. »

Ce sont des mesures impératives, dictées par le besoin vital de sauver l'économie de la ruine et le pays de la faim, pour éviter que grandisse la menace d'un conflit civil de grande envergure, aux conséquences imprévisibles pour les peuples de l'URSS et la communauté internationale tout entière. L'objectif le plus important de l'état d'urgence est de réunir les conditions qui garantiront la sécurité de chaque citoyen et celle de ses biens. Il est envisagé d'éliminer les associations militaires anti-consti-

tutionnelles, ingouvernables et essentiellement criminelles, qui sèment une terreur morale et physique dans plusieurs régions de l'URSS et servent de catalyseur au processus de désintégration. Toutes les mesures prises visent à stabiliser la situation en URSS au plus tôt, à normaliser la vie socio-économique, à réaliser les transformations nécessaires et à créer les conditions du développement du pays dans tous les domaines. Toute autre voie conduirait à l'aggravation de la situation et de violence, aux souffrances incommensurables de nos concitoyens et à la création d'un foyer de tension dangereux pour la communauté internationale. Les mesures d'urgence temporaires ne changeront en rien les obligations internationales de l'URSS aux termes des traités et accords en vigueur. L'URSS est disposée à développer davantage ses relations avec tous les Etats sur la base des principes universellement reconnus de bon voisinage, d'égalité, d'avantages mutuels et de non-ingérence dans les affaires des autres. Nous sommes convaincus que nos difficultés actuelles sont de nature provisoire et que la contribution de l'Union soviétique au maintien de la paix et à la consolidation de la sécurité internationale demeurera substantielle. La direction de l'URSS espère que les mesures d'urgence temporaires seront accueillies avec la compréhension qui convient par les peuples et les gouvernements et l'Organisation des Nations unies. »

L'état d'urgence doit être approuvé par les deux tiers des députés

La loi soviétique du 3 avril 1990 sur l'état d'urgence prévoit que celui-ci est instauré « pour assurer la sécurité des citoyens », « en cas de catastrophes, d'accidents graves ou catastrophes, d'épidémies, d'épisodes ou encore de troubles de masse ». On suppose que c'est à cette dernière hypothèse que se réfère le « comité d'Etat pour l'état d'urgence » qui, dans son « appel au peuple » de lundi, dénonce « les forces extrémistes qui ont émergé pour tenter de détruire l'Union soviétique ». Les textes diffusés par l'agence Tass déclarent que la mesure est prise pour une durée de six mois dans « certains territoires », sans préciser lesquels. La procédure décrite par l'article 2 de la loi du 3 avril 1990 prévoit que le président de l'URSS peut déclarer l'état d'urgence « à la demande ou avec l'accord du président du Soviet suprême ou de l'organe suprême du pouvoir public de la République concernée ». Le texte précise qu'à défaut d'accord, il introduit l'état d'urgence tout en saisissant « immédiatement » le Soviet suprême de l'URSS afin de faire entériner sa décision ; « pour être adopté, l'arrêt doit être voté par au moins les deux tiers des députés ». La loi stipule également que pour faire appliquer l'état d'urgence, le président de l'URSS peut instaurer une direction présidentielle provisoire dans les territoires concernés et, à cette fin, « suspendre les pouvoirs des soviets locaux des députés du peuple et remplir provisoirement leurs fonctions ». L'état d'urgence donne à l'Etat (article 4 de la loi) tous les moyens d'une sévère reprise en main puisqu'elle lui permet entre autres de réglementer les entrées et sorties des citoyens, d'interdire à certains de quitter leur domicile, d'interdire les réunions et manifes-

tations de rue, de désigner et de révoquer les chefs d'entreprise et d'interdire les grèves. La loi prévoit que le principe de l'éligibilité des chefs d'entreprise est suspendu pendant la durée de l'état d'urgence et que ces derniers sont en droit « de résister à la violence des ouvriers et des employés, sans leur accord, à des postes non prévus par le contrat de travail ». Elle prévoit que seront punis d'une amende ou d'une détention jusqu'à trente jours la diffusion « de rumeurs provocatrices » et « les actes qui provoquent des violations de l'ordre légal ou attisent la haine nationale ». L'incitation à la grève est passible d'une amende, d'une peine de « travaux de rééducation » pouvant aller jusqu'à deux ans ou d'une peine de « privation de liberté » jusqu'à trois ans. Une élection présidentielle dans les trois mois Si M. Gorbatchev est brusquement tombé malade alors que son dernier bilan de santé le disait bien portant, c'est qu'aux termes de la révision de la Constitution du 14 mars 1990, il jouit de l'immunité et que sa destitution n'est prévue qu'en cas de violation par lui de la Constitution et des lois de l'URSS. Dans cette hypothèse la décision doit être prise par les deux tiers au moins des députés du congrès du peuple, à l'initiative du congrès lui-même ou du Soviet suprême. La Constitution prévoit qu'en cas d'incapacité les fonctions présidentielles passent au vice-président, au président du Soviet suprême ou au président du conseil des ministres. Elle stipule que l'élection d'un nouveau président doit avoir lieu dans un délai de trois mois.

Les chars s'arrêtent aux feux rouges...

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les congressistes du cinquante-septième congrès de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires, n'en croient pas leurs yeux : les files de chars et de camions militaires qui montent de la Moskova vers le Kremlin s'arrêtent sagement aux feux rouges. Un coup d'Etat ? Tot lundi matin, tout semblait calme dans Moscou. Après la nouvelle de la déposition de M. Gorbatchev. Il n'empêche : Olga est triste. Elle n'aurait plus le président de l'URSS depuis qu'il avait donné des gages à son aile conservatrice, mais au moins elle savait où le pays allait avec lui. Tandis que maintenant... Il ne fait pas de doute pour elle qu'il s'agit d'un coup d'Etat : « Il était en bonne santé, en vacances dans sa datcha, dit-elle avec un sourire désabusé. Et il serait tombé malade ? La Constitution prévoit une procédure de remplacement provisoire lorsque le chef de l'Etat est saisi. Elle n'a pas été respectée. On nous refait le même coup que pour Nikita Khrouchtchev. »

Martina n'est pas moins catastrophée. Elle aussi figure parmi les déçus de la persécution, mais elle ne croit pas que Gorbatchev soit un méchant homme, simplement il ne savait pas choisir une ligne ferme. « Ceux qui l'ont déposé, dit-elle, nous les connaissons

bien. Je parie que ce sont ceux-là mêmes qui ont organisé la pénurie de biens de consommation. Même les chaussures d'homme nous manquent alors que les usines les fabriquent à plein rendement. Vous allez voir que tout réapparaîtra demain dans les magasins pour souligner combien ils sont d'efficients dirigeants et combien Gorbatchev était médiocre. »

Le pessimisme et l'expectative semblent les sentiments les plus répandus. Personne ne croit que le régime antérieur puisse être rétabli, mais le rappel appuyé des anciens principes par le nouvel homme fort, M. Ianaev, semble de mauvais augure. « M. Roland Dumas peut déclarer qu'il jugera la nouvelle équipe à ses actes, déclare Alexis, un observateur russe très averti, nous savons d'ores et déjà qu'ils ont destitué un président d'une façon inadmissible dans un pays démocratique. »

« Leur coup était bien calculé. Demain il était trop tard car le Traité de l'Union aurait été signé. Quand je pense que Gorbatchev lui-même avait imposé M. Ianaev comme vice-président en disant qu'il ne pouvait travailler sans lui ! Nous voyons aujourd'hui la quantité de soutien que ses anciens protégés apportent au chef de l'Etat. Même M. Loukatchov, le président du Soviet suprême, vient de se désolidariser de son leader. Le coup de pied de l'âne ! »

ALAIN FAUJAS

M. MIKHAIL GOR

M. Gue

M. Valentin Pavlov : le premier ministre



Artisan et victime

Le texte porte la signature du comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS, en date du dimanche 18 août 1991.

هك ان النصل

ENVERSEMENT

le soviétique :
l'un danger mortel

M. MIKHAIL GORBATCHEV

Les huit membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence

M. Guennadi Ianaev : le vice-président

Le Comité d'Etat pour l'état d'urgence a été constitué dimanche 18 août et comprend huit personnes. Les trois premiers jouent un rôle plus éminent en tant que signataires de la « déclaration de la direction soviétique » publiée lundi matin par l'agence TASS. Leurs biographies sont présentées ci-dessous dans cet ordre.

Né le 26 août 1937 dans une famille paysanne de la région de Gorki (aujourd'hui Nijni-Novgorod), sur la Volga, M. Ianaev a étudié à la fois l'agronomie et le droit tout en poursuivant une carrière d'appareilchik, commencée dans les Jeunesses communistes de sa région en 1963. De 1968 à 1980, il a été président du comité des organisations de jeunesse de l'URSS, un organisme chargé surtout de fonctions de représentation à l'étranger, étroitement lié à la

fois au département international du comité central du parti et au KGB. Il a assuré ensuite des fonctions similaires à la Fédération des sociétés d'amitié avec l'étranger (jusqu'en 1986) et au conseil central des syndicats soviétiques jusqu'en 1990, date à laquelle il a été désigné, pour quelques mois seulement, président de cette organisation.

En juillet 1990 il avait été élu par le congrès du PC membre du bureau politique et secrétaire chargé des questions internationales. Mais, six mois plus tard, il abandonnait à nouveau ces fonctions après avoir été élu au poste tout nouvellement créé de vice-président de l'URSS. Un choix qui avait surpris tout le monde, dans la mesure où on attendait plutôt un non-russe, et tant sa personnalité était terne et peu connue. Son élection n'avait d'ailleurs pas été sans mal, puisqu'il avait été battu au cours d'un premier vote au Soviet suprême de l'URSS : il

avait fallu que M. Gorbatchev - qui doit bien le regretter aujourd'hui - revienne à la charge pour demander un second scrutin.

Bien qu'ayant abandonné ses fonctions au bureau politique, M. Ianaev était considéré comme l'« œil » de la direction du parti auprès du président et de son nouvel appareil du Kremlin. Il présidait d'ailleurs, depuis juillet 1990, le groupe communiste au Parlement de l'URSS.



M. Valentin Pavlov : le premier ministre

Né en 1937, M. Pavlov a travaillé toute sa vie à Moscou, après avoir obtenu, en 1954, le diplôme de l'Institut des finances. De 1959 à 1964, il travaille au ministère des finances de Russie, puis à celui de l'URSS, où il s'occupe surtout du financement du complexe militaro-industriel. De 1979 à 1986, il a exercé les mêmes fonctions au comité d'Etat au plan. En 1986, il était nommé président du comité d'Etat pour les prix et, en 1989, ministre des finances de l'URSS. C'est en cette qualité qu'il attire l'attention de M. Gorbatchev, lequel, après le départ de M. Rykov, premier ministre de la perestroïka, lui confie en janvier dernier la direction du gouvernement.



Comme pour M. Ianaev, cette nomination coïncidait avec le grand tournant consécutif de l'automne, et M. Pavlov ne devait pas tarder à manifester une attitude rigide, tant à propos des divers plans de « réforme radicale » en discussion que par ses étonnantes dénoncia-

tions, à l'heure où l'aide de l'Occident était sollicitée, des tentatives de subversion de l'économie soviétique par le capitalisme étranger. En juin, M. Pavlov avait sollicité du Parlement des pouvoirs spéciaux contre l'avis de M. Gorbatchev, mais avec l'appui de MM. Krioutchkov et Pougov, ainsi que du général Iazov, il les a aujourd'hui.

M. Vladimir Krioutchkov : le président du KGB

Le patron du KGB passait au moins jusqu'à l'hiver dernier pour un fidèle soutien de M. Gorbatchev, tout comme d'ailleurs son organisation, qui avait fait figure de contrepoise, pendant toutes les années précédentes, à la grogne croissante des militaires. Né en 1924 à Volgograd, M. Krioutchkov a travaillé dès l'âge de vingt ans dans les Jeunesses communistes de sa région, puis comme juriste. En 1954, il terminait l'école diplomatique du ministère des affaires étrangères et était envoyé comme diplomate en Hongrie, où l'ambassadeur était alors Iouri Andropov.

De 1959, ce dernier le prenait à son service, d'abord dans le département du comité central chargé des relations avec les PC au pouvoir, puis, en 1967, au KGB. M. Krioutchkov y gravissait tous les échelons, notamment comme chef de la première direction principale (chargée du renseignement à l'étranger) en 1974, vice-président (en 1978) puis président du KGB en octobre 1988,



M. Oleg Baklanov : l'homme du complexe militaro-industriel

M. Baklanov est un Ukrainien, né en 1932 à Kharkov, qui a travaillé toute sa vie dans le complexe militaro-industriel soviétique, dont il était devenu le premier représentant. De 1950 à 1963, il gravit tous les échelons dans une usine de défense de Kharkov, puis dirige une autre usine dans la même région.

En 1976, il est nommé vice-ministre des constructions mécaniques générales, le ministère qui gère la fabrication des missiles stratégiques, et devient sous Andropov, en avril 1983, titulaire du même portefeuille. Il est ensuite secrétaire du parti chargé de l'industrie militaire, de 1988 jusqu'à avril dernier, date à laquelle il est nommé premier vice-président du conseil de défense, un organisme que préside M. Gorbatchev.

M. Boris Pougov : le ministre de l'intérieur

Né en 1937 à Kalinine (aujourd'hui Tver), M. Pougov est le fils d'un bolchevik letton émigré en URSS après la première guerre mondiale, et il parle mieux le russe que sa langue d'origine. Il est notamment premier secrétaire du PC pour la ville de Riga de 1975 à 1976, date à laquelle il passe au KGB de Leningrad, dont il devient vice-président, puis président de 1980 à 1984. En avril de cette année-là, Tchernenko le nomme à la tête du PC letton, mais M. Gorbatchev le fera venir à Moscou en septembre 1988 pour présider le comité de contrôle du parti, l'organisme chargé de « faire la police » parmi les membres. C'est encore pendant le tournant conservateur de l'hiver, en décembre 1990, qu'il avait pris la tête du ministère de l'intérieur à la place de M. Baklanov, jugé trop libéral. Depuis lors, son régime s'est signalé par de multiples interventions, souvent sanglantes, de ses troupes, notamment des fameux OMON (départements spéciaux), dans les pays baltes.

Le maréchal Iazov : le ministre de la défense

De tous les membres du comité pour l'état d'urgence, le maréchal Iazov est le moins attendu, tant les chefs militaires, y compris le ministre de la défense, avaient manifesté leur malaise tous ces derniers mois. Le maréchal est aussi le doyen de l'organisation : né en 1923 dans la région d'Omsk en Sibirie, il s'est battu pendant la guerre sur le front de Leningrad, il a étudié dans les académies *Frunze* et *Vorochilov*, commandé diverses unités à Leningrad et en Transcaucasie, puis les troupes soviétiques en Tchétchénie (1979-1980), en Asie centrale (1980-1984) et en Extrême-Orient jusqu'en avril 1987, date à laquelle M. Gorbatchev l'appelle à Moscou pour prendre la direction des cadres au ministère de la défense. Un mois plus tard, lorsque l'attentat contre l'autorité de l'allemand Matthias Rust sur la place Rouge déclenche une purge dans le haut commandement, le général Iazov (il ne sera nommé maréchal que plusieurs années plus tard) succède au vieux maréchal Sokolov dans le fauteuil de ministre. Ces quatre années ont été décisives pour les forces armées soviétiques, ne serait-ce qu'avec la liquidation du pacte de Varsovie et l'évacuation (non encore achevée en ce qui concerne l'Allemagne et la Pologne) de toute l'Europe de l'Est.

MM. Starodoubtsev et Tiziakov : les nationalistes russes

Beaucoup moins connus, les deux derniers membres du comité ont surtout pour principale caractéristique commune d'avoir signé un appel à « sauver la patrie » publié le 23 juillet dernier, dans le journal conservateur *Russie soviétique*. Né en 1931 dans la région de Lipetsk, M. Vassili Starodoubtsev a dirigé pendant de longues années le kolchoze « Lénine » dans la région de Toula, devenant en 1986 président de l'Union fédérale des kolchozes, et quatre ans plus tard à la fois président de l'Union agrarienne russe et président de l'Union des paysans de l'URSS. C'est en cette qualité qu'il fait partie du comité pour l'état d'urgence.

M. Tiziakov, lui, préside l'Association des entreprises d'Etat, et fait donc pendant au précédent comme « industriel de base » dans le comité. Mais son organisme paraît bien fantomatique par rapport à l'Association des unions scientifiques et industrielles de l'URSS, que dirige le beaucoup plus puissant Arkadi Volksi. Il est vrai que M. Volksi, un appareiliste resté proche de M. Gorbatchev, possède dans le sens de la privatisation et de la démocratie politique, allant jusqu'à patronner le nouveau parti des réformes démocratiques en voie de constitution. Est-ce déjà de l'histoire ancienne?

Artisan et victime

Suite de la première page

Comme Nikita Khrouchtchev en 1964 : les putschistes de 1991 ont bien peu d'imagination, et c'est un peu normal puisqu'ils ont plus d'un quart de siècle de retard (à tous les sens du terme), ils appartiennent à la même famille. Toujours est-il que, comme le père du dégel autrefois, c'est pour de soi-disant « raisons de santé » que le père de la perestroïka est écarté du pouvoir. On a simplement omis d'ajouter, comme pour le septuagénaire Khrouchtchev, un « âge avancé » : le second-général Gorbatchev était sans doute « estressé », comme avaient pu le constater ces derniers mois certains de ses interlocuteurs étrangers - et on l'aurait été à moins. Mais il n'est guère plus vieux que ceux qui s'installent à sa place.

L'histoire de la perestroïka reste à écrire, mais ce sera, plus encore que pour Khrouchtchev, premier réformateur post-stalinien, celle d'un long et d'un incessant combat contre les partisans d'un régime condamné, aussi acharnés à la défense de leurs pouvoirs et de leurs privilèges que pauvres en idées sur les moyens de le faire fonctionner. Pourtant, c'est cette dernière tâche qui revient à celui qui se trouve au sommet, et, après tout, Mikhaïl Gorbatchev n'était pas le premier à s'y essayer : Imre Nagy en Hongrie, Dubcek en Tchécoslovaquie, à sa manière Deng Xiaoping en Chine et Khrouchtchev lui-même ont cherché à faire bouger les choses. Bien peu y ont réussi.

En même temps, les qualités qu'il faut déployer pour parvenir au pouvoir en système communiste sont tout à l'inverse de ce qu'il faut pour réformer. De ce point de vue, Mikhaïl Gorbatchev ne fait pas exception, au point que la « première vue » de Mikhaïl Gorbatchev, celle qui le conduit de son obscur village de la région de Stavropol jusqu'au secrétariat général du parti en mai 1985, reste encore très largement une énigme. Précisément parce qu'elle est celle d'un « appareilchik » on ne peut plus anonyme, lequel ne s'est transformé en réformateur qu'au terme d'une longue patience de trente ans.

Né le 2 mars 1931 à Privolnoïe, un petit village de cette région rurale du Nord-Caucase, « Mikhaïl » Gorbatchev est d'abord un fils de la « nouvelle paysannerie » créée par la terrible collectivisation de l'époque. Son grand-père maternel dirige un des premiers kolchozes de l'endroit et, si personne de la famille ne sera victime de répression, si ses membres mâles sont communistes depuis deux

générations, personne non plus n'est vraiment privilégié : le père Sergueï, simple soldat pendant la guerre (il en reviendra blessé, décoré et membre du parti), sera tractoriste jusqu'à sa mort en 1967 ; la mère Maria, également une paysanne du coin, vit encore aujourd'hui, à près de 80 ans, dans la maison familiale, en compagnie de sa fille aînée.

Trop jeune pour participer à la guerre, le futur maître du Kremlin est tout de même assez âgé pour s'en souvenir. En décembre 1942, alors qu'il va sur ses dix ans, sa région est occupée par les Allemands qui se ruent vers le Caucase. Ils y resteront six mois, jusqu'au lendemain de leur défaite de Stalingrad, suffisamment pour faire vivre à la population une première expérience d'effondrement du système soviétique (la réouverture des églises, notamment, n'a pas du échapper au jeune Micha, qui sa mère avait fait baptiser) et de son retour brutal : plusieurs peuples voisins, notamment les Kalmyks et les Karatchaïs, sont déportés en masse par Staline en 1943.

Décoré en 1949

Mais rien de tout cela n'empêchera le jeune paysan de commencer une carrière exemplaire. A partir de l'âge de 15 ans, et tout en poursuivant ses études secondaires, il participe chaque année aux travaux agricoles comme aide conducteur de moissonneuse-batteuse, ce qui lui vaut sa première décoration : un « drapeau rouge du travail » lui est décerné le 16 avril 1949 pour avoir moissonné, précieusement, avec une minutie très administrative, « 8 853,14 quintaux de blé en 20 jours ».

En fait, cette distinction, qui implique un « épistém » actif des autorités locales, est surtout le sésame vers l'instruction. L'année suivante, le jeune Micha obtient son inscription à l'Université de Moscou. Qu'importe qu'on l'inscrive à la faculté de droit, alors qu'il aurait préféré les mathématiques ou les sciences : à l'heure où l'Université est réservée de préférence aux combattants retour du front, c'est un privilège insigne pour ce rural sans histoire de se retrouver à Moscou, dans un des tout premiers établissements d'enseignement du pays.

Ces cinq ans d'université vont donc être sa première expérience du grand monde. C'est là qu'il rencontre, en 1951, une scéliste étudiante en philosophie, Raïssa Tiziakova, qu'il épousera deux ans plus tard ; qu'il fréquente son premier

étranger, le tchèque Zdenek Mynar, futur et éphémère personnalité du printemps de Prague ; et aussi quelques jeunes gens ambitieux comme lui : l'historien Roy Medvedev révélera en 1989 qu'il a trouvé mention dans les archives de Lénine, Loutkianov (aujourd'hui président du parlement fédéral) à la tête d'une section des Jeunesses communistes (komsozol) de la faculté de droit, dont le vice-président est Mikhaïl Gorbatchev.

« Fils de Staline » et du 20^e Congrès

Car le futur dirigeant du pays, qui a adhéré au komsozol dès 1946, devient dès ses années d'études appareilchik à mi-temps de cette organisation. Avant d'appartenir à la génération du XX^eème congrès, comme il le revendiquera plus tard, il est un des deux derniers « fils de Staline », puisqu'il rejoint le parti en 1952, quelques mois avant la mort du dictateur. Et c'est tout naturellement que, de retour à Stavropol en 1955, et après quelques mois passés « à une fonction correspondant à sa qualification juridique » selon les biographies officielles (probablement un stage dans un organisme judiciaire, et non directement au KGB, comme certains le soupçonnent encore aujourd'hui à l'Ouest), il devient fonctionnaire komsozol. Premier secrétaire pour la ville de Stavropol dès 1956, second, puis premier secrétaire de la région quelques années plus tard, il assiste en cette qualité à sa première grande manifestation politique à Moscou : le XXII^eème congrès du PC en octobre 1961, qui marque aussi le point culminant de la première déstalinisation.

Après quoi c'est la progression sans histoire dans des postes dont le seul intitulé paraît aujourd'hui singulièrement anachronique : chef du service de « l'organisation du parti » dans le territoire de Stavropol (1962), premier secrétaire du « kolkhoze » (le comité de ville) en 1966, deuxième secrétaire du « kolkhoze » (le comité régional) en 1968, puis premier secrétaire (1970), membre du comité central à Moscou (1971). Et ce n'est pas fini : les bonnes fées qui ont veillé sur lui à l'échelon local (notamment Fedor Kouklovsk, patron de la région promu à Moscou après la chute de Khrouchtchev) sont rejointes par d'autres hauts dirigeants, notamment Souslov et Andropov, qui semblent voir dans cet appareilchik modèle, bien éduqué, un élément de nature à faire, de manière très limitée mais peut-être utile pour la suite, la toute puissance du clan Brejnev.

De fait, la carrière de Mikhaïl Gorbatchev connaît un nouveau et grand bond en avant en 1978, lorsque, après la mort subite de Fedor Kouklovsk, son successeur à Stavropol est appelé à Moscou pour lui succéder une seconde fois : il sera secrétaire du parti chargé de l'agriculture (novembre 1978), puis membre suppléant du politburo (1979), enfin membre titulaire en octobre 1980. Et cette ascension, qui n'est pas sans rappeler celle qu'accomplissent pendant les mêmes années Tchernenko, le place en bonne position lorsque s'ouvre l'agonie des gérontocrates, tous âgés de vingt ans et plus que lui. Après Brejnev, puis Andropov et l'intermède encore plus éphémère de Tchernenko, Mikhaïl Gorbatchev accède enfin, le 11 mars 1985, au secrétariat général du parti.

Un « sphynx »

Ceux qui l'ont poussé vers ces hautes sphères, Souslov et Andropov d'abord, puis Andreï Gromyko au moment décisif, avaient-ils ce qu'ils faisaient ? Certainement pas, et d'ailleurs, qui se serait risqué à livrer le fond de sa pensée au royaume des appareilschiks ? Mikhaïl Gorbatchev n'est pas de ceux-là, et ceux qui le décrivent aujourd'hui (notamment Edouard Chevardnadze, Anatoli Sobtchak, Igor Ligatchev dans leurs souvenirs publiés récemment) nous livrent indirectement son secret. L'homme de la perestroïka recueille volontiers les confidences, il s'entoure dès le début des années 80 de personnalités éclairées, d'économistes qui lui expliquent que le système est condamné à se réformer en profondeur. Il écoute, il encourage les critiques, mais lui-même, il ne se livre pas. Et cet aspect « sphynx » ira jusqu'à la froideur, voire au cynisme, lorsque certains de ses amis, furieux d'être critiqués par tous les conservateurs pour avoir mené la politique qu'il avait lui-même encouragée, lui

demandèrent - en vain - de le soutenir. La démission d'Edouard Chevardnadze, en décembre dernier, n'aura finalement pas eu d'autres explications.

Ne nous étonnons pas en revanche que l'architecte de la perestroïka ait été entré si peu loin qu'il ne le voulait à l'origine : son but n'était pas, et ne pouvait pas être, de renverser le système dans lequel il avait grandi et sur lequel reposait son pouvoir (la question de savoir s'il y croyait est une autre affaire, mais après tout, secondarily). Son but était de le rendre plus efficace, y compris par les mauvaises méthodes, comme le montrent les mesures autoritaires, aujourd'hui désavouées, du début (campagne anti-alcoolique, « accouchements » purement volontaristes du progrès technologique, etc.).

Aussi bien, et contrairement à la thèse officielle, ce n'est pas en 1985, mais deux ans plus tard, que commence pour de bon la perestroïka : très précisément à partir d'un plénum tenu par le comité central en janvier 1987, point de départ de la libéralisation de la presse, d'une déstalinisation et d'une « débrejnévisation » irréversible qui va déstabiliser tout l'appareil et ouvrir la voie à une transformation plus radicale encore : les premières élections libres (printemps 1989) et son corollaire le parlementarisme.

Une histoire non terminée

Dès cette année-là, et surtout avec les révolutions en Europe de l'Est, la perestroïka devient galopante. C'est surtout cela, l'abandon du pacte de Varsovie, c'est-à-dire la liquidation de l'empire « extérieur » allant de pair avec la déstabilisation de l'empire intérieur, l'ébranlement de la discipline et de l'économie et un virage vers l'Ouest qui prend, cette année, des allures de course au trésor, c'est tout cela que ceux qui se prétendent les gardiens du temple n'ont pas pardonné.

Sans doute Mikhaïl Gorbatchev a-t-il commis bien des fautes, parmi lesquelles il faut citer d'abord son impuissance à s'attaquer de front et en temps utile aux problèmes de l'économie (il fallait sans doute s'y prendre dès 1987), ensuite son retard à assimiler toutes les dimensions du problème national. Il reste à son actif d'avoir compris que le renouveau passait par la démocratisation. Pour cela seulement il mérite de rentrer dans l'histoire.

D'ailleurs, cette histoire n'est visiblement pas finie. Avec ou sans M. Gorbatchev, une chose est sûre en effet : les artisans du putsch de lundi ne reviendront pas, ils ne pourront jamais revenir, à la grande Union soviétique d'antan, encore moins à cet « âge d'or de la nationalisation » qu'avait été l'époque Brejnev. Et ils s'apercevront sans doute de leur erreur beaucoup plus vite que ce dernier.

MICHEL TATU

Le Monde ÉDITIONS

LES FUTURS DE L'EUROPE

Fondation Europe et Société

EN VENTE EN LIBRAIRIE

La crise en URSS et les origines du coup d'Etat

L'effondrement du Parti communiste

Déjà confrontés à la dislocation de l'Union soviétique et à la menace que faisait peser sur la Fédération le projet de Traité de l'Union, les conservateurs qui affirmèrent avoir pris le pouvoir lundi 19 août à Moscou, subissaient depuis plus de deux ans une humiliation croissante : la marginalisation du Parti communiste soviétique, jusqu'à l'organe le plus puissant du pays.

Un chiffre, à lui seul, illustre l'effondrement du Parti communiste soviétique au cours des deux dernières années : 1,1 milliard de roubles (trois millions de francs). C'est le montant du trou budgétaire avoué ce mois-ci par le PCUS, ce parti qui fut tout-puissant, qui possédait quasiment tout, bâtiments, journaux, comptes en banque, et qui se trouve aujourd'hui au bord de la faillite.

En dix-huit mois, le PCUS a perdu plus de quatre millions de membres. Il n'en recense plus aujourd'hui que quinze millions, ce qui est encore décent pour un pays de 280 millions d'habitants, mais combien de ces quinze millions sont encore considérés

comme membres simplement parce qu'ils ont négligé de renvoyer leur carte ? Dans de multiples administrations, le décret pris en juillet par le nouveau président de Russie, M. Boris Eltsine, interdisant l'activité des partis politiques dans les entreprises et les institutions du secteur public, ne faisait en réalité que consacrer un état de fait : souvent, l'activité des cellules de base du parti était déjà nulle.

Ce coup supplémentaire porté par M. Eltsine à un parti en

sa « rôle dirigeant » dans la

Constitution en 1990 - intervenait

après une autre épreuve, autrement

plus cuisante : celle du suffrage

universel. Le 12 juin dernier, en

effet, M. Eltsine, candidat des

forces démocratiques à la prési-

dence de Russie, battait haut la

main cinq autres candidats, tous

soutenus d'une manière ou d'une

autre par les communistes.

Poussées

scissionnistes

Dans l'armée, traditionnellement

considérée comme l'un des bastions

du parti, les appels de la hiérarchie

à voter pour M. Nikolaï Ryjkov

ne rencontrèrent guère

plus de succès que dans le reste de la population. Les réformateurs du parti perçurent le choc comme salutaire : dans les semaines qui suivirent, plusieurs personnalités réformatrices, parmi lesquelles MM. Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev, les deux anciens lieutenants de M. Gorbatchev, participèrent au lancement du Mouvement pour les réformes démocratiques ; parallèlement, sous la houlette du colonel Rouskoi, élu vice-président de Russie aux côtés de M. Eltsine, les communistes réformateurs russes se constituèrent pratiquement en parti, provoquant l'exclusion de M. Rouskoi des rangs du PC de Russie.

Mais, indifférents aux leçons des partis frères d'Europe de l'Est, lourds au verdict populaire, les conservateurs du parti, plongés dans le plus profond désarroi, ne parvenaient à élaborer d'autre stratégie que celle de l'exclusion ou de la soumission. Le spectacle du plénum du comité central du 25 juillet fut à cet égard pathétique : alors qu'on s'attendait, comme chaque fois en pareille occasion, à un baroud d'honneur des réformateurs, M. Gorbatchev faisait accepter, sans enthousiasme certes mais sans tollé non plus,

son programme de rupture avec le marxisme-léninisme.

En fait, les conservateurs avaient déjà trop avalé de couleurs mais, conscients sans doute de la nécessité de se ressaisir et de reprendre leur souffle, semblaient se réserver pour le congrès du PCUS, prévu avant la fin de l'année. M. Iakovlev percevait dès la semaine dernière les signes avant-coureurs de la réaction : apprenant la demande d'exclusion prononcée contre lui par la commission de contrôle du PCUS, il prenait les devants et en démissionnait, profitant de l'occasion pour dénoncer la menace d'un « coup d'Etat » (le Monde du 18-19 août). « Je voudrais prévenir la société qu'un groupuscule stalinien, influent s'est formé au sein du noyau dirigeant du parti » qui « prépare une revanche sociale, un coup d'Etat et une prise du pouvoir au sein du parti ».

Le même jour, vendredi 16 août, le quotidien de la défense, *L'Étoile rouge*, publiait un sévère avertissement du comité du parti des forces armées aux « forces anti-communistes qui attaquent ouvertement le PCUS ».

S. K.

La multiplication des points chauds

Ces dernières semaines, alors que se préparait la signature du traité de l'Union, des signes de tension sont apparus, ou rappelés, en de nombreux points du territoire soviétique. Samedi 17 août, le président de la République de Géorgie, M. Ziad Gamsakhouria, a limogé son premier ministre et deux autres membres du gouvernement. Selon l'agence officielle soviétique, cette crise serait due « à l'échec du gouvernement géorgien, qui n'a pas réussi à freiner l'aggravation de la situation économique, ni à éviter la baisse du niveau de vie de ses habitants ».

Annouçant le renouveau de son

gouvernement, le président de la

République estimait, dans une

déclaration à la télévision, qu'« un

complot était en préparation » contre

lui et le gouvernement géorgien.

D'autre part, trois personnes,

dont deux soldats d'unités du

ministère azerbaïdjanais de l'inté-

rieur, ont été tués, dimanche,

dans le Haut-Karabakh, région

d'Azerbaïdjan peuplée en majorité

d'Arméniens, où des militants

arméniens déclenchèrent trente-huit

soldats du ministère soviétique de

l'intérieur en otage. Des mouve-

ments de troupes et de blindés

auraient été signalés en fin de

semaine. Le ministère soviétique

de l'intérieur avait brandi, jeudi

soir, la menace d'un recours à la

force pour libérer les soldats pris

en otage.

Les dirigeants de la fédération

de Russie et du Kazakhstan,

MM. Boris Eltsine et Nursultan

Nazarbaïev, réunis vendredi et

samedi à Alma-Ata, avaient lancé

un appel conjoint au président

Gorbatchev et offert leur médiation

pour mettre fin au conflit

entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Ils estimaient que les troupes

soviétiques ne devaient pas partici-

per au contrôle des passeports en

Azerbaïdjan, les Arméniens affir-

mant que ces contrôles seraient

de prétexte pour les expulser.

Au cours d'une conférence de

presse, tenue samedi à Alma-Ata,

M. Boris Eltsine avait, en outre,

déclaré son opposition aux essais

nucléaires soviétiques à Novaya-

Zemlia, une île de l'Arctique

située en Russie, et s'était pro-

noncé pour l'arrêt total des essais

sur le site de Semipalatinsk, au

Kazakhstan.

En Lituanie enfin, où la situa-

tion reste précaire, des manifesta-

tions ont eu lieu, la semaine der-

nière, devant le siège du KGB. -

(AFP, Reuters)

La dislocation d'un empire

Suite de la première page

Cette logique le conduisit à faire, dans la dernière longueur, d'importantes concessions aux revendications des Républiques, afin d'arracher leur accord, et à fermer les yeux sur les incohérences juridiques du traité. Pour les conservateurs, qui avaient perdu le contrôle du processus d'élaboration du Traité de l'Union depuis le printemps, la version finale du texte consacrait en fait la dislocation de l'Union soviétique, après celle de l'empire soviétique.

Les premières déclarations du Comité d'Etat pour l'état d'urgence, qui a pris le pouvoir lundi matin, montrent bien que les « durs » ne pouvaient se résoudre à la signature de ce document : « Des forces extrémistes ont émergé pour tenter de liquider l'Union soviétique, démanteler l'Etat et prendre le pouvoir à tout prix. Le résultat du référendum national (du 17 mars 1991) sur l'unité de la patrie a été foulé aux pieds », a déclaré le comité dans un commu-

nié à la télévision. De fait, le premier ministre, M. Valentin Pavlov, avait multiplié les critiques ces derniers jours. Au cours d'une longue conférence de presse la semaine dernière, M. Pavlov a mis en garde les Républiques contre les risques de « vide de pouvoir » si le Centre, c'est-à-dire l'Union, était dépossédé du contrôle de l'économie.

Le nouveau Traité de l'Union

Samedi de nouveau, à trois jours de la signature du nouveau Traité de l'Union, le gouvernement d'URSS reprochait au texte de faire obstacle à un espace économique commun. Un autre adversaire du traité, M. Anatoli Loukianov, le président du Parlement soviétique, exigeait des « discussions supplémentaires » sur ce projet qui ne définit pas clairement, selon lui, « un espace économique unique, un système bancaire unique et la protection des propriétés de l'Etat nécessaires à son fonctionnement normal ».

L'impossible réforme économique

Suite de la première page

Les réformes ont en revanche accru la désorganisation de l'appareil soviétique. « C'est l'anarchie », s'inquiétaient ces derniers temps les hommes d'affaires occidentaux de retour d'URSS.

Tout au long de ses six années, M. Gorbatchev a en fait hésité entre une stratégie de rupture radicale et une politique de transition douce. Il a en définitive toujours refusé de faire le grand saut et a rejeté la thèse de choc que préconisaient certains de ses conseillers. C'est ainsi qu'il devait repousser à l'automne 1990 le fameux « plan des cinq cents jours » préparé par ses collaborateurs et qui aurait dû conduire à une transformation du système économique en une période très courte.

Les débats sur la réforme économique ont été permanents. Derrière les discussions théoriques, ce sont en fait des questions politiques qui se posaient. M. Gorbatchev a mis en particulier beaucoup de temps pour faire accepter une évolution sur trois éléments-clés de ce qui aurait pu être une véritable réforme : le rôle du parti dans l'économie, celui des administrations centrales ensuite (le Plan, en particulier), notamment dans le système des prix, la question de la propriété enfin.

Les dernières décisions de M. Gorbatchev montrent qu'il avait peut-être réussi, après la période de stagnation de l'hiver 1990, à obtenir quelques concessions de la part de ses opposants. Chargé de la mise en œuvre des

réformes, le premier ministre, M. Valentin Pavlov, économiste opposé à une véritable révolution libérale, n'a pas vraiment facilité l'œuvre de M. Gorbatchev. Au début de 1991, ce dernier avait, enfin, amorcé une réforme dans le domaine essentiel des prix. Mais comme d'autres changements (la réforme monétaire de janvier en particulier), celle-ci fut engagée de manière très maladroite, provoquant un vif mécontentement dans l'opinion. L'ex-patron du Kremlin venait de signer, la semaine dernière, un texte donnant naissance à un fonds chargé de privatiser une partie de l'industrie étatique soviétique (le Monde du 15 août).

La chute de la production pétrolière apparaît comme symptomatique de la dégradation générale de la situation économique. Les conditions techniques et sociales de l'exploitation et des transports de cette matière première essentielle à l'Union soviétique se sont détériorées à un point tel que la production s'est effondrée. L'URSS a été obligée de limiter ses ventes à l'étranger, accusant ainsi une baisse de ses recettes en devises. Sa balance commerciale s'est fortement dégradée, son endettement en devises s'est accru, dépassant actuellement les 64 milliards de dollars.

Le scénario est sensiblement le même dans l'ensemble des secteurs de l'économie nationale. La production agricole devrait être relativement satisfaisante cette année, mais les conditions de transport, de stockage et d'emballage sont telles que les consommateurs ne

devraient pas pouvoir en bénéficier. La réforme de la propriété dans les campagnes (avec l'introduction d'un système de bail de longue durée) est aussi symbolique de cette timidité du président soviétique. Bref, l'Etat central a perdu les commandes de l'économie. Dans certaines Républiques, le secteur privé se développe rapidement. Partout, les marchés noirs fleurissent.

Un appel au secours

Face à cette détérioration de la situation économique, M. Gorbatchev recherchait activement, depuis l'hiver dernier, secours à l'étranger. « Échec d'aides alimentaires notamment », expliquait-il en substance à ses interlocuteurs occidentaux. En fait, la stratégie de compromis adoptée pendant ses six années par M. Gorbatchev à l'égard des capitaux étrangers a échoué.

Conformément à la politique du ver capitaliste dans le fruit socialiste, certains conseillers du numéro un du Kremlin estimaient, dès 1985, que, pour réformer l'économie soviétique, il fallait faire venir les entreprises occidentales en URSS. La législation de 1987 autorisant la création de sociétés mixtes entre capitaux occidentaux et soviétiques est un symbole de ces compromis auxquels M. Gorbatchev s'est attaché. La bureaucratie centrale a multiplié les obstacles pour la mise en œuvre de cette réforme. Elle fut un échec total. Les capitaux étrangers ne sont pratiquement pas venus.

L'appel au secours en direction des Occidentaux se fit plus de plus en plus pressant depuis quelques mois. Devant les sept Grands réunis à Londres en juillet, l'ex-mu-

méro soviétique avait obtenu que l'URSS négocie un accord d'association avec les deux Grands organismes financiers que sont le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Il avait ensuite annoncé une demande officielle d'adhésion à ces deux institutions. Représentant les conclusions d'une étude approfondie menée par quatre organismes (le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement), les Occidentaux lui avaient répondu qu'il n'y avait pas d'aides financières tant qu'il n'y avait pas de réformes radicales réelles.

L'échec économique de M. Mikhaïl Gorbatchev est sans doute l'une des principales causes de sa chute. Il est vrai qu'il avait dans ce combat pour l'instauration d'une économie de marché de nombreux et puissants adversaires. Dès 1985, une sociologue réformatrice, M^{me} Tatiana Zaslavskaja, en avait dressé la liste. Elle citait les dogmatiques du parti et les privilégiés de la nomenklatura : les réformes en cours affaiblissaient le pouvoir financier du parti lui-même. Elle y ajoutait les bureaucrates de l'appareil d'Etat ainsi que certains dirigeants de l'armée : M. Gorbatchev voulait reconstruire l'industrie militaire au civil. Mais elle comptait aussi parmi les récalcitrants les ouvriers soviétiques eux-mêmes. « Des salaires bas pour un travail faible » : les travailleurs de l'URSS s'étaient habitués, en soixante-dix ans, à vivre sur la base de ce compromis social. Les réformateurs leur proposaient de travailler plus pour une situation incertaine et une rémunération variable. Les résistances multiples aux réformes économiques l'ont finalement emporté.

ÉRIK IZRAELEWICZ

L'élection de M. Eltsine et le « non » de l'Ukraine

Mais, entre-temps, un fait nouveau s'était produit, bouleversant un peu plus le jeu politique soviétique et affaiblissant encore M. Gorbatchev : l'élection triomphale de M. Eltsine à la présidence de Russie, le 12 juin, au suffrage universel. Quant à la puissance Ukraine, elle faisait savoir que, en tout état de cause, elle ne signerait pas le traité avant d'avoir adopté sa nouvelle Constitution, donc pas avant la fin de l'année. Face à la dynamique implacable des Républiques, le Centre était moins que jamais en mesure d'imposer ses exigences, même par la ruse : lorsque, à la réunion finale de Novo-Ogarevo, le 24 juillet, les participants trouveront comme par enchantement dans leur dossier deux nouvelles variantes inédites de Traité de l'Union, l'une concoctée par les services de M. Loukianov, l'autre par ceux de M. Gorbatchev, ils n'y prêtèrent même pas attention et se concentrèrent sur la version sur laquelle ils avaient travaillé tous ces derniers mois.

Il était pourtant d'autant plus important pour M. Gorbatchev d'arracher un résultat à cette réunion du 24 juillet qu'elle se situait à la veille d'un plénum du comité central du PCUS et à une semaine du sommet soviéto-américain. Au bout de douze heures de discussions, il eut donc le soulagement de pouvoir annoncer que « les travaux du Traité de l'Union étaient terminés » et que le texte était désormais « ouvert à la signature », quitte à s'avancer un peu, en laissant entendre par exemple que même l'Arménie allait le signer, ce que s'empressait de démentir son président, M. Ter-Petrosian, simplement venu à la réunion en « observateur ».

Rien d'étonnant, donc, à ce que le texte final, tel qu'il a été publié le 14 août par l'agence Tass, posât plus de questions qu'il n'en résolvait. Les Républiques, certes, y avaient la part belle, et les quelques différences avec la dernière

version publiée (le Monde du 27 juin) montrent que M. Gorbatchev avait dû s'incliner sur plusieurs points supplémentaires. Symbolique, par exemple, le russe n'était plus « la langue d'Etat » de l'Union, mais sa « langue véhiculaire » ; les chefs de gouvernement des Républiques participent, « avec voix délibérative », aux travaux du conseil des ministres d'URSS ; la nomination des ministres de l'Union doit être soumise à l'approbation du Conseil des Républiques, l'une des deux Chambres du futur Parlement fédéral.

Contradictions et imprécisions

Outre les dispositions particulièrement dures à avaler pour les conservateurs, comme celle concernant la gestion commune des entreprises de la défense par l'Union et les Républiques, la confusion qui régnait toujours sur bien des points conduisit le pacte à toutes les contradictions et à tous les conflits possibles. En matière de droit international, par exemple, la désignation de ces nouveaux « Etats souverains » comme « membres à part entière de la communauté internationale » signifiait-elle qu'ils pouvaient adhérer aux Nations unies et que la Russie allait avoir un ambassadeur à Washington ou à Paris ?

Les importants articles 5 et 6 sur la répartition des compétences entre l'Union et les Républiques étaient truffés de contradictions et d'imprécisions. Quant à la question cruciale de l'impôt fédéral, qui n'était toujours pas réglé à l'issue de la dernière réunion du 24 juillet et avait dû faire l'objet d'ultimes négociations en sous-main les jours suivants, elle n'était toujours pas éclaircie dans l'article 9 : la position défendue par M. Eltsine l'avait emporté, puisque l'Union, pour financer son budget, devait percevoir un impôt « dans des proportions fixes en concertation avec les Républiques », et ce budget fédéral allait être contrôlé par les Républiques. Mais qui allait prélever cet impôt, l'Union ou les Républiques ? Autre question non résolue : le statut des six Républiques non signataires.

Parallèlement, l'Ukraine continuait de laisser planer des doutes sur son adhésion à ce projet de Traité de l'Union, et les diverses Républiques passaient entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux sans s'embarrasser du Centre, comme l'on fait la semaine dernière les cinq Républiques d'Asie centrale en créant une sorte de Marché commun musulman. M. Eltsine lui n'avait pas attendu d'avoir signé le traité pour en livrer son interprétation sur l'un des points les plus sensibles, celui de la propriété des ressources naturelles - dont les plus lucratives sont situées sur le territoire de sa République, la Russie. Dès la semaine dernière, il avait affirmé que l'industrie du gaz et du pétrole de Russie devait incessamment passer sous juridiction russe et qu'il allait prendre un décret exemptant les producteurs de pétrole de la région de Tyumen, en Sibirie, de reverser 40 % de leurs gains en devises à l'Union. Si la Russie s'emparait de tout ce qui était produit sur son gigantesque territoire, que restait-il donc à l'Union ?

SYLVIE KAUFFMANN

مركز النصح

M. MIKHAIL GORBATCHEV

Les réactions dans le monde...

Washington : surprise et inquiétude

Alain Frachon remplace Jan Krause comme correspondant du Monde à Washington. Voici son premier article.

La Maison Blanche n'avait pas officiellement réagi, lundi 19 août en fin de matinée, au remplacement à la tête de l'Union soviétique de M. Mikhaïl Gorbatchev, un homme sur lequel le président Bush avait fondé ses espoirs de partenariat. Un membre de l'entourage présidentiel américain cité par l'agence Reuter a indiqué que M. Bush a été « surpris » par la nouvelle et qu'il suivait de près l'évolution de la situation.

WASHINGTON
de notre correspondant

Stupéfaction, incompréhension et un certain sentiment d'inquiétude : telles étaient les premières réactions des commentateurs à Washington à l'annonce de la « démission » du président Gorbatchev. La nouvelle n'a été connue que tard dans la nuit de dimanche à lundi. Les grandes chaînes de télévision ont interrompu leurs programmes et ont notamment la couverture en direct d'un ouvrage concernant les côtes de la Caroline et de la Virginie et pour lire et relire la dépêche de l'agence soviétique Tass annonçant la « démission » pour raisons de santé, de M. Mikhaïl Gorbatchev et son remplacement par le vice-président, M. Guennadi Ianiou.

Du côté officiel, c'était encore le silence : le président George Bush, en vacances dans sa propriété de Maine, a été réveillé et tenu au courant par son conseiller pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft. Mais le ton des commentaires de presse laissait déjà transparaître un début d'inquié-

tude quant à l'avenir du nouveau cours des relations américano-soviétiques, tant celles-ci paraissent dépendre, depuis deux ans, de la bonne entente entre MM. Bush et Gorbatchev. Au lendemain du sommet de Moscou, il y a trois semaines, le magazine *Time* résumait ainsi l'état des relations entre les deux pays : « Mikhaïl Gorbatchev et George Bush ont développé une tonnante et subtile collaboration, utilisant ce rapport personnel pour faciliter l'acceptation par l'URSS de sa défaite dans la guerre froide ».

Cela n'a été ni immédiat ni facile. Si l'un des premiers gestes de M. George Bush, dès sa prise de fonctions en janvier 1989, fut de s'entretenir au téléphone avec M. Mikhaïl Gorbatchev, il a néanmoins fallu plusieurs mois avant que le président américain ne laisse convaincre — notamment par M. James Baker, le secrétaire d'Etat — de la sincérité des intentions du numéro un soviétique. Une fois cette conviction acquise, M. Bush ne lui mesura plus son soutien. Dans leurs correspondances, ils se donnaient du « cher George » et du « cher Mikhaïl » et le président américain prenait grand soin de ne jamais paraître vouloir humilier l'URSS. L'heure où celle-ci voyait s'effondrer son statut de grande puissance.

Le « pari »
de M. Bush

L'évolution des rapports entre Moscou et Washington passait ainsi largement dépendante de ce contact personnel entre les deux présidents. En clair, M. Bush « jouait » Gorbatchev, alors que certains de ses conseillers l'avaient mis en garde contre un pareil « pari » sur M. Gorbatchev. A la fin, le pari a été gagné. M. Gorbatchev a semblé plus évident que le 30 juillet dernier, lors du discours prononcé à Kiev, en Ukraine, par M. Bush. Le président américain avait ouvertement soutenu le pro-

jet de M. Gorbatchev sur le traité d'union devant organiser les relations entre Moscou et les Républiques soviétiques. M. Bush avait mis en garde contre les velléités de « séparation et d'isolement » trop radicales que pourraient avoir les Républiques : il avait déclaré que « les Américains ne soutiendraient pas ceux qui cherchent l'indépendance dans le seul but de remplacer une tyrannie lointaine par un despotisme local ». Ces propos avaient d'abord pour objet de consolider la position de M. Gorbatchev, quitte à susciter la colère des indépendantistes ukrainiens.

Le sommet de Moscou avait donné lieu à une rhétorique optimiste sur ce que M. Bush a lui-même qualifié de « nouvelle ère » entre les deux pays. On parlait de « partenariat historique » après des années d'hostilité. On célébrait l'entente de la guerre froide, la fin d'une relation — fondée sur la rivalité militaire et politique — qui devait céder le pas à une époque de coopération. En témoignaient la signature de l'accord START sur la réduction des armements nucléaires stratégiques des deux Grands, une approche commune au Proche-Orient après des années de rivalités d'influences dans la région arabe, l'ouverture de la région d'aide économique et financière à une économie soviétique en voie de délabrement avancé.

Faute d'informations précises sur le sort de M. Gorbatchev, sur le rôle exact de son vice-président Ianiou et sur l'éventuelle poursuite de l'union et du KGB dans les événements de ces dernières vingt-quatre heures, personne ne voulait encore se risquer, à Washington, à parler d'une possible remise en cause de la politique soviétique à l'égard des Etats-Unis. Les dirigeants américains n'ignoraient évidemment pas que le nouvel état des relations américano-soviétiques dépendait, plus que jamais, de ce qui pouvait se passer sur la scène intérieure soviétique. Les journalistes d'investigation, un des meilleurs spécialistes des relations entre les deux Grands, écrivaient récemment : « M. Bush voit en M. Gorbatchev la seule personnalité soviétique capable d'entretenir l'équilibre entre les partisans de la libéralisation (à Moscou) et les tenants de la réaction, équilibre plus important pour la paix du monde que celui existant entre les forces stratégiques nucléaires des deux pays ».

Autrement dit, les dirigeants américains voyaient en M. Gorbatchev un homme d'une ligne modérée, le seul à même de conduire la transformation de la société soviétique, en faisant suffisamment de concessions aux uns et aux autres, aux réformateurs et aux conservateurs, pour éviter tout danger de chaos, de guerre civile ou de coup de force de la part de l'armée et du KGB. Même si les relations entre les deux Grands ne peuvent uniquement dépendre de celles existant entre leurs dirigeants, le « pari » de M. Bush sur M. Gorbatchev vient peut-être d'être remis en cause.

ALAIN FRACHON

Londres : la poursuite des réformes « paraît peu probable »

LONDRES
de notre correspondant

En Grande-Bretagne, la chute du numéro un soviétique est perçue comme une catastrophe : c'est, en effet, Londres qui l'avait « découvert » en 1984. « Cela va changer les relations Est-Ouest et peut mener les mécanismes de coopération économique ainsi que l'intégration de l'URSS dans la communauté internationale », a déclaré lundi matin M. Lindi Chalker, ministre adjoint des affaires étrangères. « La plupart des Soviétiques ne veulent pas de cet ancien système. Espérons que les réformes puissent continuer, mais avec ce groupe-là, cela paraît peu probable ».

M. Gorbatchev avait effectué quatre visites en Grande-Bretagne. La première, à l'automne 1984, alors qu'il était que le numéro deux du régime, dauphin présumé d'un Constantin Tchernenko que l'on disait alors à l'agonie et qui l'avait fait connaître sur la scène internationale. « J'aime M. Gorbatchev », avait alors proclamé Margaret Thatcher, « c'est un homme avec qui on peut parler ». Son épouse, Raïssa Maximovna, élégante, cultivée, curieuse, avait suscité l'enthousiasme de la presse londonienne.

Quant à M. Gorbatchev, il avait déclaré aux hommes d'affaires de la City qu'il faisait plus confiance aux chiffres qu'aux promesses poli-

tiques. Jusque-là, Soviétiques et Britanniques avaient entretenu des relations de faible intensité. Sa dernière visite à Londres avait eu lieu il y a six semaines, à l'occasion de sa rencontre avec les chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays industrialisés lors du Sommet de Lancaster House, qui avait été l'aide à l'URSS à la mise en route progressive des réformes dans ce pays.

Parce que la Grande-Bretagne avait « découvert » M. Gorbatchev, ce pays avait bénéficié d'un traitement de faveur de la part du numéro un soviétique, qui permettait précisément à M. Thatcher, peu suspecte de complaisance envers le Kremlin, d'exprimer avec la plus grande vigueur ses divergences sur les problèmes de fond. M. Gorbatchev considérait le Royaume-Uni comme la plateforme idéale pour séduire les Européens et leur vendre cette « maison commune européenne » qu'il appelait de ses vœux. Les relations étaient restées tout aussi chaleureuses avec le successeur de la « Dame de fer », M. John Major.

Les rapports soviéto-britanniques avaient bénéficié de ces « relations spéciales ». La City était très active dans la mise en œuvre de la perestroïka, conseillant privatisations, aide à la réforme du système comptable, mise en place d'un nouveau code commercial. — (Interim)

Bonn : une cellule de crise

En raison des événements de la matinée à Moscou, le chancelier Kohl a interrompu ses vacances en Autriche et devait regagner Bonn, lundi, en début d'après-midi. Une cellule de crise a été constituée à la chancellerie. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a annulé, pour sa part, une visite dans le Land de Saxe-Anhalt pour se tenir au courant de l'évolution de la situation. Le président du SPD, M. Björn Engholm, a dénoncé le « putsch », de Moscou tandis qu'un responsable de la CDU, le député Karl Lamers, rappelait avec inquiétude la présence de plus de trois cent mille soldats soviétiques en territoire allemand.

BERLIN
de notre correspondant

Aucun dirigeant occidental n'entretenait de relations plus directes et familières avec M. Mikhaïl Gorbatchev que M. Kohl qui avait même commencé, tout récemment, à l'appeler par le diminutif de son prénom : « Misha ». C'était à

Kiev au début du mois de juillet dernier. Le chancelier avait fait une visite éclair auprès du président soviétique pour l'assurer du soutien du G7, au sommet des pays industrialisés, à l'aide à préparer son « grand oral » de Londres. Transformé en avocat de numéro un soviétique sur la scène internationale, le chancelier avait été le premier à accepter sa présence au sommet du G7, auquel il s'apprêtait à le faire revenir l'an prochain à Munich.

« Une entité personnelle est née entre nous deux », répétait volontiers, depuis un an, le chancelier à propos de M. Gorbatchev qu'il avait pourtant comparé, en 1986, à Goebbels, le chef de la propagande nazie. Il est vrai qu'entre-temps, le numéro un soviétique avait offert aux Allemands l'unification.

L'accord définitif de M. Gorbatchev à l'unité allemande avait été obtenu en juillet 1990, lors d'un voyage historique de M. Helmut Kohl près de Stavropol, dans le Caucase, région natale de M. Gorbatchev. Celui-ci acceptait, contre une réduction de l'armée allemande à 370 000 hommes et de solides soutiens financiers de Bonn, de retirer les troupes soviétiques d'ici à 1994 du territoire allemand. L'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN n'était plus qu'une formalité. La presse allemande parlait de « miracle du Caucase ». En septembre 1990, un traité de « bon voisinage, partenariat et coopération » entre les deux pays équivalait à un traité de non-agression mutuel. Mais le Soviet suprême ne devait pas ratifier avant mars 1991 le traité à 2 + 4 qui redonnait à l'Allemagne sa souveraineté pleine et entière.

L'aide
économique

Pour en arriver là, il avait fallu que la diplomatie allemande dispense des trésors, et pas seulement de patience. En délivrant un prêt de cinq milliards de deutschemarks à l'Union soviétique en 1990, Bonn ne faisait pas mystère qu'il lui fallait payer le prix de la réunification. Officiellement, ce prêt servait à payer les dettes des entreprises soviétiques vis-à-vis de l'Allemagne. Avec 13,5 milliards de deutschemarks, l'Allemagne s'engageait peu après à financer le retour de 380 000 soldats soviétiques dans leur patrie et à leur construire des logements. Moscou devait ensuite recevoir un prêt supplémentaire de douze milliards pour réaliser des commandes à l'industrie est-allemande.

En continuant d'insister sur la nécessité d'une aide financière à Moscou, Bonn s'était distinguée, ces dernières semaines, des autres capitales occidentales. Elle devait aujourd'hui, comme l'a dit, lundi matin, le comte Lambsdorff (FDP), mettre tout son poids économique et financier dans la balance pour sauver ce qui peut encore l'être de la stabilité en URSS. — (Interim)

Dans les autres capitales

□ Bruxelles. — L'OTAN a convoqué, pour lundi matin, une réunion extraordinaire de son comité politique, qui groupait les ambassadeurs des représentants diplomatiques des seize pays membres de l'alliance.

□ La Haye. — La présidence néerlandaise du conseil des ministres de la Communauté européenne a convoqué, pour mardi matin à La Haye, une réunion extraordinaire, au titre de la coopération politique européenne, des ministres des affaires étrangères des Douze.

□ Varsovie. — La destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev est « inquiétante », a estimé, lundi matin, un porte-parole du gouvernement polonais qui s'est refusé à de plus amples commentaires. Selon le capitaine Jaroslaw Jakowicz, porte-parole des gardes-frontières polonais, les frontières entre l'Union soviétique et la Pologne « étaient ouvertes normalement ».

□ Prague. — « Nous attendons de plus amples informations mais cela nous rappelle certaines situations prises par Mikhaïl Gorbatchev », a déclaré le porte-parole du président Václav Havel, allusion à l'entrée des troupes du pacte de Varsovie à Prague, le 21 août 1968.

□ Vienne. — Le chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, a déclaré que bon nombre de situations prises par Mikhaïl Gorbatchev « en direction de la liberté et de la démocratie sont irréversibles ».

□ Jérusalem. — Tous les responsa-

...et en France

□ M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste. — « Les conséquences seraient considérables tant pour le peuple soviétique que pour les progrès de la paix dans le monde », a déclaré M. Pierre Mauroy, après avoir condamné la « tentative de coup d'Etat ». L'ancien premier ministre estime qu'il serait « illusoire de penser que le refus de pousser plus loin les réformes, et a fortiori un retour en arrière, puissent offrir une quelconque perspective à l'Union soviétique ».

□ Le RPR. — Le Rassemblement pour la République (RPR) estime dans un communiqué que « le gouvernement français et la Communauté européenne doivent réagir rapidement et fermement. Il est indispensable qu'ils signifient que les aides et la coopération fournies par eux sont liées à la démocratie nationale et au respect des droits de l'homme ». « Le communiqué destituant Mikhaïl Gorbatchev et instituant l'état d'urgence remet en cause toute l'évolution que les Occidentaux ont soutenue depuis plusieurs années et particulièrement ces derniers mois », ajoute le RPR.

□ M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères. — « Rien n'indique que cette reprise du pouvoir en URSS va réussir. Pour moi, elle est très incertaine. La probabilité est au moins autant de voir l'URSS sombrer dans le chaos et dans la crise que de voir l'ordre stalinien se rétablir », a déclaré, à RTL, M. Jean François-Poncet, sénateur (Rassemblement démocratique et européen) du Lot-et-Garonne, ancien ministre des affaires étrangères de M. Valéry Giscard d'Estaing.

□ M. Charles Fiterman, ancien ministre communiste, animateur des fondateurs du PCF. — « Je regrette et condamne la brusque éviction de Gorbatchev de la direction de l'Union soviétique. Elle intervient dans des conditions antidémocratiques dont la similitude avec celle du remplacement de Khrouchtchev est frappante. Elle suscite de vives inquiétudes pour l'avenir. Je reste convaincu qu'il n'y a pas d'autre issue pour l'Union soviétique que la poursuite et l'approfondissement du processus de réforme engagé, afin de construire les bases de développement d'une société socialiste, démocratique et moderne. Quel que soient les obstacles auxquels se heurte cette tâche difficile, je pense que les peuples soviétiques trouveront les chemins du rassemblement

des forces qui permettent d'avancer encore dans cette voie nouvelle ».

□ M. Antoine Le Pors, ancien ministre communiste, a qualifié, sur France-Inter, d'« événement historique considérable » ce qui se déroule à Moscou. « Gorbatchev représentait pour moi une personne de grande valeur, et ce qui vient de se passer nous rappelle des pratiques que nous connaissons déjà », a-t-il déclaré. Animateur du courant refondateur, M. Le Pors redoute « ce qui vient de se passer soit un encouragement dans le monde à toutes les forces les plus conservatrices au sein des partis communistes ». « L'œuvre de Gorbatchev laissera une trace, car il a une responsabilité éminente dans la mise à bas de ce qu'on avait appelé le socialisme réel », a-t-il ajouté.

□ Marcel Rigout, ancien ministre communiste. — « Si, comme tout semble le confirmer, les forces hostiles à la perestroïka ont destitué Mikhaïl Gorbatchev dans des conditions qui rappellent les méthodes du passé stalinien et les mauvais coups perpétrés au mois d'avril — Mur de Berlin [1961], Prague [1968] — tous ceux qui sont réellement pour le socialisme démocratique ne peuvent qu'être inquiétés et révoltés. Cette situation est pleine de périls pour l'Union soviétique. Elle ne peut que conduire à voir se rassembler en URSS, et partout dans le monde, tous ceux qui aspirent à ce que la démocratie l'emporte sur le totalitarisme ».

□ Réformateurs et reconstruteurs communistes. — « Nous condamnons absolument le putsch de Moscou, opération désespérée des nostalgiques du stalinisme. Au-delà du rôle éminent de Gorbatchev, nous saluons la perestroïka comme une nécessité historique. Nous plaçons nos espoirs dans la maturité politique des peuples soviétiques : nous souhaitons qu'ils puissent surmonter rapidement cette tentative criminelle pour reprendre le mouvement vers la démocratie ».

□ Les Verts : « L'URSS traverse aujourd'hui une crise dramatique (...). Les Verts veulent encore espérer que la désagréation des événements par l'opinion publique internationale, la fermeté des diplomates et surtout la détermination lucide des citoyens soviétiques permettront de trouver une issue démocratique sans bain de sang ».

La chute
d'un autre « réformateur »

Khrouchtchev avait aussi été évincé pour « raisons de santé » pendant ses vacances

C'était aussi pour des raisons de « santé », alors qu'il se trouvait en vacances et s'apprêtait à réformer une nouvelle fois l'appareil du régime, que Khrouchtchev avait été évincé par des conservateurs.

« Je m'en vais et ne vais pas me battre ». Le 13 octobre 1964, Nikita Khrouchtchev, qui dirige le parti depuis onze ans et le gouvernement depuis six ans, comparait en accusé devant ses pairs du présidium (non que l'on donnait alors au bureau politique). Une première fois, en 1957, une coalition groupée autour de Molotov avait failli l'évincer ; il n'avait redressé la situation qu'en bataillant pendant près de deux semaines devant le comité central. Mais cette fois, les jeux sont faits.

Khrouchtchev demande seulement de pouvoir dire quelques mots au plénum du comité central qui doit ratifier la décision. Mais il est brutalement interrompu par Leonid Brejnev : « Non, cela n'a pas lieu ». Même si Khrouchtchev avait voulu résister, il était trop tard.

Il n'était arrivé que quelques heures plus tôt de Pitsounda, sa résidence de vacances sur les bords de la mer Noire, où il se trouvait depuis le 30 septembre. Ce n'est que la veille au soir, le 12 octobre, qu'il avait été « convoqué » par un appel téléphonique de Mikhaïl Soustov lui disant : « Tous les camarades du présidium sont rassemblés. Il faut discuter d'urgence de certains problèmes d'agriculture... ». Mais Soustov insistait.

C'est l'arrêt du premier dégel poststalinien et le point de départ d'une ère de « stagnation » qui allait durer vingt ans.

« Noyer »
les vétérans

Les travaux d'approche des adversaires du numéro un ont commencé pendant l'été 1964. Le terrain est mûr avec les échecs agricoles de Khrouchtchev, le mécontentement d'un parti dont l'appareil a été divisé deux ans plus tôt en deux branches (l'une pour l'agriculture, l'autre pour l'industrie) et aussi de graves difficultés diplomatiques : la crise des fusées à Cuba, en 1962, et les très mauvaises relations entre Moscou et Pékin. Mais il y a d'autres motifs plus spécifiques. On redoute une nouvelle réforme de Khrouchtchev lors du plénum du comité central annoncé pour novembre. Il devait être notamment question de changements dans la direction. Khrouchtchev, qui avait célébré au printemps son soixante-dixième anniversaire, s'occupait de la relève : il entendait « noyer » les vétérans du bureau politique dans une masse de « jeunes » moins conservateurs.

Le 14 octobre, les membres du présidium, en l'absence du principal intéressé, se mettent d'accord sur le message du communiqué officiel qui sera diffusé le lendemain, alors qu'on découvre les portraits du rattrapé : Khrouchtchev avait démissionné « en raison de son âge avancé et de son état de santé »...

M. T.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

Soixante-dix-huit mois à la tête de l'URSS



présenté d'un « coup d'État » contre
M. Gorbatchev.

Jacques Cellard et Alain Rey

DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS

NON

CONVENTIONNEL

1100 pages

1985

مركز التحليل

• Le Monde • Mardi 20 août 1991 7

IL GORBATCHEV
tête de l'URSS

Météosat, Spot, ERS-1...

Jamais planète n'a eu autant besoin
de notre sens de l'observation.



ERS-1. En coopération avec Dornier, Matra Marconi Space a fourni l'essentiel du satellite. Sa plate-forme est directement issue de celle de Spot. Grande première technologique, ses radars permettront à ERS-1 de se consacrer presque exclusivement à l'étude de notre environnement, de jour comme de nuit, même à travers les nuages. Avec Météosat, Spot, ERS-1 et bientôt Hélios, Matra Marconi Space possède une expérience et un savoir-faire uniques en Europe dans le domaine des satellites d'observation.

Couche d'ozone en danger, effet de serre, climats perturbés... Jamais la Terre n'a eu autant besoin d'attention. Grâce à l'Agence Spatiale Européenne, l'Europe vient de lui offrir un moyen de mieux la connaître pour mieux la protéger.

MATRA MARCONI SPACE

NOUVEAU

EUROPE

YUGOSLAVIE

Le président accuse l'armée de soutenir les autonomistes serbes

Le président yougoslave, le Croate Stipe Mesic, a accusé, dimanche 18 août, l'armée fédérale d'être entrée « sans autorisation » la veille à Okucani, une petite ville de Slavonie occidentale (Croatie), à 250 kilomètres à l'ouest de Belgrade, où de violents affrontements se sont produits ces derniers jours entre Croates et Serbes.

Cette déclaration à la presse du numéro un de la présidence fédérale, qui est, aux termes de la Constitution, également commandant en chef de l'armée, illustre la profonde confusion régnant à tous les échelons de l'autorité, tant fédérale que républicaine ou locale. « Mon maintien au sein de la présidence yougoslave confère une légitimité à la guerre qui se livre en Croatie », a déclaré M. Mesic, ajoutant qu'il ne prendrait plus part aux travaux de la présidence « si l'armistice échoue ». Il a insisté pour que la direction collégiale du pays « nomme l'agresseur » qui n'est autre, selon lui, que la Serbie. Dénonçant la devise du régime du président nationaliste serbe Slobodan Milosevic selon laquelle « tous les Serbes doivent vivre dans un seul Etat », M. Mesic a estimé qu'elle n'était qu'un prétexte à la Serbie « pour s'approprier des territoires croates ».

M. Mesic, qui avait convoqué samedi 17 août, à la demande du gouvernement croate, une réunion d'urgence de la présidence pour examiner la situation à Okucani, a

souligné dimanche que la commission fédérale pour le contrôle du cessez-le-feu « devra établir l'état de fait » et « appeler à répondre tous ceux qui ont recouru à la force armée sans autorisation ». La situation en Croatie, où le cessez-le-feu du 7 août est violé quotidiennement, s'est encore compliquée avec les violents affrontements d'Okucani. Les échauffourées dans cette ville, à population mixte serbe et croate, ont fait deux morts, une trentaine de blessés dans les deux camps et un nombre indéterminé de prisonniers, selon diverses sources. D'après un bilan donné samedi soir par la télévision indépendante Yutel, plus de vingt personnes ont été tuées en Croatie depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Fin de la mission de la CEE

L'agence yougoslave Tanjug avait indiqué que l'armée avait participé à Okucani, samedi vers midi, à des négociations avec les belligérants serbes et croates avant qu'une longue colonne de blindés et autres véhicules militaires n'entre dans la ville en début d'après-midi, alors que les armes s'élevaient. Le ministre croate de l'Intérieur, M. Ivan Vekic, a quant à lui, affirmé samedi soir que l'armée avait « attaqué directement les forces de la police croate » à Okucani et que des tirs d'artillerie étaient partis du territoire de Bosnie-Herzégovine, à l'ouest de la localité de Stara Gradiska, à 20 kilomètres d'Okucani. Il a ouvertement accusé l'armée de

« participer directement aux combats du côté serbe » et affirmé que la Croatie « n'abandonnera pas Okucani », devenue un symbole de la résistance croate aux aspirations autonomistes serbes. M. Vekic a également annoncé une nouvelle mobilisation de policiers d'active et de réserve « qui seront déployés dans les secteurs de crise ».

Une colonne de plusieurs dizaines de chars de l'armée yougoslave était bloquée dimanche en fin de journée à quelques kilomètres d'Okucani. Les Croates ont fait sauter un pont sur la rivière Sava, à 3 kilomètres environ au sud de l'autoroute reliant Zagreb, la capitale croate, à Belgrade, pour stopper l'avancée de l'armée. Les Croates s'attendaient, dans la soirée, à une nouvelle attaque des chars de l'armée fédérale. La situation restait confuse à Okucani même, et la zone était survillée à basse altitude par des avions militaires.

D'autre part, l'ambassadeur de la CEE, M. Henry Wijnandts, ambassadeur des Pays-Bas à Paris, a achevé, dimanche soir, sa troisième mission de bons offices en Yougoslavie, au cours de laquelle il a insisté auprès des interlocuteurs sur « l'extrême urgence » d'ouvrir des négociations sur l'avis de la Yougoslavie. M. Wijnandts a déclaré qu'il avait fait part à ses interlocuteurs de la disposition des Douze à organiser une conférence internationale sur la Yougoslavie. (AFP)

ESPAGNE : après la mort de trois membres présumés de l'ETA

Violents affrontements au Pays basque entre manifestants et forces de l'ordre

De violents affrontements ont opposé policiers et manifestants basques sympathisants de l'ETA, dimanche 18 août, au Pays basque espagnol après la mort, la veille, de trois membres présumés d'un commando de l'organisation indépendantiste, tués par la garde civile. Les trois hommes ont trouvé la mort alors que les services spéciaux de la garde civile (GAR) prenaient d'assaut la villa où ils s'étaient retranchés à Saint-Sébastien, en plein centre de la ville. La violente fusillade a duré plusieurs heures. Une quatorzième personne, une jeune femme, a été blessée et arrêtée. Deux policiers ont également été blessés. La veille, quatre personnes avaient été arrêtées à Saint-Sébastien et dans la ville voisine de Renteria. Selon la police, cette opération a permis le démantèlement du « Commando Donosti », en activité depuis juin 1989 et accusé de quatorze attentats au cours desquels treize personnes ont été tuées. (AFP, Reuters)

IRLANDE DU NORD : menacés par l'IRA

Deux hommes se sont retranchés dans la cathédrale de Newry

Deux Irlandais du Nord auxquels l'IRA avait ordonné de quitter le pays se sont réfugiés samedi 17 août dans la cathédrale catholique de Newry. L'armée républicaine irlandaise avait exigé la semaine dernière le départ de six habitants de la ville frontalière entre les deux parties de l'île, accusés d'avoir eu « un comportement inacceptable ». Quatre d'entre eux ont obtempéré. Les deux autres, MM. Liam Kearns et David Madigan, ont refusé de se soumettre, bien qu'ils risquent le châtiment des « traitres », une belle dans le genre. Une manifestation de soutien en leur faveur a eu lieu dimanche. La police, la classe politique et les milieux religieux d'Ulster ont multiplié les appels au calme alors que la semaine passée a connu un regain de violence qui a causé la mort de huit personnes, dont un soldat britannique, tué par l'IRA. (Reuters, AFP)

ITALIE

Les derniers réfugiés albanais ont été expulsés

Les autorités italiennes ont rapatrié de force, samedi 17 et dimanche 18 août, les 2 500 réfugiés « irrédutibles » albanais, qui demandaient le statut de réfugié politique. Plus de 500 déseigneurs de l'armée, dont le gouvernement affirme avoir obtenu des assurances albanaises des assurances sur leur sort, faisaient partie de ce dernier contingent. Les opérations de rapatriement vers Tirana des réfugiés albanais, qui, le 13 août dernier, avaient été envoyés par petits groupes dans quatorze régions italiennes, se sont déroulées sans difficultés et dans la plus grande discrétion.

Alors que ces réfugiés avaient réussi pendant près d'une semaine à rester à Bari, faisant craindre une résistance violente et obtenant des autorités un « accueil provisoire », ils ont pu, une fois disper-

sés à travers toute l'Italie, être mis dans les nombreux convois rapatriés par le gouvernement. Les quelque 120 irrédutibles demeurés près de Bari ont d'abord refusé de sortir de leur centre d'accueil, et ce n'est qu'après leur avoir montré une fausse lettre du préfet affirmant qu'ils allaient être transférés à Florence que les carabinieri ont pu leur faire accepter de partir.

Le ministre de l'Intérieur italien a déclaré qu'« un approfondissement de la situation des irrédutibles à la lumière des lois de notre pays, des conventions internationales et des déclarations du haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés a permis de confirmer l'absence absolue de motif valable à leur prétention, purement arbitraire, de rester en Italie ». (AFP, Reuters)

EN BREF

AFGHANISTAN : libération d'un détenu du CICR prisonnier de moudjahidines. - M. Alexandre Ghelew, délégué suisse du Comité international de la Croix Rouge, enlevé le 6 août dernier au nord de Kaboul, a été libéré dimanche 18 août, a annoncé un porte-parole du CICR. M. Ghelew avait été enlevé par un groupe de l'opposition afghane alors qu'il transportait un blessé. (AFP, AP)

BANGLADESH : libération d'un prisonnier de la guerre d'indépendance. - La Cour suprême du Bangladesh a ordonné dimanche 18 août la libération de M. Kader Siddiqi. De retour d'exil en décembre 1990, le commandant Siddiqi était emprisonné depuis le mois de janvier. Vétéran de la guerre d'indépendance de 1971, il avait fui le pays après avoir été condamné à sept ans de travaux forcés pour l'assassinat de soldats impliqués dans le coup d'Etat qui renversa en 1975 Sheikh Mujibur Rahman, le premier président du pays. (Reuters)

INDE : suicide de douze séparatistes tamouls sri-lankais. - Douze personnes soupçonnées d'appartenir aux Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE, principal groupe séparatiste tamoul du Sri Lanka) se sont donné la mort, samedi 17 août, au moment où la police investigait deux villages du Karnataka (sud du pays) où ils se cachaient, a-t-on appris de source officielle. La police a lancé une vaste opération contre le

LTTE, soupçonné d'avoir commandité l'assassinat, le 21 mai dernier, de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi. (AFP)

IRAN : violente manifestation contre le régime. - De « violents incidents » ont opposé jeudi les forces de l'ordre à des habitants d'une localité de l'ouest de l'Iran et ont été suivis vendredi par une manifestation de soutien au régime organisée par les responsables politiques et religieux locaux, a rapporté, samedi 17 août, la presse iranienne. Des opposants au régime islamique ont pris part à ces affrontements, qui ont eu lieu à Nadjaf-Abad (ex-Zour-Abad), une banlieue de Zanjan, ville située à 320 kilomètres à l'ouest de Téhéran. Aucune indication n'a été fournie sur le nombre des personnes impliquées dans ces incidents. (AFP)

ISRAEL : quatre Palestiniens tués dans les territoires occupés. - Quatre Palestiniens ont péri, dimanche 18 août, lors d'incidents violents dans les territoires occupés par Israël. Deux ont été tués, dans la bande de Gaza, par des Arabes qui les soupçonnaient de « collaboration ». Deux autres ont été tués par des soldats israéliens en Cisjordanie. (Reuters)

MADAGASCAR : l'archevêque Ramanamanantsoa demande le départ du président Ratsiraka. - Devant près de 800 fidèles réunis, dimanche 18 août, à Tananarive, l'archevêque Victor Razafimah-

AMÉRIQUES

MEXIQUE

L'opposition dénonce les nombreuses irrégularités du scrutin

Avant même que ne soit publiés les premiers résultats des élections du dimanche 18 août, l'opposition a dénoncé de nombreux cas de fraude. Les responsables du Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1929, ont accusé l'opposition d'exagérer ces irrégularités pour embarrasser le président Salinas qui avait fait adopter de nouvelles règles pour assurer la transparence des élections.

SAN-LUIS-POTOSI

de notre envoyé spécial

Malgré les garanties données par le président, malgré la présence d'observateurs indépendants et les mises en garde de l'Eglise catholique, les « plus importantes élections de l'histoire du Mexique » se sont déroulées dans un climat marqué par de multiples dénonciations de fraude en faveur du PRI. Les protestations les plus véhémentes ont été enregistrées dans les deux Etats du centre du pays - San-Luis-Potosi et le Guanajuato - où les chances de succès de l'opposition restent les plus élevées, comme dans le district fédéral de Mexico.

En l'absence de résultats suffisants pour déterminer la tendance aux petites heures de ce lundi, rien ne permettait de confirmer l'ampleur de la victoire du PRI dans ces élections pour le renouvellement des cinq cents députés de la Chambre fédérale de la moitié du Sénat et, dans six Etats sur trente et un, du poste de gouverneur et des Parlements locaux.

Dès l'ouverture des bureaux de

vote, les « brigades volantes » de l'opposition commencent à signaler les nombreuses « irrégularités » constatées dans l'ensemble de l'Etat de San-Luis-Potosi. Selon M. Salvador Nava, candidat unique des trois principales formations d'opposition - de droite et de gauche - au poste de gouverneur, « il s'agit, une fois de plus, d'un processus électoral totalement frauduleux qui fait appel aux méthodes traditionnelles du PRI : refus de reconnaître les représentants de l'opposition dans les bureaux de vote, intimidation de paysans transportés par le PRI jusqu'aux urnes, infiltration d'électeurs non-inscrits dans les circonscriptions et bourrage d'urnes ».

M. Nava espère cependant ne pas revivre les événements qui, il y a exactement trente ans, le privèrent déjà de la victoire, provoquant la mort d'une douzaine de ses partisans. A l'époque, le pouvoir et le PRI n'étaient pas disposés à accepter la moindre brèche dans leur contrôle absolu de la fédération.

SALVADOR

M. Perez de Cuellar invité par Washington et Moscou à intervenir dans les négociations de paix

Le secrétaire d'Etat américain James Baker et son homologue soviétique Alexandre Bessmertnykh ont adressé une lettre commune au secrétaire général des Nations unies, lui demandant d'intervenir pour faire avancer des négociations de paix au point mort au Salvador, a affirmé le New York Times dans son édition du samedi 17 août. Dans cette lettre, les chefs de la diplomatie américaine et soviétique indiquent, selon le quotidien, que l'engagement direct de M. Javier Perez de

« Je ne crois pas, dit-il, que nous reverrions la situation dramatique de 1961 quand nous avons été occupés par plus de huit mille soldats appuyés par des blindés ».

L'audace de M. Nava, aujourd'hui âgé de soixante-dix sept ans, lui avait valu un séjour en prison et des mauvais traitements. Après quelques années de silence, il décida de reprendre la tête du mouvement « navistes » et remporta les élections municipales en 1982, représentant ainsi la mairie de San-Luis-Potosi.

L'élection à la présidence, en 1988, de M. Salinas allait se traduire par une amélioration des relations entre l'Etat rebelle et la fédération. « Je ne crois pas que le président, qui m'a reçu l'an dernier pour connaître mes intentions, affirme M. Nava, appuie la fraude organisée par des autorités inférieures. Du moins, j'espère ne pas me tromper ».

BERTRAND DE LA GRANGE

AFRIQUE

ALGERIE

Le gouvernement annonce la libération de plus de trois cents militants islamistes

ALGER

de notre correspondant

Trois cent vingt neuf militants islamistes, emprisonnés depuis le 5 juin, devaient être élargis, dimanche 18 août, a annoncé, samedi soir, le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghozali. Cette mesure de clémence, visiblement destinée à apaiser le Front islamiste du salut (FIS), ne concerne, toutefois, que les personnes faisant l'objet d'internements administratifs préventifs, c'est-à-dire n'ayant pas encore été inculpées. Elle ne

protège pas les bénéficiaires d'un nouvel internement, au cas où l'instruction judiciaire révèle qu'ils ont commis des crimes ou délits», souligne le gouvernement.

Les autorités militaires, chargées de l'application de l'état de siège, ont rappelé, à plusieurs reprises, que les poursuites judiciaires entamées contre les dirigeants du FIS, notamment M. Madani et Benhadj et leurs six compagnons du Majlis Es-choura, iront jusqu'à leur terme. Ceux-ci sont toujours en détention dans une caserne de Blida, à cinquante kilomètres de la capitale.

Ces derniers jours, des rumeurs circulent avec persistance dans les milieux de la mouvance islamiste sur un possible et proche élargissement des leaders du FIS. C'était faire fi des fermes mises au point des militaires, au moment où une polémique s'est engagée, par médias interposés, sur la nature des délits reprochés aux dirigeants islamistes incarcérés : délits d'opinion ou de droit commun ? Les libérations annoncées risquent de ne pas suffire, en tout cas, à convaincre le FIS de participer au deuxième forum entre le gouvernement et les partis, prévu le 22 août. (Interim)

AFRIQUE DU SUD : selon la presse nationale

Les organisations noires pourraient être associées à la conduite de l'Etat

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

Une forme de partage du pouvoir entre majorité noire et gouvernement de la minorité blanche pourrait être « expérimentée » avant la tenue d'élections générales et l'adoption d'une Constitution multiraciale. C'est ce qui ressort d'un document, publié par la presse dominicale du 18 août, selon lequel, si le pouvoir central et la conduite des affaires de l'Etat doivent rester l'appanage du président De Klerk et de son gouvernement, la majorité noire pourra néanmoins disposer d'un droit de regard sur les activités de l'Etat et, en premier lieu, des forces de sécurité.

D'après une source proche des milieux officiels, le scénario pour une transition en douceur reposait sur un principe de base : l'association des organisations représentatives de la majorité noire à l'action de l'Etat, à travers un maillage très élaboré de commissions par-états, dotées de pouvoirs étendus.

Des « commissions de paix », fédérées au niveau national et ayant des pouvoirs de police tels que droit de perquisition dans les casernes et commissariats, saisie de documents (...) devraient ainsi être formées. Par ailleurs, des commissions ad hoc, constituées de magistrats et de hauts fonctionnaires de

police, disposeraient de cours de justice spéciales, habilitées à juger les crimes et délits politiques de l'ANC, le mouvement Inkhata, à dominante zouloue, et le Parti national seront représentés dans tous ces organismes. Pour couronner le tout, un secrétariat permanent de la Commission de paix nationale (NPC) devrait être créé, dans lequel la presse locale voit déjà l'esquisse d'un « embryon de gouvernement intermédiaire ». (Interim)

CAMEROUN : suite de l'abandon de l'indépendance. - L'abandon de l'indépendance de l'Etat, paraisant à Douala, a été suivi, samedi 17 août, par décision des autorités, qui n'ont fourni aucun motif. Fréquemment victime de la censure, le Messenger, à qui la Société de presse et d'éditions du Cameroun (SOPECAM) a fermé ses portes il y a un mois, sur ordre du gouvernement, avait tenté de contourner l'obstacle en se faisant imprimer au Nigeria. NIGERIA : Lagos décide de suspendre son adhésion à l'Organisation de la conférence islamique. - Le président Babangida a annoncé, dimanche 18 août, que son pays suspendait son adhésion à l'Organisation de la conférence islamique (OCI), dont il était membre depuis 1986.

Jean-Paul II prend
et des Hongrois

AMÉRIQUES

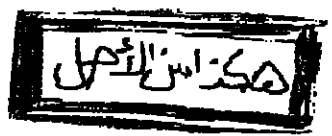
MEXIQUE

les nombreuses irrégularités de

AFRIQUE

ment annonce la libération
trois cents militants islamistes

La presse libanaise



SOCIÉTÉ

Le Monde • Mardi 20 août 1991 • 9

RELIGIONS

La visite du pape en Hongrie

Jean-Paul II prend la défense des Croates et des Hongrois de Transylvanie

A la quatrième journée de son voyage en Hongrie, lundi 19 août, Jean-Paul II devait se rendre à Szombathely, dans l'ouest du pays, et présider, au Népstadion de Budapest, un rassemblement de jeunes. Samedi et dimanche, il a largement traité le thème des minorités dans la nouvelle Europe.

MARIAPOCS
de notre envoyé spécial

Des grappes de fidèles accrochés aux balustrades, des bannières à l'image de la Vierge Marie, des couronnes de fleurs autour d'un crucifix, des théories d'évêques et d'officiants en lourde chasuble dorée : tout ce que l'Europe de l'Est compte de chrétiens hier persécutés, aujourd'hui renaissances, est à l'honneur ce dimanche à Mariapocs. Conduit par les chœurs byzantins, le pape célèbre, pour la première fois au cours d'un voyage à l'étranger, la messe en rite grec, celui des Eglises gréco-catholiques, dites « uniates », de Roumanie, d'Ukraine, de Tchecoslovaquie, hier rayées de la carte des pays communistes.

Mariapocs est une minuscule bourgade dans le nord-est de la Hongrie, du nom d'un sanctuaire marial peu connu. Pour traiter du droit des minorités nationales, c'est ce lieu que le pape avait choisi, à la frontière de trois pays : la Roumanie à moins de 30 kilomètres ; l'Ukraine et l'Ukraine (Ruthénie sub-carpathique) à 100 kilomètres, et la frontière slovaque à 60 kilomètres.

Si environ vingt mille Ukrainiens, quinze mille Slovaques avaient pu se déplacer facilement, les espaces réservés aux Roumains sont restés partiellement vides. Près de quinze mille d'entre eux d'origine hongroise (majoritaire-

ment de rite catholique romain) ont pu venir de Transylvanie (Cluj, les Maramures, Boly, Oradea), mais beaucoup ont été découragés par les astucieux des autorités roumaines : paiement d'une assurance, triplement du prix du train-négocié avec l'épiscopat, etc. Certains ont préféré venir en taxi, voire à pied.

Des applaudissements éclatent quand, sur un ton déterminé, Jean-Paul II prend la défense des minorités hongroises de l'étranger : « Ces minorités ont le droit d'exister, s'écrit-il, de préserver leur culture spécifique, d'utiliser leur langue, d'avoir des relations avec des groupes qui partagent leur héritage commun de culture et d'histoire. » Ovation aussi quand il présente Mgr Janos Szemedy, le premier évêque ukrainien sorti de clandestinité en août 1988. Il avait adressé à M. Gorbatchev une pétition, signée par une centaine de prêtres et de religieux, réclamant la légalisation de son Eglise.

La revanche des persécutés

A ce moment, la gorge nouée, les mains jointes serrant un chapelet, de vieux fidèles ukrainiens égrenent leurs souvenirs : « On fermait les rideaux et, malgré les menaces, on célébrait la messe à la maison ou dans l'appartement. » Beaucoup de ces gréco-catholiques sortent pour la première fois de leur pays. Le pape couvre leurs yeux quand il s'adresse à la foule en hongrois, en roumain, en ukrainien, en ruthénien, en slovaque, en croate, en serbe. « Vous avez porté la croix du Christ sur vos épaules, dit-il. Evêques, prêtres, religieux, laïcs, vous avez souffert pour la foi chrétienne et votre attachement à l'Eglise. » Et il poursuit, s'adressant également aux Eglises orthodoxes de Roumanie ou de Russie : « Maintenant cette période noire est terminée. L'Europe est en train de vivre une nouvelle ère. Il y a un

besoin urgent d'unité. Il exige des Eglises autocephales (orthodoxes) et des autres Eglises qu'elles cherchent à se réconcilier. »

Les « légitimes aspirations » croates

Samedi encore à Pecs, dans le sud de la Hongrie, à moins de 50 kilomètres de la Croatie, quelques centaines de catholiques croates avaient franchi la frontière pour voir le pape ; ils étaient précédés de cinq évêques croates, dont celui de Zagreb, le cardinal Kuharic, ostensiblement accueilli par Jean-Paul II. « Très chers fils croates, a lancé le pape sous les applaudissements, je vous assure encore une fois que je suis proche de vos légitimes aspirations. Et je renouvelle mon appel à la communauté internationale pour qu'elle vous aide dans cette heure difficile de votre histoire... » Rien de neuf par rapport aux propos tenus à Rome lors des angélus dominicaux depuis le début de la crise yougoslave, mais Jean-Paul II ajoute qu'il souhaite se rendre « très bientôt » en Croatie. La surprise est grande dans la foule. Jean-Paul II a été régulièrement invité depuis dix ans en Yougoslavie, sans suite en raison des tensions croissantes entre Croates, en majorité catholiques, et Serbes, en majorité orthodoxes.

Devenu le corps diplomatique, samedi soir, à Budapest, Jean-Paul II a consacré son discours aux minorités nationales en Europe centrale. Estimant « légitimes » les liens que souhaitent garder les Hongrois « avec leurs frères résidant dans plusieurs pays voisins », il a ajouté : « Si les frontières sont inviolables, ne faut-il pas affirmer tout au long des siècles que les peuples autochtones sont inviolables ? Entre minorités et majorités, il est urgent de dépasser les préjugés et les ressentiments hérités de l'histoire. »

Le soutien exprimé, au cours du même week-end, à la cause croate

et à celle des Hongrois de Transylvanie ne peut pas être mis sur le même plan. En effet, l'Eglise distingue entre les droits d'une « minorité » à exprimer sa propre identité dans un ensemble plurinational (comme les Hongrois en Roumanie) et ceux d'une « nation », dont elle entend encourager le processus d'accès à l'indépendance, s'il est conforme aux règles internationales et à la Constitution de son pays, ce qui aux yeux de Jean-Paul II semble le cas de la Croatie, de la Slovaquie ou de la Lituanie.

Coopération avec les protestants

Dimanche soir à Debrecen, deuxième ville et « capitale » calviniste du pays, le pape a été accueilli par Mgr Elemér Kocsis, président du Conseil œcuménique des Eglises hongroises, ainsi que par Mgr Laszlo Tokes, évêque calviniste de Transylvanie, qui avait joué un rôle majeur dans le déclenchement des événements de Timisoara.

Après avoir déploré la rigidité de la discipline catholique sur les mariages mixtes, qui heurte dans un pays comptant une forte minorité de protestants (plus de 30 %), Mgr Kocsis a insisté pour que catholiques et protestants coopèrent à la défense des minorités nationales. Dans le même sens, comme il l'avait fait le matin à Mariapocs avec les orthodoxes, Jean-Paul II a lancé un appel à la réconciliation avec les confessions protestantes pour rebâtir l'Europe sur ses « fondations chrétiennes » : « comme chrétiens, le meilleur service que nous pouvons rendre en ce moment est de renouveler notre attachement commun aux valeurs chrétiennes qui ont fondé la Hongrie et l'Europe. »

HENRI TINCQ

JUSTICE

Pour retrouver l'assassin d'une collégienne à Metz

Dix personnes doivent donner leurs empreintes génétiques

Quatre mois d'enquête n'ont pas permis de retrouver le ou les assassins de Laurence Guillaume, retrouvée morte le jeudi 9 mai 1991, non loin de Metz. En désespoir de cause, le juge d'instruction, M. Albagly, a décidé de recourir à la méthode la plus sophistiquée qui soit utilisée à ce jour : l'identification par empreintes génétiques.

Une collégienne âgée de quatorze ans, Laurence Guillaume, a été tuée vers 1 heure du matin, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 mai. Elle rentrait, avec son vélo, chez elle, à Servigny-lès-Sainte-Barbe, après avoir passé la soirée à la foire de Metz, en compagnie de quelques amis. Ceux-ci l'ont quittée vers 22 h 30. Le corps de Laurence sera découvert dans un champ à Rugy, à quelque dix kilomètres de son domicile ; son blouson et ses papiers d'identité sur un parking au bord de l'autoroute menant à Nancy (le Monde du 11 mai 1991). Des témoins diront que, peu après l'heure où elle avait quitté la foire, son cyclomoteur était à côté d'une voiture blanche, près de laquelle se tenait un homme de forte corpulence. C'est la seule piste.

« Code à barres »

Faute du portrait-robot de l'assassin, les enquêteurs disposent néanmoins de sa « carte d'identité génétique » que le laboratoire interrégional de police scientifique de Lyon a pu établir à partir de prélèvements réalisés sur le corps de la victime.

Pour tenter d'élucider le mystère, le juge Michel Albagly a donc

choisi de faire dresser le portrait génétique de dix personnes ayant possédé une voiture blanche : trois anciens amis de l'adolescente, ou des relations de son père, ou des hommes déjà interpellés pour des affaires de meurtre. Le père de la jeune fille sera lui-même soumis au test. Tous, bien entendu, devront donner leur accord. A défaut de trouver l'assassin, ces « témoins » pourront être disculpés de manière quasi certaine.

Tout être humain possède en effet un patrimoine génétique qui lui est propre. La technique des empreintes génétiques consiste, schématiquement, à visualiser sous forme de « code à barres », grâce à une sonde ADN, certaines régions spécifiques de ce patrimoine. L'identification se fait à partir de prélèvements de cellules « à noyau », sang, sperme, fragments de peau ou cheveux. Les scientifiques, en l'occurrence, pourront comparer les résultats obtenus pour les dix « témoins » soumis au test à la « carte d'identité génétique » de l'assassin. La probabilité de trouver dans le monde deux individus possédant le même code étant infime, de 1 sur 50 millions, au pire.

Les analyses, bien sûr, prendront du temps. Un examen complet demande deux mois. Et l'enquête ne sera, partiellement, résolue que si les prélèvements ont été faits dans de bonnes conditions (l'ADN craint la chaleur et l'humidité).

En tout état de cause, cette méthode, utilisée en matière de police scientifique pour la première fois en Grande-Bretagne en 1987, ne désigne pas un coupable. Elle permet seulement de sortir du nombre un suspect numéroté un. L'enquête et la justice reprennent ensuite leurs droits. Avec un dossier plus étayé.

S. D.

Les paradoxes de la restitution des biens d'Eglise

KALOCSA

de notre envoyé spécial

La rue principale de Kalocsa ne porte plus le nom d'« Etienne-le-Grand », le fondateur de l'Etat hongrois. Comme beaucoup d'autres avenues à travers le pays, elle a été rebaptisée et s'appelle désormais « avenue Saint-Etienne ». ... Un changement hautement symbolique, à l'image de cette ville de vingt mille habitants.

Kalocsa, la capitale du paprika, située à une centaine de kilomètres au sud de Budapest, au pied de la puszta meyer, a toujours été un important centre épiscopal de la Hongrie. Et même après une parenthèse de quarante ans de régime stalinien, cet héritage historique refait surface. L'Eglise catholique se réveille et pourrait, théoriquement, récupérer la moitié des bâtiments du centre-ville.

Pratiquement tous les immeubles de la rue principale appartenaient, avant guerre, à l'archevêché. Les communistes ont tout confisqué. Au total : quarante-cinq bâtiments. Aujourd'hui, ils abritent (entre autres) huit des dix écoles primaires, l'unique centre culturel, le musée et les archives de la ville, la maison des partis, un hôtel, une brasserie et des logements sociaux. Et toute cette infrastructure municipale est désormais menacée. A Kalocsa comme ailleurs, l'incertitude est de mise. Le Parlement hongrois, dominé par les trois parts de la coalition conservatrice au pouvoir, a adopté, le 10 juillet dernier, une loi autorisant les Eglises à reprendre leurs anciennes propriétés, à l'exception des biens fondés. Une loi approuvée un mois seulement avant l'arrivée de Jean-Paul II en Hongrie.

Gusztav Torök, maire de Kalocsa et membre du principal parti d'opposition, l'Alliance des démocrates libéraux, s'efforce d'être le plus diplomate possible. Il insiste sur les « très bons rapports » qu'il entretient avec l'archevêque. Mais derrière cette courtoisie de façade, se cache une réelle inquiétude. Pour l'instant, l'Eglise modère ses reven-

dications et avance à petits pas. Elle a déjà repris le contrôle d'un jardin d'enfants, transformé en établissement catholique. Et, dès la rentrée, une religieuse sera nommée directrice adjointe de l'une des écoles primaires. Dans quatre ans, l'école passera, elle aussi, sous la tutelle de l'Eglise. La décision a semé un vent de panique chez les instituteurs. En guise d'apaisement, l'archevêché s'est engagé à garder les enseignants qui acceptent le nouvel « esprit » de l'école.

Les municipalités expropriées

Jusqu'à-là, pas de problème. Mais les négociations se corsent. L'Eglise veut également récupérer le centre de redressement pour adolescents de la ville, jadis propriété des jésuites, dans le but d'ouvrir le premier institut de formation des enseignants religieux en Hongrie. Pour la hiérarchie catholique, inquiète de l'absence de relève, c'est une priorité absolue. Mais la municipalité rechigne à abandonner ce bâtiment.

L'archevêque de Kalocsa, Mgr Laszlo Danko, se montre pragmatique : « Nos propriétés ont été collectivisées en vingt-quatre heures. Mais ce serait mal vu de tout réclamer tout de suite. » D'ailleurs, rien ne presse. Au terme de la loi, les différentes Eglises ont dix ans pour demander le retour de leurs biens. Elles peuvent récupérer les bâtiments à deux conditions : à quelles étaient propriétaires avant la guerre et à s'engager à les utiliser uniquement pour des besoins ecclésiastiques.

Aucun inventaire officiel n'a encore été dressé, mais l'Eglise catholique, de loin la plus importante des trois communautés chrétiennes de Hongrie (avec les calvinistes et les luthériens), dispose d'un énorme pactole avant guerre. Plus de dix mille demandes de restitution ont été adressées au gouvernement depuis le début de l'année. Toutes les agglomérations hongroises sont concernées : la faculté de médecine de la ville de Szeged sera prochainement

transformée en maison des associations catholiques. Un camp d'été de l'Ecole des beaux arts, près du lac Balaton, va bientôt être remis aux scouts. A Budapest, environ cent sobanats, bâtiments, y compris ceux qui abritent les ambassades d'Irak et de Corée du Nord, sont convoités. Toutes les Eglises traditionnelles ainsi qu'une quarantaine d'ordres religieux ont formulé des revendications. Même les adeptes de Krishna et les Témoins de Jéhovah réclament des édifices !

Gusztav Torök, le maire de Kalocsa, est formel. « Si l'archevêché insiste pour reprendre le centre culturel et la maison des partis, dit-il, nous serons obligés de demander des dédommagements à l'Etat pour construire d'autres bâtiments. » Il veut de mettre le doigt sur l'un des plus grands paradoxes de la nouvelle loi. L'Eglise, qui réclame le retour de ses propriétés au titre de « réparation historique » se met, à son tour, à exproprier des municipalités !

Dans l'immédiat, l'archevêché ne réclame que cinq bâtiments mais n'exclut pas d'en demander d'autres « par la suite ». Cette tactique de grignotage crée un climat de malaise et d'incertitude permanent. Fatalistes, les habitants de Kalocsa assistent à ces transferts de propriété sans broncher. « Les communistes ont puni notre ville car elle était un centre religieux, raconte un journaliste local. Aujourd'hui, c'est notre deuxième punition. La ville va être privée de bâtiments dont elle a besoin. » Mais à Kalocsa, il reste un obstacle que l'Eglise n'a pas encore réussi à surmonter : le retrait du monument aux morts soviétiques, situé à deux pas seulement du siège de l'archevêché...

YVES-MICHEL RIOLS

La communauté juive critique l'attitude du clergé sous le nazisme

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Un incident a marqué la rencontre, dimanche soir 18 août, à la nonciature apostolique de Budapest, entre le pape et une dizaine de représentants de la communauté juive hongroise, qui compte environ 150 000 membres, délégués par M. Peter Feldmajer, président. Dans un texte lu en polonais par un rabbin, M. Peter Kardos, la communauté juive a déploré que « les chefs de l'Eglise catholique en Hongrie, en ce temps (celui de la seconde guerre mondiale), n'ont pas dénoncé publiquement la déportation de centaines de milliers de juifs. » (600 000 juifs hongrois ont disparu dans le génocide).

Conformément aux usages, ce texte avait été adressé au Vatican avant d'être prononcé et, dimanche matin, un appel de la secrétaire d'Etat demandant aux responsables de la communauté juive hongroise de retirer cette phrase. Après discussions, le texte original a été maintenu.

En conséquence, le pape a cru bon d'ajouter à son discours : « Je voudrais rappeler que les représentants de l'Eglise catholique ici en Hongrie, aussi bien que dans d'autres pays, ont tout fait pour défendre les juifs, selon les possibilités permises par les circonstances. » Et il a cité comme exemple le rôle de Mgr Angelo Rotta, nonce de Pie XII à Budapest, qui fut chassé par les communistes en 1947, et celui de Mgr Apor, archevêque d'Eger. Jean-Paul II s'est également inquiété de « voir ressurgir et se diffuser (en Hongrie) des sentiments, des attitudes et des initiatives antisémites ».

H. T.

DE VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

EN BREF

Un berger opposé à la chasse tué à Castellar. Les gendarmes de Menton qui enquêtent sur la mort du berger de Castellar (Alpes-Maritimes), tué samedi 17 août dans un guet-apens, ont remis en liberté, dimanche 18 août, les personnes mises en garde à vue, après vérification de leur emploi du temps. Pierre Lescherrie, trente-trois ans, avait été blessé à coups de chevrotines puis achevé à coups de crosse, alors qu'il allait rejoindre son troupeau à moto. Il s'était plaint récemment, dans un bulletin associatif local, de menaces de mort à la suite notamment de sa décision d'interdire l'accès de ses terrains aux chasseurs. Le Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) a souligné, dans un communiqué, « l'urgence de démasquer les assassins ».

Un tueur fou assassine huit personnes dans un centre commercial australien. - Avant de se suicider, un chauffeur de taxi âgé de trente-trois ans, a déclenché samedi 17 août, dans un centre commercial de la banlieue de Sydney, une fusillade dans laquelle huit personnes ont trouvé la mort et sept autres ont été blessées. Les premiers éléments de l'enquête n'ont pas permis à la police de trouver une explication au geste du forcené. Le premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud, M. Nick Greiner, a décidé, lundi 19 août, d'interdire la vente des armes semi-automatiques du genre SKS, déjà prohibées dans d'autres Etats à la suite d'incidents semblables. - (Corresp.)

Une essence « propre » pour les grandes villes américaines. - Des représentants de l'industrie pétrolière et des principaux groupes de défense de l'environnement ont signé, vendredi 16 août, à Washington, un accord pour la mise sur le marché d'une « essence propre » visant à réduire de 15 % la pollution automobile dans les principales villes des Etats-Unis, d'ici à 1995. Le nouveau carburant sera plus oxygéné avec des taux plus faibles de benzène et de métaux lourds. Cette « essence propre », disponible dès l'hiver prochain dans quarante et une villes les plus touchées par la pollution, coûtera environ cinq cents (environ 30 centimes) de plus par gallon (3,8 litres). Le surcoût est destiné à financer les 3,5 milliards de dollars nécessaires pour adapter les raffineries à ce nouveau carburant. - (AFP, UPI.)

Un ouragan touche la côte américaine de Caroline du Nord. - L'ouragan « Bob » a touché la côte de Caroline du Nord, où, dimanche 18 août dans la soirée, des vents de 185 km/h ont endommagé des lignes électriques et causé des inondations. Des régions balnéaires fréquentées de la région avaient été évacuées dimanche, et les accès aux lacs du littoral fermés. Selon les spécialistes de la météo, « Bob » devait remonter vers le nord, pour retoucher la côte à Cape Cod (Massachusetts) lundi soir. Il ne devrait pas atteindre la force de l'ouragan « Hugo » qui avait dévasté les Caraïbes et les Carolines en septembre 1989. - (AFP.)

Séismes sur les côtes américaines. - Une série de tremblements de terre d'intensité variable a secoué les côtes américaines samedi 17 août. Les secousses ont été ressenties dans le sud du Chili, au nord-ouest du Venezuela (endommagant une centaine d'habitations) et aux Etats-Unis, dans les Etats de Californie et d'Oregon, provoquant glissements de terrain et coupures de réseaux électriques. Aucune victime ne serait à déplorer. - (AFP.)

Droit-Eco
ça se prépare
Stage de pré-rentree :
2 semaines
Quatre semaines pour réussir
son année de fac
IPEC Quartier Latin
Institut Privé
Tel 46 33 81 23
ou 43 29 03 71

CULTURE

CINÉMA

L'amour sur ordinateur

On peut tout programmer. Tout ou presque

LE DOSSIER RACHEL
de Damian Harris

A dix-neuf ans, Charles Highway Dexter Fletcher - étudiant et grand chasseur de filles, programmeur sur ordinateur sa stratégie amoureuse et les résultats qu'il obtient - de quoi rendre jaloux Don Juan. Enfin, presque. Lorsqu'il ouvre le dossier Rachel, on s'aperçoit que ce n'est pas si simple.

L'histoire se passe à Londres, dans un climat mi-humoristique, mi-mélancolique. En réalisant le *Dossier Rachel*, adaptation d'un roman de Martin Amis raconté à la première personne, Damian Harris a gardé ses distances, pour ne pas sombrer dans l'étude psychologique. La matière était là, pourtant : Charles séduit difficilement Rachel (Ione Skye) fille de la bonne société, mais d'origine américaine, ce qui la rend pragmatique,

et parfois déconcertante pour lui. Lorsqu'elle cède, elle se révèle une véritable bombe sexuelle. Charles assume, mais l'expérience de la vie à deux lui révèle son propre manque de maturité, sa peur des responsabilités - tout ce qui avait échappé à l'ordinateur.

Très souvent, le réalisateur place Charles face à la caméra, dans une posture de voyeurisme, à l'adresse des spectateurs auxquels il s'adresse avec des airs de connivence. On n'est pas vraiment chez Woody Allen, mais c'est d'autant plus efficace que Dexter Fletcher, petit brun à la bouche gourmande, mince comme un fil et obtenu comme un mousseline, invite à la sympathie envers son personnage, qui pourrait paraître odieux. L'opposition de deux milieux sociaux, les paradoxes de la liberté sexuelle, donnent lieu aux meilleurs moments de cette comédie bon chic bon genre par certains côtés, et aimablement déstabilisante.

JACQUES SICLIER

Disney en France

Un dessin animé américain réalisé dans l'Hexagone

LA BANDE À PICOU
de Bob Hathcock

La *Bande à Picou*, le film, dessin animé de moyen métrage bénéficiant d'un lancement inhabituel pour ce genre de classique, d'abord parce qu'il sort à un moment où, à quelques rares exceptions, les distributeurs se débarrassent de leurs casse-têtes, ensuite parce qu'il flatte notre chauvinisme. En attendant l'ouverture de l'Euro-Disneyland, il est en effet le premier Walt Disney à avoir été réalisé en France, dans le studio des Frères Brizzi. On ne cesse de s'extasier devant la proesse qui consiste à faire strictement la même chose, aussi bien - mieux est impossible - que la maison mère. Interviewé à la télévision, à la radio, dans les journaux, les frères Brizzi ont exprimé confiance, mieux qu'ils ne pouvaient réaliser leur propre histoire, et qu'ils avaient déjà pensé à la *Flûte enchantée*. Pour l'heure, ils sont juste enthousiasmés. Leur réalisation est une copie conforme, c'est tout ce qu'on leur demande.

C'est aussi ce que demande le public d'enfants à qui s'adresse cet oncle Picou. Ils aiment retrouver ce qu'ils connaissent. Ils reconnaissent et aiment le canard grappe-sou mais au fond brave homme, ses neveux et

leur petite copine, pas trop dissipés, mais pas trop sages non plus. Ils retrouvent avec plaisir les scènes d'action qui citent *Indiana Jones* en plus cinglé encore, puisque dans le dessin animé est le cinéma de l'impossible. Ils envient le génie dans la lampe d'Aladin, sorte de Scapin dont le rêve est de devenir un vrai petit garçon, et à qui chacun peut demander de réaliser trois vœux, ils aimeraient bien en avoir un sous la main.

Malgré tout, est-ce que le bon vieux Picou, qui a quand même fait rire deux générations, est capable de faire oublier le temps de ses aventures les inévitables Tortues Ninja et leur marketing effréné? Ce n'est pas sûr.

COLETTE GODARD

PHOTOGRAPHIE

Qualité suisse

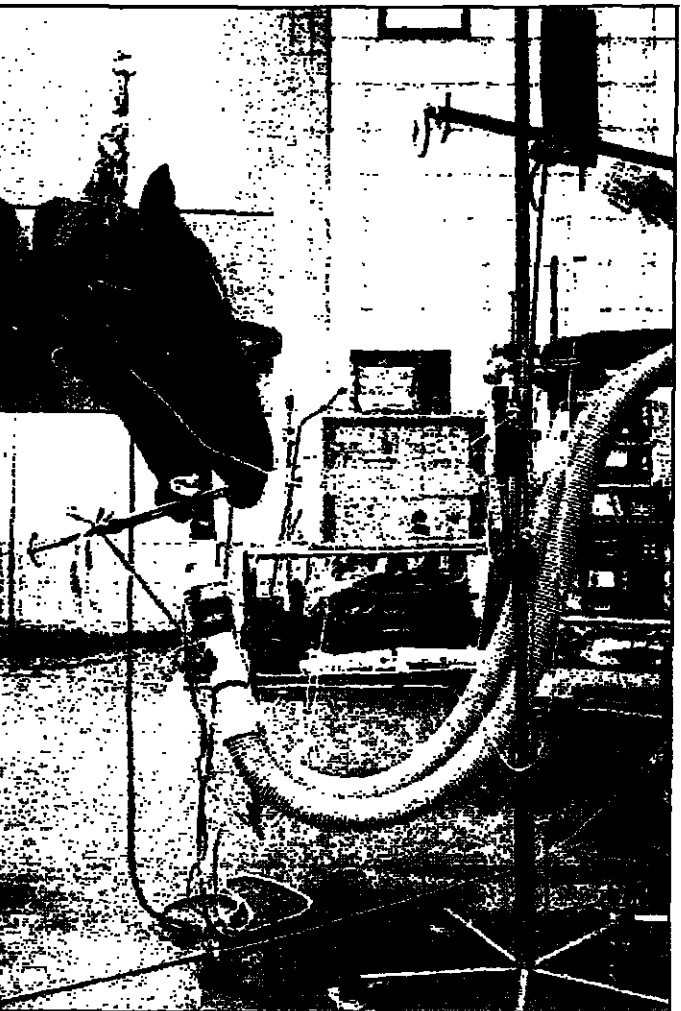
La Confédération helvétique vue par soixante photographes à l'occasion de son sept centième anniversaire

FRIBOURG
de notre envoyé spécial

Rien n'incarne mieux la qualité suisse que le couteau multilames qui permet, en un tournemain, de tout découper, tout ouvrir, tout manger. Le photographe belge Michel Van Den Eeckhout a essayé de montrer comment on fabrique l'outil indispensable au scout. Refus catégorique du fabricant. Top secret. On voit donc les limites de l'utopie d'un pays si soucieux de sa discrétion qu'il se débrouille toujours à la courtoisie d'autrui, peut-on lire au Musée d'art et d'histoire de Fribourg, où cette histoire nous est contée.

Comment photographier un pays discret? Le casse-tête s'est posé à la soixantaine de photographes qui ont participé aux deux expositions « Voir la Suisse autrement » (Fribourg) et « Nouveaux itinéraires » (Lausanne), à l'occasion du sept centième anniversaire de la Confédération helvétique.

Le maître d'œuvre Charles-Henri Favrod, directeur du Musée de l'Elysée à Lausanne, aurait pu se contenter d'aligner aux murs des photos d'archives - il l'a fait, à juste titre, avec Henri Cartier-Bresson et René Burri. Il a préféré passer des commandes, études sur cinq ans, à un grand nombre de photographes suisses, français, chinois, belges, afghans, libanais, espagnols... et il a réalisé deux catalogues pour des prix dérisoires. La commande se justifiait car lorsque « la photographie triomphe partout dans le monde en 1991, on ne s'en est pas servi pour dresser un état de la Suisse qui serait pourtant bien utile à consulter aujourd'hui », écrit Charles-Henri Favrod.



Hôpital vétérinaire, Berne, 1990, par Michel Van Den Eeckhout

L'inventaire commence à Fribourg où Michel Van Den Eeckhout s'est donc cassé le nez contre la « qualité suisse » (mais s'est bien récupéré avec des reportages sur un hôpital vétérinaire et le cirque Knie). Thomas Flechter a photographié « une utopie suisse au Pendjeb », à savoir la ville de Chandigarh construite par le Colonel Le Corbusier. Jean-Pascal Imbert a suivi un saisonnier du rail depuis Zurich jusqu'en Espagne; le Britannique Martin Parr a tourné en dérision, à coup de couleurs corrosives, les touristes étrangers sur les glaciers, comme cette femme en robe imprimée de tourterelles de Van Gogh, qui tient des fleurs séchées à la main, face au Cervin.

Il y a de très bons éléments dans ce patchwork d'images toutes gracieuses « croix suisse ». Dans sa série intitulée « O monts indépendants », le Genevois Nicolas Faure, quarante-deux ans, met tout ce qu'il peut dans son cadre aux couleurs criardes pour le polluer : les variétés d'une femme, les publicités agressives des stations de ski, quatre hommes très cuir, dont les tenues en latex noir dominent le glacier.

Faure n'embellit ni n'assombrit la réalité : il joue avec les couches du réel, depuis la pierre jusqu'au ciel, en passant par les dégâts provoqués par l'homme sur la mon-

tagne. La démonstration de Hugues de Wurtemberg, photographe suisse de trente-six ans qui vit en Belgique, sur un sujet aussi anodin que « les vertes préalpes », est étonnante, avec ses cadrages exagérés, surréalistes, drôles, comme cette bouscotte écolâtre sur le sol de l'étable, aux pieds de la vache.

On n'est pas encore dans la montagne, mais on y arrive. En référence aux « nouveaux itinéraires », Charles-Henri Favrod a judicieusement ouvert l'exposition avec des photos du vingtième siècle, dénichées pour la plupart à l'Alpine Club de Londres. Dix

photographies sont réparties sur les traces de leurs anciens, redécouvrant la montagne depuis des hauteurs intermédiaires. Michel Semnanko rend hommage au Cervin, le pic le plus photogénique au monde. Ses Alpes sont surannées, investies par la nuit, éclairées à la torche baladée dans le cadre, qui provoque des éclats blancs dans le ciel, sur les glaciers, la pierre et les troncs d'arbres.

Des « paysages habités »

Mais la grande révélation de cet anniversaire suisse est Thibaut Cuisser, photographe français de trente-trois ans, de l'agence Méis. A force de ne voir que de la « belle couleur spectaculaire » (chaude, riche, orangée, sombre, mangée par les ombres, prise en fin de journée), on avait oublié que la photographie pouvait aussi être plus discrète, toute en nuances subtiles. Chez Cuisser, le ciel n'est pas violet, mais simplement bleu, presque blanc. L'herbe asséchée n'est pas ambrée, mais jaune pâle. Les nuages ne sont pas noirs, menaçants, mais blancs. « C'est surprenant », s'était écrié un représentant de Kodak à la vue de ses paysages pastels. « C'est très proche de ce que j'ai vu », lui a répondu l'auteur.

Thibaut Cuisser est parti en montagne pour « contempler » à la chambre et saisir, sans anecdote aucune, des « paysages habités », comme il les appelle : un bord de route, un chemin qui part vers le sommet, une barrière discrète, un talus fraîchement érigé. L'homme est à la fois absent et partout dans ces images, « excès de réel qui tendent vers la fiction », précise le photographe. Cuisser n'est pas un coloriste au sens où il ne sacrifie jamais son sujet - les paysages habités - à la lumière et à la couleur. C'est cet équilibre là, fragile, qui rend ses images si émouvantes.

MICHEL GUERRIN

► « Voir la Suisse autrement », Musée d'art et d'histoire de Fribourg, Remparts, Ancienne Douane et pont de Grange, jusqu'au 16 septembre. Catalogue, 194 p., 15 Francs suisses. Tél. : 19-41/37-22-85-71.

► « Nouveaux itinéraires », Musée de l'Elysée à Lausanne, jusqu'au 8 septembre. Catalogue, 118 pages, 20 Francs suisses. Tél. : 19-41/21-617-48-21.

MUSIQUES

Les années 50 en question

Recherches, dogmes, marginaux : l'après-guerre classique n'a-t-elle enfanté que des chefs-d'œuvre ?

LA ROQUE-D'ANTHÉRON
de notre envoyé spécial

L'une des clés de la réussite du Festival de La Roque-d'Anthéron réside dans sa capacité de renouvellement. René Martin, son directeur artistique, aurait pu se contenter de donner savamment stars du clavier et jeunes espoirs, comme le font tant de ses confrères. Au lieu de cela, remanquant peu à peu le cours du temps, il a convié des piano-foristes, des clavecinistes, à participer à ce grand rassemblement du piano mondial, tout en organisant des journées spéciales dédiées à de grands maîtres et de leurs élèves (1), des concerts-créations « scénarographiques » (2), des conférences-débats (3) et des « master classes » (4). Il a également tenu à faire jouer des pianistes de jazz (5), à inviter des acteurs, des danseurs, à programmer des compositeurs ignorés par le milieu classique (6) et des pianistes laissés-pour-compte de l'industrie du disque et du concert.

du marginal Federico Mompou (1893-1987) murmuré par Jean-François Heisser, cette page d'histoire de la musique s'est refermée sur le pianiste de jazz John Lewis.

Malgré leur talent et leur conviction Florent Boffard (qui jouait la *Première Sonate de Beethoven*, composée en 1947, créée en 1950), Pierre-Laurent Aimard (qui jouait la *Bouscarle* de Messiaen et la *Musica Ricercata* de Ligeti) et Jean-François Heisser (qui jouait la *Cinquième Klavierstücke* de Stockhausen) n'ont pu, une fois encore, imposer ce répertoire à un public de toute façon clairsemé. Ainsi que

le faisait remarquer l'un des interprètes de cette soirée : « Je croyais que ces œuvres finiraient par devenir des classiques, au même titre que les dernières sonates de Beethoven, que nous nous ferions à ce langage. Je ne le crois plus. Je les joue encore, mais il m'arrive de plus en plus souvent de me dire, au moment même où je suis au piano, qu'elles n'ont pas tenu le coup. »

Et pourtant, la *Première Sonate* de Boulez est plus judicieuse, moins académique que seconde, la *Bouscarle* de Messiaen, bien qu'assez « bavard » (elle dure neuf minutes pour un matériau thématique qui

ne demandait sans doute pas un tel développement), est bien moins démodée que les célèbres modes de valeur et d'intensité, qui firent couler tant d'encre au début des années 50 (Messiaen voulait sérialiser tous les paramètres de la composition et du jeu de piano : hauteurs, durées, rythmes, attaques, nuances; le résultat musical est loin d'être à la hauteur de la complexité de cette *Etude de rythme*). Mais, historiquement, cette pièce nous aurait mieux conduits à Stockhausen qu'à Debussy, qui devint l'élève du compositeur après l'avoir entendu.

Donnée en première française, la transcription pour deux pianos du ballet *Agon* de Stravinsky n'a pas davantage convaincu que la *Sonate pour deux pianos* de Poulenc qui, malgré des beautés indéniables, commença chez Stravinsky et s'acheva, selon une mauvaise habitude du compositeur, dans les guinguettes des bords de la Marne. L'insolent néo-classique *Concertino pour deux pianos* de Chostakovitch donnait une bien piètre image de l'un des créateurs majeurs du vingtième siècle. La *Sonate pour violoncelle et piano* op. 119 de Prokofiev ne s'imposait pas davantage dans un tel cadre que le *Concerto pour clarinette, harpe, piano et orchestre* d'Aaron Copland, dont le larmoyant premier mouvement ressemble à de la mauvaise musique de film et le second à un ersatz de Gershwin.

Le cas Barda

Il est sans doute le plus mystérieux des pianistes français. Les dictionnaires ignorent son nom, mais ses confrères de la même génération ne tarissent pas d'éloges sur son jeu. Né vers le milieu des années 40, Henri Barda a été formé en Egypte, au Conservatoire de Paris et à la Juilliard School. Partout il a fait sensation, a enregistré deux disques qui ont obtenu, chacun, un grand prix. Et pourtant, son nom ne figure pas souvent dans les annonces de concert.

C'est un anxieux qu'il faut reconforter avant son entrée en scène, qui salue le public à quinze pas du piano, ne semble pas toujours d'accord avec la selle qu'il occupe. Mais c'est un sacré pianiste. Lorsqu'il surmonte sa nervosité (qui lui fait prendre des tempos déments

A. L.

Dans les guinguettes des bords de la Marne

Avec l'aide de la SACEM et de sa fondation, le festival possédait, cette année, une question en trois concerts, dix compositeurs et sept interprètes : « Que reste-t-il de nos années 50 ? » A cette question, il est possible de répondre d'au moins deux façons. En sélectionnant les meilleures œuvres de cette époque (du moins, celles que la postérité désigne comme telles) ou celles qui ont fait du « bruit » au cours des temps (sans se soucier de ce que les années 90 peuvent en penser). Afin de ne pas trop prendre parti, la journée du 14 août mélangait ces deux « possibilités » épicées par un clin d'œil. Ouverte à 18 heures par le premier cahier de *Musica Collada*

THÉÂTRE

La saison 1991-1992 du Théâtre national de la Colline

Les Comédies barbares, de Valle-Inclan, événement du Festival d'Avignon, sont données dans la grande salle, en deux soirées ou en intégrale, les samedis et dimanches du 20 octobre au 19 janvier. Suivent du 4 février au 2 mars, également en deux soirées ou en intégrale - le dimanche - les deux pièces de Roger Planchon, qu'il a mises lui-même en scène, et créées la saison dernière à Villeurbanne le *Vieil Hiver* et *Fragile forêt*. La Colline se constituant une sorte de répertoire, Jorge Lavelli reprend *Greek*, de Steve Berkoff, du 9 mai au 20 juin, et c'est Luc-Antoine Diquero qui remplace Richard Fontana.

D'autre part, il accueille à nouveau l'*Eté*, de Romain Weingarten, dans la petite salle du 10 septembre au 27 octobre. Suivent *Un mari, d'Italo Svevo*, par Jacques Lassalle, en coproduction avec la Comédie-Française, *Déjeuner chez Ludwig W.* de Thomas Bernhard, par Jacques Rosner, les *Vieilles* de John Godbar, par Richard Lewis, du 17 mars au 26 avril. Enfin une nouvelle pièce de Steven Berkoff, par Lavelli : *Kvetch*, du 15 mai au 21 juin.

► Renseignements : Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 75020 Paris. Tél. : 43-66-43-60. Collectivités : 43-66-40-30.

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES



Le destin de l'Amérique latine

III. — Présence religieuse et marché

par Yvon Le Bot

L'ÉGLISE catholique se prépare à célébrer un demi-millénaire d'évangélisation de l'Amérique latine, dont les débuts avaient coïncidé avec le refoulement de l'islam et du judaïsme d'Espagne. Il s'agit aussi de mettre un point d'orgue à une « reconquête » qui dans les dernières décennies a permis à l'Eglise de reprendre le dessus après un siècle d'avancée des idéologies positivistes et libérales. Ce sera surtout l'occasion de réaffirmer, au seuil du vingt et unième siècle, la vocation catholique du sous-continent, contre le défi majeur que représente pour elle l'actuelle poussée des Eglises et sectes évangéliques.

La projection du catholicisme dans le Nouveau Monde au seizième siècle et la préservation de son monopole durant trois siècles avaient eu pour fonction de compenser les pertes infligées en Europe par la Réforme. Aujourd'hui, le protestantisme, venu du Nord, menace de l'intérieur la cité latine.

Traditionnellement liée aux forces conservatrices, l'Eglise fut délaissée de son héritage colonial, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle et dans la première moitié du vingtième, par les réformes libérales, la révolution mexicaine et des populismes anticlericaux, suite à quoi elle amorça un virage dont l'Action catholique et la Démocratie chrétienne furent des expressions et des instruments. La défense du droit de propriété, tempérée par l'affirmation de sa « fonction sociale » et par la promotion du coopérativisme, l'éducation considérée comme principal levier du développement, le syndicalisme de collaboration entre patron et salariés et de réformes paysannes opposé à la théorie et à la pratique de la lutte des classes : l'application à l'Amérique latine de la doctrine sociale de l'Eglise, dans les années 40, 50 et 60, visait, comme ce fut le cas ailleurs, à y barrer la route au marxisme et au socialisme.

Une rupture révolutionnaire

Mais cette confrontation, la découverte de la misère et de l'exploitation qu'elle entraîna pour beaucoup de militants chrétiens et l'ouverture postconciliaire de la hiérarchie menèrent à la radicalisation d'une partie du clergé et des fidèles. L'épuisement des politiques réformatrices et l'instauration des dictatures militaires précipitèrent le mouvement dont Helder Camara, archevêque de Recife, fut la figure la plus connue ; le chemin qui avait mené de l'action pastorale et du pouvoir d'Eglise à la lutte pour la justice sociale aux actions de développement se poursuivait pour certains dans ce qu'on appela la « conscientisation » : la théorie de la dépendance et la rupture révolutionnaire se substituaient au développement défilant. La protestation éthique, l'exigence de justice conduisaient à dénoncer les autres postulats de la traditionnelle doctrine sociale de l'Eglise et à lui substituer une mouvance marxiste de l'utopie, toujours naissante, du royaume de Dieu sur terre.

Au Brésil, la théologie de la libération alimenta un mouvement d'auto-organisation de la société ; en Bolivie, un mouvement de défense des droits de l'homme. En Amérique centrale et en Colombie, elle fut surtout une théologie de la révolution au service d'un projet de prise du pouvoir d'Etat par la voie armée (ou de sa conservation, dans le cas des sandinistes). Dans leur messianisme, les disciples et imitateurs de Che Guevara croyaient inaugurer une ère, celle de l'homme nouveau. Avec le reflux du communisme, cette composante est devenue plus apparente : les curés-guérilleros, souvent d'anciens missionnaires espagnols (il y eut aussi parmi eux un prêtre irlandais...), sont des illustrations limites d'une forme d'autoritarisme, celle de l'imposition du salut par l'ascèse et le martyre.

La réunion de la Conférence épiscopale latino-américaine (CELAM) à Medellín en 1968, dans le prolongement du concile Vatican II (1962), avait résolu l'insertion de l'Eglise dans le camp des partisans du développement et des réformes, et cer-

tains virent dans ses conclusions un appel et une autorisation pour des engagements plus radicaux. En 1979, le voyage de Jean-Paul II au Mexique à l'occasion de la réunion de la CELAM à Puebla marque le début d'une reprise en main qui sera ponctuée par de nombreux autres voyages. Il s'agit maintenant de redonner vitalité et confiance au catholicisme populaire (l'option préférentielle pour les pauvres) est maintenant mais réorientée, détachée des choix politiques révolutionnaires et d'en consolider l'insertion dans une Eglise institutionnelle renforcée dans son prestige et son autorité.

Le pape polonais est devenu aussi le « pape de l'Amérique latine ». Ce sous-continent, où le socialisme n'a pas réussi à s'implanter mais où le capitalisme non plus n'a jamais réellement gagné les cœurs, présente pour lui un attrait particulier. Le Mexique notamment, où le peuple chrétien et le parti-Etat né de la révolution se sont affrontés au vingtième siècle dans une guerre suivie d'un compromis — mais non d'une véritable réconciliation — entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique : la Vierge de Guadalupe vaut bien celle de Czestochowa.

Ailleurs aussi, et surtout là où la balkanisation est la plus poussée, les images religieuses, chrétiennes ou mariales, sont le plus sûr ferment du sentiment national. Le catholicisme et l'opposition à une Amérique du Nord perçue comme anglo-saxonne et protestante apparaissent encore comme les principes de l'unité latino-américaine, politiquement impossible. Il est tentant d'établir des correspondances avec le catholicisme polonais, vecteur de la formation et de la renaissance de la nation et de la résistance contre d'autres impérialismes.

La restauration du principe hiérarchique trouve des alliés et des relais dans les épiscopats, majoritairement conservateurs — au Mexique, en Colombie, en Argentine notamment — ainsi que dans l'Opus Dei, dont des membres, laïques ou ecclésiastiques, occupent ou réoccupent des positions de pouvoir, par exemple au Guatemala, en Equateur et au Pérou, où la figure leader de magnats de l'économie connue comme les « douze apôtres » est un haut dignitaire de l'organisation. La Compagnie de Jésus, dont des fractions surent un rôle de pointe dans la période précédente, a retrouvé un profil plus classique et moins voyant.

En Amérique centrale, après l'assassinat en 1980 de Mgr Romero, évêque de San Salvador, les évêques, de diverses sensibilités mais d'orientations en général modérées, ont joué un rôle de catalyseurs ou de médiateurs dans les processus de paix. Un peu partout, les marches humaines et l'enthousiasme populaire soulevés par le passage de « l'homme en blanc » ont emporté les ébauches d'Eglises populaires, se laissant que des morceaux épars d'une idéologie de la libération dont nombre



(Cette carte ne tient pas compte de la récente poussée protestante.)
L'Amérique latine comptait en 1989 environ 365 millions de catholiques baptisés sur un total mondial de 905 millions, soit 40 % (3 600 jésuites sur 24 800). La communauté juive représentait quelque 900 000 personnes — sur 18 millions — dont 350 000 en Argentine, 200 000 au Brésil et 130 000 au Chili.

d'adeptes se sont convertis à des conceptions pragmatiques et modérées, tandis que d'autres sont à la recherche de nouvelles utopies. Le mouvement qui a porté le Père Aristide au pouvoir en Haïti ne contredit pas essentiellement cette observation. L'Eglise catholique a donc réalisé le projet de redevenir un acteur central par une voie plus politique qu'économique et différente de celles dans lesquelles voulaient l'entraîner les secteurs progressistes lors des années 60 et 70. Mais, alors même qu'elle pouvait espérer avoir gagné la partie, son emprise sur la société est fortement remise en question, d'une part par la poursuite de la sécularisation (sauf exceptions, la crise des vocations, par exemple, n'a pas été résolue et le clergé continue d'être constitué majoritairement par des missionnaires étrangers), d'autre part par la concurrence que lui oppose, dans un contexte d'exaltation du

marché, une mouvance religieuse qui, malgré ses protestations d'apolitisme, pratique un mode plus poussé de confusion du politique et du religieux. Les premières implantations protestantes (luthériennes, anglicanes) en Amérique latine sont apparues après l'indépendance, avec des immigrants européens, au Brésil, au Chili et en Argentine principalement, et sont demeurées circonscrites à ces groupes (1). A la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, accompagnant l'influence économique et politique croissante des Etats-Unis dans la région, des missionnaires nord-américains des Eglises presbytériennes, épiscopales, méthodistes, baptistes... se glissèrent dans l'espace ouvert par le libéralisme dans sa lutte contre une Eglise catholique identifiée aux vestiges de l'ordre colonial.

En Amérique latine, la Réforme a

fait ses premiers pas dans le sillage des réformes libérales. Mais ce n'est qu'avec les effets de la crise de 1929 qu'elle se développa le courant qui devint vite dominant au sein du protestantisme latino-américain et assurera sa percée, le pentecôtisme. Les quinze dernières années sont une nouvelle étape, plus décisive : le phénomène évangélique sort de la marginalité et s'affiche sur le devant de la scène. Au Brésil, en Bolivie, au Chili, au Guatemala surtout, on assiste à une véritable « explosion » (entre le quart et le tiers de la population dans le dernier de ces pays) ; les minorités protestantes sont plus pratiquantes, plus prosélytes et plus encadrées que les catholiques, sociologiquement majoritaires.

Le pentecôtisme opère une « rechristianisation par le bas ». A la différence du protestantisme traditionnel, il s'implante dans les couches populaires, parmi les laissés-pour-compte du progrès, les témoins des échecs de la modernisation, les victimes des crises et des conflits. Il se développe notamment au sein des populations déracinées qui, lors des dernières décennies, sont allées gonfler les bidonvilles des grandes métropoles ou peupler les zones de frontières agricoles. Il se répand dans les zones rurales dépeuplées, mais aussi au sein des populations indiennes paysannes délaissées par le clergé catholique (Bolivie) ou déçues dans leurs attentes à son égard (Guatemala), parmi les Indiens déplacés, parqués dans des réserves (Brésil) ou dans des villages de regroupement.

Les sectes prolifèrent dans un relatif vide institutionnel (le néo-libéralisme accentue une absence de l'Etat que compensent difficilement les municipalités, les ONG, les Eglises traditionnelles, les organisations de l'opposition), ainsi que sur un tissu social et économique désagrégé. La « communauté des frères » — comme les Indiens, les évangéliques s'appellent entre eux « hermanos » — offre un substitut au lien communautaire déchiré, décomposé. Elle aide le groupe à survivre dans des situations parfois extrêmes.

Les assemblées de pentecôtistes mobilisent l'efficacité, mettent en scène les émotions ; elles doivent une bonne partie de leur succès à l'ap-

tude à capter les aspirations et les expressions de la religiosité populaire et à les transmuter en « manifestations de l'Esprit saint » : possession, transe, « don des langues », don d'opérer des guérisons et autres « miracles », rêves divinatoires, signes annonciateurs de la fin des temps, etc. Cette réhabilitation s'accompagne toutefois d'une totale intolérance à l'égard des croyances et des cultes « païens », d'origine précolombienne ou africaine, et des syncrétismes plus ou moins acceptés par l'Eglise catholique. La chasse à l'« idolâtrie » et à la sorcellerie se double d'une guerre au fléau de l'alcoolisme.

Des positions politiques

Le recours aux satisfactions symboliques et les attentes millénaristes n'interdisent pas toute action socio-économique, mais les principaux changements s'opèrent dans la vie quotidienne, dans le cadre de la famille et de la communauté des croyants. Toutefois, lors des deux dernières décennies, des sectes néo-pentecôtistes et d'autres sectes de choc — pas toutes protestantes — affirment des positions plus ouvertement politiques et idéologiques, d'orientation fondamentaliste.

Leur stratégie est celle de la conquête des élites : les « néo-dévoûs » (born again) sont souvent des technocrates, des gestionnaires, des ingénieurs, des hommes et des femmes des médias ou du monde des affaires, des hommes politiques, etc., susceptibles d'occuper des lieux de décision et de pouvoir. Les médias jouent un rôle essentiel dans la mobilisation des bases par ce « secteur émergent ». Les résultats de cette stratégie de « réévangélisation par le haut » ne se sont pas fait attendre : deux chefs d'Etat au Guatemala (le général Ríos Montt et l'actuel président Jorge Serrano), un vice-président et plusieurs personnalités dans l'entourage du président Fujimori au Pérou, des députés au Brésil et en Colombie. Au Honduras, le président Callejas est entouré de membres de diverses sectes, dont l'Eglise de Moon.

Avec le reflux des idéologies révolutionnaires et progressistes, la « lutte pour le sens » se déplace : elle oppose maintenant un catholicisme d'après la période postconciliaire (d'après la Réforme) à un évangélisme qui, ayant lui-même pris le contre-pied de la Réforme, s'étend à la faveur des crises et des guerres et de tout ce qui jette un soupçon sur la vision optimiste des Lumières. Les nuances ne sont pas minces mais elles fixent ainsi — pour combien de temps ? — l'enjeu et le champ du conflit : l'Eglise catholique s'efforce de restaurer son autorité en affirmant sa vocation rectrice et protectrice des pauvres et des déshérités, mais, de plus en plus nombreux, ceux-ci se tournent vers des Eglises et des sectes qui, s'étant implantées ou renforcées à la faveur des dictatures militaires et de la vague néo-libérale, sont fondamentalement anti-humanistes.

Pourtant la complexité et la fluidité des rapports entre communauté et individu, entre base et responsables, au sein de chacune des deux mouvances, laissent ouvertes les chances de la modernité et de la démocratie. En tout état de cause, les sociétés latino-américaines, même si elles ne sont pas des sociétés laïques, sont trop sécularisées, trop fragmentées et trop ouvertes — à l'intérieur et plus encore sur l'extérieur — pour se laisser submerger par des vagues fondamentalistes ou de restauration religieuse.

(1) Pour une approche historique, cf. Jean Mayer, « Les protestantismes en Amérique latine », Cahiers des Amériques latines, n° 9, IHEAL, Paris, 1990.

Prochain article
Progrès
et espérance régionale

Pérou : l'épée et la croix

Les jésuites ont été les propriétaires terriens les plus puissants de la vice-royauté tout en faisant du commerce

LE 16 novembre 1532, Francisco Pizarro, ses 180 soldats et ses 37 chevaux font irruption sur la place de Cajamarca. Le Père dominicain Vicente Valverde, qui accompagne les conquérants, offre sa Bible à l'empereur Atahualpa, qui la jette à terre et blâme les envahisseurs espagnols pour tous les dégâts causés. Parce qu'il refuse les choses de Dieu, Atahualpa est fait prisonnier devant son armée de 100 000 indigènes.

La libération est mise à prix : une salle remplie d'or et deux autres d'argent. Les fantasmagoriques trésors de l'empire sont acheminés vers Cajamarca. Malgré la rançon, la bonne foi de l'Inca est trahie. Il est exécuté le 29 août 1533.

Pizarro et Valverde — l'épée et la croix — descendent alors sur Cusco.

Cajamarca n'est que le premier épisode sanglant de la conquête, de l'évangélisation et du pillage de l'empire inca.

L'expropriation est justifiée théologiquement par une grande partie de l'Eglise. Les Incas idolâtres doivent payer leur rédemption en espèces sonnantes mais aussi en terres, en produits agricoles et en travaux forcés dans les mines d'argent de Potosi et celles de mercure de Huancabamba.

Très vite, la société andine, de base agricole, est désarticulée. La population indigène « combustible du système productif colonial », comme l'a écrit le Brésilien Darcy Ribeiro, est décimée (elle tombe de neuf millions à un million d'habitants en cinquante ans) et les terres de la communauté indigène sont usurpées. Au début du XVII^e siècle,

l'économie coloniale est consolidée grâce à l'exploitation féodale des haciendas. L'Eglise vient en tête du système d'accumulation : le clergé séculier dispose d'une part de la dîme ; mais les curés perçoivent aussi certaines redevances, notamment lorsqu'ils administrent les sacrements ou président les cérémonies (baptêmes, mariages, enterrements) et les fêtes du « saint patron ».

Manuel de Vidaurte est sidéré de voir comment les Indiens misérables sont victimes de chantages et, pour « gagner une place auprès des anges dans l'au-delà », sont obligés d'être les « parrains » de la fête. Il leur faut alors déboursier chacun de six à quatre pesos, livrer un panier d'œufs, une marmite de beurre et une douzaine de poules...

de Lima
NICOLE BONNET
Lire la suite page 14

CHAMPS ECONOMIQUES

LECTURES

BERNARD MARIS

L'armée internationale de réserve

Le fameux village planétaire, engendré par l'économie-monde, a tous les aspects réjouissants du village : rien n'y passe inaperçu, on s'y détecte depuis des générations, et, à l'occasion, on s'y écrie pour des questions de clôture. Pas de bucolique anglais, mais le tintamarre infatigable du marteau-piqueur. Dans le vacarme et la fumée, le château du Nord est épié depuis les communs surpeuplés du Sud. Demain, bel tragique au village !

Chantons sous la pluie acide

L'État de la planète, de Lester R. Brown (1). Qu'est-ce qui chauffe le plus, la Bourse ou la planète ? Les deux. Si l'économie va bien, l'écologie va mal. Depuis Jean-Baptiste Say, qui clama que les ressources étaient incalculables, un économiste croisant un écologiste n'a rien à lui dire, en dehors de l'injure rituelle d'adorateur de Cro-Magnon.

Fait extraordinaire, dans ce livre des économistes éviscèrent calmement l'écologie, ou peut-être l'inverse. Et tout ça depuis Washington D.C., capitale du pays où moins de 5 % de la population mondiale absorbe plus du tiers de l'énergie du globe, avec le record absolu du déchet, où l'on rendait infiniment pour signer le protocole de Londres sur la protection de l'ozone, et où la Texas Crude s'apprête à détruire, pardon, développer, un million d'hectares d'Amazonie.

Dans une huitième autopsie du crime contre nature, pis, du matricide, Lester Brown et ses associés déchiffrent l'alternative schizophrénique de l'adoration ou de la baine de la croissance. Ils parlent du progrès, de l'emploi. Ils écoutent attentivement les violons statistiques qui bercent notre bien-être. Forte hausse, aux États-Unis, de la production ou des valeurs boursières depuis 1980 ? Mais en moyenne d'espérance de vie, d'analphabétisme, et de revenu par tête... les États-Unis déclinent ! La première victoire de l'écologie est une victoire sur l'idéologie niaise du chiffre.

Rassurez-vous, lecteur chagrin, il y a de quoi pleurer : la désertification, les pluies acides, les gaz à effet de serre, la disparition des espèces, le smog, et l'omniprésence et imbibable voiture, mauvais serviteur et bien méchant maître. Quatre chapitres évoquent l'urbanisme, l'énergie, le recyclage, la forêt. Un chapitre courageux parle de l'avortement.

Mais le plus curieux concerne les militaires. On imagine mal la longue guerre menée par les armées contre l'environnement. En temps de conflit évident, à coups de défilants ou de tapis de bombes, mais surtout dans le silence du secret défense en temps de paix. Sans parler des bricoles, comme les taux de leucémie effrayants après les essais nucléaires dans l'Utah ou le Nevada, l'armée consomme beaucoup d'eau, d'air et d'espace. Et les dégâts procurés par l'entraînement d'un bombardier furtif à notre petite ozone, bien discrète aussi, pau-

vrete, font presque regretter d'avoir jeté sa bombe à raser.

Il ne s'agit pas du traditionnel requiem pour une planète défunte. Pas de jérémiades apocalyptiques. Mais une politique économique verte, très précise (notamment dans le dernier chapitre consacré aux impôts verts et crédits verts), en attendant la « morale écologique » qui nous fera bien, un jour, pousser de rire devant les grosses BMW.

Avec l'écologie, suggère Lester Brown, l'économiste retrouve son rôle primordial de comptable. Il n'y aura pas de monnaie pour la dette écologique : quelqu'un paiera. Que chaque génération soit donc comptable de son patrimoine. Allez, les comptables nationaux ! Enregistrez désormais les voitures qui naissent, mais aussi les papillons qui meurent. Sinon, ceux qui chantent aujourd'hui sous la pluie acide verront leurs enfants danser sur un cadavre.

Mouvements et populations

L'Empire du chaos, de Samir Amin (2).

Il y a chez Samir Amin des mots tellement porteurs de nostalgie : crise, contradiction, aliénation. Aliénation possède un si doux parfum de sixties... Et que dire du joli « *compradoriser* » (traduction : « mercantiliser »), qui revient à chaque page ? Toute l'Amérique latine, le Ché.

Samir Amin réécrit un peu chaque fois le même livre. C'est le Patrick Modiano de l'économie. Ses lecteurs ne seront pas déçus. Ils retrouveront les images du catalogue marxiste, confiant, solide, et même des nouveautés : l'écologie et la guerre Nord-Sud. Feuilletez, camarades, et espérez. Car le libéralisme, « qui a le vent en poupe », s'effondrera sous le poids des contradictions qui s'accumulent.

Le défi démocratique, l'alternative socialisme ou barbarie, le chaos mondial aggravé par l'extension du marché, et tant de luites à venir... Clichés pour réchauffer les cœurs, ou crues vérités ? Le lecteur choisira. Mais dans tous les cas il aimera le ton particulièrement dur de ce livre, vis-à-vis de la Banque mondiale, qui fait parler les statistiques, à la façon libérale, sous la torture des modèles, de l'Europe, qui était peu avant la guerre du Golfe, et rien après ; des médias, caisses de résonance de la raison des plus forts... Le Nord règne, mais ne gouverne pas.

La Population de la France, de Daniel Noin (3). Parce que les phénomènes de population se déroulent dans les profondeurs sociales, la lecture d'un livre de démographie permet toujours de se ressourcer, d'autant que la France est, démographiquement, un pays original et mystérieux.

Par exemple, ce mystère de la première baisse de fécondité de l'Occident au XVIII^e. Ne faisait-il plus bon vivre en France ? Au contraire. Au même moment, les Français s'agitaient, à notre pays devenant un terminal. On s'y arrête. On s'y installe. Et comment mesurer mieux l'intégration que par la fécondité des étrangères, qui se rapproche de celle des Françaises ?

Livre très descriptif, riche en séries longues et en cartes, porteur de multiples informations (ainsi, très

étonnant : le taux d'activité des femmes était plus fort en 1920 qu'aujourd'hui), et qui consacre une belle part à l'immigration.

Migrations, changements sociaux et développement, d'André Quessal et Patrice Vinard (4).

Lire ce colloque de l'ORSTOM à base d'enquêtes démographiques sur les migrations internes d'Afrique noire, d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Inde, pour le très gros travail de terrain, les difficultés d'analyse de la motivation du migrant, et surtout, hélas, l'inefficacité totale des tentatives de contrôle.

Le Nord se reforme

La Nouvelle Organisation internationale des échanges, de Bernard Dézert et Gabriel Wackermann (5).

Sous une couverture à donner des troubles visuels, de nombreuses cartes et données (et parfois répétitions) concernant les réseaux mondiaux d'échanges, les systèmes de transport, les réseaux et nœuds de communications. « *L'espace n'est jamais en équilibre* », dit Gabriel Wackermann.

Centres et périphéries se déplacent constamment. Autour des trois grandes aires (Japon, Amérique, Europe), les liens invisibles des télécommunications deviennent plus importants que ceux, visibles, des marchandises.

Le Commerce international, de René Sandretto (6).

Alors, faut-il fermer ou non ? Lumineuse réponse normande dans cette belle synthèse, de lecture très aisée, qui part des institutions pour aller aux faits, en passant par les théories. On appréciera la présentation hyper-didactique et la critique de la « divine justice » des analyses classiques (heureux les pays pauvres car ils vont s'enrichir grâce au commerce international), ainsi que la bonne part faite à l'échange inégal.

La réflexion sur le concept économique de nation, emprunté à François Perroux, est un peu la trame de l'ouvrage. Le Nord achète au Nord, les termes de l'échange continuent de se dégrader, et un subtil « protectionnisme furtif » se dessine. L'accompagnement d'une explosion des firmes transnationales.

Paradoxalement, la souveraineté nationale s'affaiblit, alors que s'affirme le fait national... « *Les schémas théoriques classiques sont devenus caducs* », conclut ce livre riche d'informations, encadrés, et références.

- (1) *L'État de la planète*, Economica, 385 p., 98 F.
- (2) *L'Empire du chaos*, L'Harmattan, 140 p., 75 F.
- (3) *La Population de la France*, Masson, 204 p., 125 F.
- (4) *Migrations*, ORSTOM, 390 p., 110 F.
- (5) *La Nouvelle Organisation internationale des échanges*, C.O.S.I.E.S., 234 p., 136 F.
- (6) *Le Commerce international*, Armand Colin, 190 p., 69 F.

Les pauvres et leurs experts

Démocratie et pauvreté (1) réunit les actes, presque spontanés, d'un colloque du Bicentenaire organisé par l'association ATD-Quart Monde. Un air très vif y souffle. Les grands universitaires invités (Michel Vovelle, Alfred Grosser, Pierre Rosanvallon...) ne sont pas vraiment de ceux qui se drapent dans le jargon, mais là, contact des militants de l'humilité et du dévouement oblige, ils ont laissé la robe doctorale au vestiaire.

Interessaient auprès de Dieu, puis parastie, végétarisme, canaille (le Nous sommes les sans-culottes et la canaille), dit Robespierre, ballotté entre la peur, la haine, rarement le mépris, le pauvre n'est pas un bon consommateur, encore moins un bon producteur, et, contrairement à l'ouvrier, il n'a aucun avenir.

Cheque époque eut ses « nouveaux » pauvres : maçons de la Creuse, ouvriers accidentés, et Auvergnats, lesquels inspirèrent beaucoup de réputation (aujourd'hui, ils auraient plutôt la nefrite délicate). Ils furent chassés de l'hôpital, récupérés par les rentiers (très belle communication du professeur Péquignot). Bébou fut un vrai pauvre. Et nous, narcoïsses, émus

de notre propre compassion de bazar, notre pitié de jeu télévisé, pouvons-nous encore lire ce livre ?

Les Nababs de la pauvreté, de Graham Hancock (2). Deux catégories d'experts doivent se sentir relativement mal à l'aise, au moins dans leur capacité à communiquer leurs trouvailles : les experts en chômage et ceux en développement.

Ce livre concerne les seconds. Il est d'une effroyable méchanceté. Tourisme du développement, gros émollients, et champagne au milieu des affaires.

Il contient une attaque d'une violence inouïe contre la Banque mondiale et sa bureaucratie, capable de préparer... « une solution finale pour les pauvres » ! Hélas, les parasites ne se contentent pas d'être passifs, et sur le chemin de la Banque, les catastrophes financières succèdent aux catastrophes écologiques. A lire pour enragier.

- (1) *Démocratie et pauvreté*, ATD-Quart Monde-Albin-Mir, 690 p., 180 F.
- (2) *Les Nababs de la pauvreté*, Robert Laffont, 340 p., 130 F.

Pérou : l'épée et la croix

Suite de la page 13

Les multiples confréries rivalisent de largesses. De surcroît, et illégalement, les curés se font un bon petit pécule en tant qu'agriculteurs, mineurs ou commerçants, comme celui dénoncé par le franciscain Buenaventura de Salinas, qui chargeait comme des mulets trois cents indiens et les faisait fouetter par des gardiens mépris pour qu'ils acheminent son bétail jusqu'à Cusco où le prix de vente était trois fois plus élevé.

Certains missionnaires protestent vigoureusement contre ces pratiques, alors que les Indiens pensent que « l'or est le Dieu des chrétiens » comme le note le Père dominicain Bartolomé de Las Casas, ou comme le souligne le Père jésuite José de Acosta, « que l'Evangile et les sacrements se vendent ». Mais ils préchent dans le désert, et l'interdiction faite au clergé par le Concile de Trente de se mêler de commerce ou d'industrie restera lettre morte.

D'importantes donations

Pour leur part, les ordres religieux bénéficient de donations (et d'importantes dots lorsque les filles de bonne famille entrent au couvent) mais ils vivent surtout de baux, d'hypothèques et d'usure, comme le démontre l'historien Luis Miguel Grube. Ayant étudié minutieusement le pouvoir de l'Eglise à Cusco pendant l'époque coloniale, il retrace notamment l'histoire des religieux du couvent de Santa Clara et des béthémistes.

Les sœurs clarisses s'installent en 1559 à Ollantaytambo, dans la vallée sacrée de l'Inca, sur des terres dont un converti leur a fait cadeau. En 1586, elles accordent un prêt à Antonio de Porras, un propriétaire terrien voisin. Trois ans plus tard, la dette étant impayée, elles disposent en usufruit d'une de ses haciendas et en obtiennent, peu après, d'une façon plus ou moins régulière, le droit de propriété. En 1622, la veuve de Porras perd toutes ses terres mais elle obtient en compensation que sa fille prenne la voile, ce qui était alors l'ambition la plus chère de l'élite

locale. A Cusco même, l'ordre des béthémistes accumule, en peu de temps, des biens pour une valeur de 300 000 pesos.

Les moines héritent de la fortune du curé de San Blas, puis reçoivent les dons généreux de la confrérie du Doux nom de Marie, les biens mobiliers du notable Molinedo et l'hacienda du curé d'Ollantaytambo. Ils dirigent le plus grand hôpital de vice-royauté et sont bientôt présents dans toutes les villes.

Ils sont quant à eux autorisés à « faire n'importe quoi » car ils doivent financer leurs œuvres de charité. Ils ne s'en privent pas mais ils se comportent aussi comme de dynamiques entrepreneurs. En comparaison, les dominicains étaient les « pauvres de Cusco ». N'empêche, ils dépensaient 50 000 pesos par an pour moderniser et enrichir leurs monastères.

Cependant les jésuites ont été les propriétaires terriens les plus puissants de la vice-royauté. En effet, ils ont réinvesti la majorité de leurs profits, tirés de leurs collèges et de leurs monastères, dans l'acquisition de terres situées principalement sur la côte. Ils ont diversifié la production, plantant de la canne à sucre au nord (le sucre deviendra le premier produit agricole d'exportation), des vignobles au sud et du coton.

Ils ont aussi introduit la coca à Husnu (Ayacucho) et fabriqué de l'alcool de canne. Comme les familles de coca et l'alcool faisaient partie du salaire de l'Indien, leurs débouchés étaient assurés ainsi que de bons dividendes, si l'on s'en rapporte aux commentaires royaux de Garcilaso de la Vega.

La Compagnie de Jésus s'était spécialisée aussi dans le commerce. Elle centralisait à Lima les marchandises provenant des régions les plus reculées et les redistribuait dans tout le pays. Le vice-roi Manuel de Amat, essaya, en vain, de mettre fin à cette activité, semble-t-il peu prestigieuse, parce que « les Pères parcouraient tous les jours les marchés, les tavernes, les boutiques et les entrepôts avec leur

mule, une petite table [de calcul] à la main pour compter l'argent gagné ».

Les « fabuleux trésors » engrangés par les Pères jésuites faisaient jaser l'élite créole. Mais, dans une large mesure, il ne s'agissait que d'une légende, comme le démontrent l'inventaire de leurs biens à la suite de leur expulsion, en 1767. La quantité d'argent et de bijoux saisis, considérable certes, était loin de répondre à l'attente des commissaires-priseurs. Cela démontre que les jésuites étaient beaucoup plus modernes que leurs contemporains, comme l'historien Pablo Macera.

Les idées libérales

Bien qu'il ait investi des sommes fabuleuses dans la construction d'églises et l'ameublement de leurs résidences, ils accordaient une importance primordiale à l'acquisition de plus de 6 millions de pesos. Grâce au perfectionnement de leur méthode de gestion, ils administraient une économie complexe et sur une grande échelle depuis Lima, ce qui les situe à l'avant-garde de leur époque.

Au dix-huitième siècle, l'Eglise est à son apogée. A Lima, la « ville des rois » (treize-à seize mille habitants) on compte alors six mille moines ; mais ceux-ci s'intéressent de plus en plus à la vie matérielle. Emules du frère Tomas de Merriado, qui fut l'auteur au seizième siècle d'un guide des marchands, ils s'engagent en agents commerciaux de la monarchie, allant jusqu'à proposer de nouvelles techniques pour améliorer l'exploitation des mines.

Les marins espagnols, Jorge et Antonio de Ullua constatent que « pour faire des richesses il faut prendre l'habit et ne pas avoir de scrupules... ». Les tractions commerciales des jésuites étaient, dans l'ensemble, limitées, au regard des méthodes usuelles employées par d'autres religieux et dénoncées par les écrivains de l'époque.

Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, le Rôdillisme colonial est remis en cause. Les premiers soulèvements indigènes éclatent sur les hauts plateaux et, en 1781, Tupac Amaru assège Cusco. Quarante ans plus tard, l'indépendance est proclamée à Lima, mais il faut attendre 1824 pour que Bolívar gagne la bataille finale dans les Andes. Avec l'avènement de la République, les idées libérales et maçonniques prennent de l'essor. De nouveaux groupes économiques vont

survir avec le boom du guano grâce auquel s'ébauchera l'Etat moderne.

Parallèlement va décliner l'influence de l'Eglise. Celle-ci essaie bien de maintenir son *status quo* mais des voix toujours plus nombreuses proposent le retour à « l'humilité évangélique » et s'élèvent contre « le poids intolérable de la dette et les charges monstrueuses » qui accablent les paysans. Selon un inventaire effectué en 1847, trois mille deux cent cinquante-trois religieux et curés ont perçu 828 125 pesos dans l'année grâce aux redevances.

Les libéraux décident alors la suppression de la dîme et autres tributs. Ruinés, une cinquantaine de couvents ferment leurs portes et le nombre des religieux diminue de moitié. Les biens ecclésiastiques sont pillés : Bolivie finance une de ses expéditions militaires en confiscant 500 000 pesos à l'Eglise de la côte nord.

Le clergé est relégué aux sacristies et, bien vite, il est décidé que les curés deviendront de simples salariés de l'Etat. L'évêque d'Ayacucho, Mgr Moreyra, proteste : « Avant, les fils de famille voulaient tous être prêtres. Maintenant, n'importe quelle carrière procure une vie plus florissante. L'Etat donne 50 pesos par mois aux curés. C'est moins que ce que reçoit le portier d'un ministère ».

Les vocations religieuses se font plus rares. A la fin du dix-neuvième siècle, l'Eglise perd ses derniers privilèges. Désormais l'état-civil est laïcisé. En 1919, le processus de sécularisation est achevé.

En revanche, durant la seconde moitié du vingtième siècle, l'Eglise joue le rôle de pionnier de la réforme agraire dans les Andes. Les évêques de Cusco et de Cajamarca distribuent leurs terres aux paysans et créent des centres d'apprentissage pour former les futurs cadres ruraux.

Aujourd'hui, l'Eglise catholique n'est plus guère une puissance économique. Mais elle est toujours à la tête d'un patrimoine culturel important, contrôlant encore la moitié de l'éducation privée. Elle joue aussi un rôle de premier plan comme support institutionnel d'activités sociales (qu'il s'agisse de l'alimentation, de la santé, ou du développement) financées par la solidarité internationale. Enfin, face à un Etat en pleine déliquescence, l'Eglise est à nouveau l'institution la plus solide du pays.

de Lima
NICOLE BONNET

Correspondance

Après la publication de l'article intitulé « L'Italie hémiplogue » (« Champs économiques » du 23 juillet), Jacques Fayette, professeur à l'université Jean-Moulin de Lyon, nous écrit :

Il est incontestable que la faiblesse de l'Etat et que le problème du Mezzogiorno constituent deux boulets dans la croissance italienne. Cependant, ce gouvernement, particulièrement faible et qualifié de « balnéaire » lors de sa première composition, au début de l'été 1989, a pu réaliser un nombre impressionnant de réformes : loi Amato transformant le secteur bancaire, loi donnant une structure politique plus stable aux collectivités territoriales, évolution des structures universitaires.

Il convient de citer le début d'un mouvement de privatisation de l'énorme secteur public, suite au rapport Scognamiglio, mouvement dont l'ampleur dépendra du succès du ministre du Trésor, Guido Carli, des pressions de Bruxelles et, inversement, de la capacité de résistance des secrétaires généraux des partis au pouvoir, dont dépendent environ quinze mille postes au nom du principe de la *lottizzazione*. Enfin, on ne peut pas omettre les efforts opiniâtres du président Francesco Cossiga et d'autres hommes politiques pour mettre à jour les institutions.

En ce qui concerne le Mezzogiorno, la dissolution de la Cassa en 1986 s'est traduite par une baisse notable des transferts de ressources et corrélativement par un début de prise en main du développement par des entrepreneurs locaux, avec

une propension élevée à la création d'entreprises et des réussites incontestées, comme celle de Bari. Par ailleurs, il est tout à fait inexact de dire que les entreprises italiennes sont absentes de l'étranger et spécialisées dans des activités à faible valeur ajoutée. Comment expliquer alors que la France soit passée en dix ans d'un excédent commercial de 4 milliards de francs à un déficit de 17 milliards en 1990 et probablement supérieur à 20 en 1991, et tout cela avec un contenu sectoriel qui se traduit par une perte d'environ cent mille emplois ?

Comment expliquer que l'Italie équilibre presque ses échanges avec le Japon, grâce à ses commerçants, ses créateurs et ses ingénieurs, [qu'elle] soit en train de dépasser l'Allemagne dans de nombreux domaines de la machine-outil, et notamment la robotique, [qu'elle] se soit hissée au deuxième rang mondial dans le secteur des grands travaux, derrière les États-Unis mais devant le Japon et la France ? On pourrait multiplier les exemples. Les groupes français l'ont bien compris, et la France est devenue le premier investisseur étranger dans la péninsule.

Il est probable que l'Italie dépassera la France avant la fin du siècle et il est certain que toute la partie se situant au nord de Rome a un niveau de vie plus élevé que la moyenne française. A l'heure où certains craignent une Europe trop centrée à l'est, la coopération entre les pays méditerranéens devient plus que nécessaire. Cela passe par une juste appréciation des forces et des faiblesses des uns et des autres.

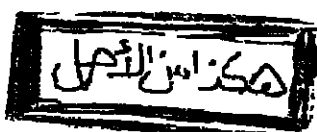
Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
Juillet/Août 1991
LES RÉFUGIÉS
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

de réserve

les pauvres et leurs experts

Correspondance

LES RÉFUGIÉS



ÉCONOMIE

BILLET

L'Allemagne et ses impôts

L'Allemagne va-t-elle profiter de la création du marché unique européen pour relever fortement ses impôts indirects et financer plus facilement les dépenses budgétaires entraînées par la réunification? La tentation est forte outre-Rhin d'augmenter de 2 points le taux normal de la TVA. M. Moellenen, ministre des finances, est partisan d'une telle opération qui rapporterait environ 30 milliards de marks, soit près d'une centaine de milliards de francs. Une aubaine quand on sait que cette année le déficit public, qui ne cesse de s'aggraver, pourrait atteindre 155 milliards de marks, soit environ 5 % du produit national. Pour éviter que la gigantesque opération de réunification en cours ne débouche sur des désordres monétaires et une forte inflation - gare aux désordres à l'heure où l'URSS est profondément déstabilisée, - l'Allemagne est obligée de mener une politique économique rigoureuse. D'où le relèvement des taux d'intérêt; d'où la « contribution de solidarité » payée début juillet, en fait une hausse de 7,5 % de l'impôt sur le revenu, qui rapportera 22 milliards de marks; à quoi s'ajoutent d'importantes hausses de l'essence et des assurances. Difficile de faire davantage dans ce domaine. La voie est plus ouverte du côté de la TVA. Le rapprochement des taux européens, entériné par la Commission de Bruxelles pour que puisse fonctionner sans trop de distorsions de concurrence le marché unique de 1993, implique en fait que l'Allemagne relève son taux normal tandis que la France baisserait le sien.

En juin dernier, la Commission a fait admettre le principe d'un taux normal minimum de 15 % et d'accepter l'idée que toute modification intervenant désormais devrait aller dans le sens d'une plus grande convergence. La France, qui est à 18,6 %, verrait ses efforts d'harmonisation facilités si l'Allemagne, au lieu de fixer son taux normal à 15 %, passait directement à 16 %. En juin dernier, l'Allemagne avait fait partie du groupe des pays qui s'étaient opposés à la fixation du taux minimum de TVA à 16 %, alors que huit nations sur douze y étaient favorables. En quelques semaines, les choses ont évolué. Bonn n'a pas encore sauté la piste, mais, interrogé il y a quelques jours à la télévision, M. Helmut Kohl n'a pas écarté la possibilité d'une hausse de 2 points de la TVA en janvier 1993. Il est vrai que M. Waigel, le ministre de l'économie, s'y déclare opposé dans une interview publiée cette semaine dans Die Welt...

ALAIN VERNHOLIS

Après la démission des trois principaux dirigeants de la firme

Le Trésor américain atténue ses sanctions contre Salomon Brothers

Suite à la démission des dirigeants de Salomon Brothers (le Monde daté 18-19 août), le gouvernement américain a annulé, quelques heures après l'avoir décidée, la suspension de cette firme d'investissements de toute participation directe aux ventes des bons du Trésor.

Cette volte-face inattendue fait suite à la démission dimanche 18 août des trois principaux dirigeants de Salomon Brothers, l'une des plus importantes firmes d'investissements de Wall Street à la suite des irrégularités commises par certains employés de la société sur le marché des fonds d'Etat. Cette décision est liée au remaniement rapide de l'équipe dirigeante de la firme et à la nomination à sa tête de M. Warren

Builet, l'un des principaux actionnaires individuels de la société de courtage.

Le département du Trésor, en suspendant Salomon Brothers, avait précisé que cette disposition resterait en vigueur « jusqu'à l'adoption des mesures appropriées » face aux achats irréguliers de bons du Trésor et dans l'attente des résultats de l'enquête en cours sur ces acquisitions. La firme d'investissement pourra donc à nouveau acheter des bons du Trésor pour son propre compte, mais non pour le compte de ses clients. Elle pourra cependant revendre à sa clientèle les bons qu'elle aura achetés à précédé le Trésor.

De plus, dans le même communiqué, le département du Trésor a fait part de sa haute considération envers M. Builet et a déclaré « qu'il souhaitait entretenir avec le nouveau président une relation de travail

constructive ». Finalement ce sont trois dirigeants de Salomon Brothers et non deux qui ont démissionné de leurs fonctions dimanche à New York, au cours d'une réunion d'urgence du conseil d'administration. Si le départ du président, M. John Gutfreund, soixante-deux ans, ainsi que celui de M. Thomas Strauss, quarante-neuf ans, étaient prévus depuis vendredi dernier, s'y est ajouté celui du vice-président de la firme, M. John Mervin, âgé de quarante-quatre ans. D'autre part, le responsable des échanges de bons du Trésor, M. Paul Mozer, ainsi que son adjoint M. Thomas Murphy, ont été licenciés.

Mercredi 14 août, M. Gutfreund avait reconnu être informé depuis plus de quatre mois d'irrégularités commises durant l'hiver 1990 et le printemps 1991 par des cadres de sa

société sur des achats de bons du Trésor américain, et ne pas en avoir informé les autorités américaines. Les bons du Trésor sont émis lors d'adjudications organisées par le département du Trésor pour financer en particulier l'énorme déficit budgétaire américain et la dette des États-Unis. Seules 40 firmes, sélectionnées par les autorités américaines, sont autorisées à acheter ces bons, dans la limite de 35 % du total émis par le Trésor lors d'une adjudication. La direction de Salomon Brothers a reconnu que ses achats avaient normalement atteint 57 % des bons à cinq ans émis lors de l'adjudication de février 1991. Les échanges de bons du Trésor entre investisseurs approchent aujourd'hui les 120 milliards de dollars par jour (720 milliards de francs), contre seulement 25 milliards en 1975.

La finance malade

Pour échapper à la tourmente des scandales il faut soumettre les circuits de l'argent à un véritable code

L'argent fou. L'argent sale. L'argent qui corrompt... Cet été, les scandales auront été financiers. La chronique des marchés est devenue celle des délits en tout genre. Tokyo, Francfort, New-York, Varsovie, Islamabad, Luxembourg; partout, des banquiers et des opérateurs boursiers se trouvent impliqués dans des opérations frauduleuses. La multiplication des scandales va-t-elle jeter le discrédit sur l'ensemble des intermédiaires financiers? Indispensables à l'économie de marché - comme les veines à l'organisme humain - les circuits de l'argent ont besoin pour fonctionner de la confiance des agents économiques. Celle-ci s'en trouve aujourd'hui quelque peu ébranlée. C'est aux crises - cardinales - qu'il faut répondre.

A Tokyo, des intermédiaires de la Bourse (les Nomura et autres prestigieuses institutions) protégés par le gouvernement japonais, ont été impliqués dans une affaire de fausses ventes. A Francfort, quarante-cinq banquiers sont impliqués dans une affaire de manipulation de cours. A New-York, des cadres d'une importante maison de titres (Salomon Brothers) ont avoué avoir enfreint les règles lors des enchères organisées par le Trésor. L'équipe dirigeante de la prestigieuse institution a démissionné ce week-end. A Varsovie, les dirigeants de la banque centrale sont mêlés à un détournement de fonds publics - le gouverneur a été limogé. Et puis, partout, il y a la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), « le plus important scandale bancaire de tous les temps », selon les termes des autorités américaines, un fait-litton mondial dont on ne connaît pas encore la fin.

Au-delà de leur diversité, tous ces scandales soulèvent donc un même et unique problème: celui de la confiance. Pour assurer notamment le lien entre l'épargne et l'investissement, l'argent doit circuler. Chaque acteur de la vie économique doit avoir confiance non seulement dans la monnaie mais aussi dans les réseaux où elle

circule. La sécurité de l'épargne publique doit être assurée. Il y a, à cela, trois conditions: il faut qu'il y ait des règles du jeu claires, qu'une police efficace en surveille le respect et qu'enfin, les opérateurs les acceptent. Aucune de ces trois conditions ne semble totalement remplie aujourd'hui.

Emportés par la vague libérale, la finance a connu au cours des années 80 un profond mouvement de déréglementation. Anarchique et incomplet, celui-ci a conduit à la situation actuelle, celle d'un grand vide. Les anciennes règles ont disparu, les nouvelles ne sont parfois pas encore définies. C'est un peu la loi de la jungle qui s'instaure ainsi dans le commerce de l'argent, au niveau national comme au niveau international.

L'image correspond parfaitement à la finance dans les pays d'Europe de l'Est. Là-bas, la transition est globale: la reconstruction d'un véritable système financier passe par la création de tout un ensemble réglementaire. Les scandales, comme l'affaire polonoise de détournement de fonds publics au profit d'un capitaliste privé dynamique - au nom prédestiné de M. Bagisz - y sont sans doute, dans ces conditions, particulièrement inévitables. La dérégulation d'un grand procès apparaît comme l'une des urgences des réformateurs européens.

A finance mondiale réglementation mondiale

Ce n'est pas un hasard ensuite si les scandales récents les plus importants ont éclaté au Japon et en Allemagne. Dans ces deux pays, la déréglementation du système financier est beaucoup plus récente qu'aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou même en France. Alors qu'y perdurent des comportements anciens, les nouveaux circuits de l'argent fonctionnent sans nouvelles règles de conduite. Au Japon, bien qu'engagé dans un mouvement de libéralisation, le système financier continue de vivre dans une relation ancienne et malsaine avec le ministère des finances, les milieux politiques et la presse. A Tokyo comme à Francfort - deux des principales places mondiales - la Bourse n'a pas de garde-magasin indépendant.

Si la finance est ainsi actuellement épargnée par cette vague de scandales, c'est sans doute qu'après les affaires de 1988-1989 (le

raid raté sur la Société générale, les délits d'inités lors de l'achat d'American Can par Pechiney...), le gouvernement avait engagé une opération de moralisation des marchés de l'argent. Après la déréglementation de la deuxième partie des années 80, Paris avait ainsi procédé à une réglementation, avec l'adoption de textes redéfinissant les règles des marchés. Il reste peut-être encore des zones d'ombre sur la notion exacte de délit d'inité (par exemple, la situation y est cependant mieux maîtrisée. De la déréglementation à la réglementation; Tokyo et Francfort, mais aussi Varsovie et Budapest ne pourront échapper à ce chemin.

Du fait de l'interconnection généralisée des marchés de l'argent, la définition de nouvelles règles du jeu ne pourra pas être uniquement nationale. A finance mondiale, réglementation mondiale. Cette nécessité n'est pas de quelques bonnes âmes libérales. L'affaire de la BCCI en prouve pourtant l'urgence. Le groupe des Trente, des économistes américains, a lancé, il y a quelques jours (le Monde du 15 août), un appel en faveur d'une réglementation bancaire mondiale. Les dirigeants des principales banques centrales devraient réfléchir sur ce sujet le mois prochain.

L'avenir des paradis fiscaux - leur suppression - devrait être l'un des principaux thèmes de leur réflexion. Le scandale de la BCCI le montre - une fois de plus - parfaitement: ces « pays » aux contraintes fiscales et surtout réglementaires allégées, comme les îles Caïmans et le Luxembourg (Breitengarten), sont des portes d'entrée commodes dans le système financier international pour tous les agents du crime organisé. L'argent de la drogue comme ceux de la fraude et de la Mafia s'infiltrent dans la finance mondiale par l'intermédiaire de ces îlots paradisiaques.

Que la BCCI, présente dans soixante-dix pays (dont les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France), ait pu, pendant presque vingt ans, se servir avec impunité de fraudes révélées aujourd'hui est proprement inouï. Cabinets d'audit et commissaires aux comptes, banques centrales, établissements paritaires de la BCCI: tous avaient eu connaissance régulièrement des

bilans de la banque, mais aucun n'avait vraiment décelé, avant la fin des années 80, que la BCCI était une machine à blanchir l'argent de la drogue et un instrument de fraude au niveau mondial. Cela révèle en tout cas des failles dans les systèmes de contrôle des établissements financiers.

L'information généralisée des circuits de l'argent rend, il est vrai, plus difficile le travail de la police des marchés financiers. Le renforcement de ces moyens apparaît pourtant comme une autre nécessité. Au niveau international en particulier, la coordination engagée par les autorités boursières de plusieurs grandes places mondiales est sans doute encore insuffisante. Elle l'est aussi en matière bancaire.

Une révolution inachevée

Faute d'un véritable code de bonne conduite et d'une police efficace pour le faire respecter, les marchés de l'argent sont ainsi devenus un lieu d'attraction pour des opérateurs peu scrupuleux. Le retour à une certaine moralité passe d'abord par la définition de nouvelles règles et le renforcement des autorités de surveillance. Mais cela ne saurait suffire. Il faudrait aussi que les intermédiaires financiers eux-mêmes acceptent de faire preuve d'une éthique irréprochable. Les acteurs des différents scandales de cet été ne sont pas seuls en cause. C'est toute la communauté financière qui est concernée. Pour l'instant, son silence sur toutes ces questions est lui-même matière à réflexion.

Les scandales d'aujourd'hui sont les enfants d'une révolution financière inachevée. A l'ultra-libéralisme qui avait dominé le monde de la finance dans les années 80 doit succéder une période de régulation. Un retour de l'État, mais d'un État nouveau sans doute (au niveau international en particulier) est nécessaire, pour éviter un blocage des circuits de l'argent.

ERIK IZRAELWICZ

Selon l'indice provisoire de l'INSEE

Les prix ont augmenté de 0,4 % en juillet

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,4 % en juillet après 0,2 % en juin, selon l'indice provisoire publié lundi 19 août par l'INSEE. Ce chiffre porte la hausse des prix en glissement à 1,9 % depuis le début de l'année (contre 1,5 % fin juin, et à 3,4 % sur les douze derniers mois, contre 3,3 % fin juin et 3 % en juillet 1990).

L'écart d'inflation avec l'ex-Allemagne fédérale qui était pour la première fois en faveur de la France fin juin - de 0,2 % - passe à 1 point, toujours en sa faveur. En effet, la hausse des prix en Allemagne a atteint 4,4 % en glissement annuel fin juillet à la suite du relèvement massif d'impôts et de taxes. Mais si l'on décale celui-ci, la hausse n'a été que de 3,6 % outre-Rhin entre juillet 1990 et juillet 1991. Selon le ministère des finances, le résultat de juillet est « exactement conforme à ce qui était attendu ». Le chiffre de l'INSEE prend notamment en compte la hausse des loyers, comme tous les trois mois, qui représente à elle seule un dixième de point d'indice en plus. Parmi les autres hausses, figure le relèvement de 2 % des prix des automobiles au 1^{er} juillet et une « petite hausse » des produits pétroliers, notamment sur le super, qui a pesé pour quelques centimes. Selon les premières indications du ministère des finances, la légère déconsolidation sur les services privés se confirme (5,1 % ou 5,2 % fin juillet en glissement annuel sur douze mois, après 5,1 % en juin). En revanche, dans les produits alimentaires, on a constaté une hausse sur les produits frais.

Des statistiques européennes

Les coûts salariaux français demeurent compétitifs dans la CEE

Les coûts salariaux des ouvriers et employés de l'industrie française n'ont rien à envier à leurs équivalents allemands, belges ou néerlandais, révèle une enquête réalisée, en juillet, par Eurostat, l'institut de statistiques de la Communauté européenne, auprès de neuf des douze États membres. Quand l'heure de travail revenait, en 1988, à 106,4 francs à l'industriel français, elle coûtait 127,3 francs à son homologue ouest-allemand (soit près de 20 % de plus). 124,2 francs à l'employeur belge et 114 francs au Néerlandais. A l'opposé, le salaire horaire industriel ne coûtait que 20,7 francs au Portugal, 74 francs en Irlande et 75,7 francs au Royaume-Uni.

En matière de salaires, l'industrie française semble avoir fait preuve d'une certaine modération dans la mesure où, entre 1983 et 1988, les coûts salariaux n'ont augmenté que de 34 %, alors qu'ils se sont dans la même période, gonflés de 51,5 % en Italie, de 43,6 % au Danemark et de 37,3 % en Allemagne de l'Ouest.

Le poids des charges sociales

La France se situe également dans la moyenne communautaire en ce qui concerne la durée du travail dans l'industrie, avec 1 681 heures travaillées par an. Sur la même période, les ouvriers belges et néerlandais ont travaillé durant 1 608 heures et leurs collègues allemands, 1 645 heures. A l'inverse, les salariés de l'industrie irlandaise ont travaillé durant 1 945 heures tout comme ceux du Portugal (1 944 heures). En revanche, la France demeure le pays où les charges sociales légales et conventionnelles pèsent le plus lourdement en représentant, en 1988, 32 % de l'ensemble du coût salarial. En Allemagne de l'Ouest, ces charges ne représentent que 24 %, au Royaume-Uni 14 %, et au Danemark, moins de 4 %.

□ Augmentation des réserves de changes de la France. - Les avoirs officiels de change de la France s'élevaient à la fin du mois de juillet à 376 milliards de francs contre 368,09 milliards de francs à la fin du mois de juin, soit une augmentation de 7,9 milliards de francs en un mois. En un an (juillet 1991 comparé à juillet 1990), les réserves de changes de la France ont augmenté de 48,7 milliards de francs.

ESGI La Grande Ecole de Génie Informatique

Formation en 3 ans d'Experts en Ingénierie Informatique.
En 3^{ème} année, cycle d'études en alternance Ecole-Entreprise : 2 OPTIONS AU CHOIX
• RÉSEAUX et SYSTÈMES D'INFORMATION
• INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL en INFORMATIQUE
Salaire annuel débutant : 170.000 F.

ADMISSION SUR CONCOURS
Date du concours : 4 Septembre 1991
5 épreuves : Maths. (niveau Maths Spé.) - DISSERTATION - ANGLAIS
ENTRETIENS INDIVIDUEL ET DE GROUPE.
Admissions parallèles en 1^{ère} et 2^{ème} années pour les diplômés BTS et IUT Informatique, DEUG et Licence Scientifique.

ESGI : 25, Rue St-Ambroise - 75011 PARIS
ESGI : Téléphone : 43 55 44 44

Une enquête officielle n'aurait pas trouvé d'irrégularités à la BCCI-Pakistan

Selon le quotidien pakistanaï Dawn du dimanche 18 août, une commission de haut niveau de la Banque d'Etat du Pakistan, chargée par le gouvernement de ce pays d'enquêter sur les allégations de malversations concernant les trois succursales pakistanaises de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), « a examiné toutes les activités de la banque », mais « elle a trouvé toutes les opérations claires et conformes aux lois », selon un responsable de la banque centrale.

La commission, qui doit, selon Dawn, remettre cette semaine son rapport aux autorités, a aussi examiné les comptes des soixante-cinq

principaux débiteurs de la BCCI-Pakistan, qui ont reçu plus de la moitié des six milliards de roupies (près de 1,4 milliard de francs) qu'elle a prêtés. Plusieurs journaux étrangers avaient en effet affirmé que la BCCI-Pakistan avait accordé à des familles influentes au Pakistan d'importantes prêts non garantis. M^{me} Benazir Bhutto, dirigeante du Parti du peuple pakistanais (PPP, opposition), dans une interview publiée dimanche par le quotidien The News, a annoncé son intention de se procurer la liste des déposants pakistanais de la BCCI et de vérifier s'ils peuvent justifier le montant de leurs dépôts. - (AFP)

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE.
LE « MONTESCUQUE ANGLAIS ». TEXTE INTÉGRAL. Dicoté, commandé par André Prévost, directeur de l'édition, membre de l'Académie, l'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. La Renaissance : l'homme idéal : les études, l'urbanisme, l'économie, la vie de l'esprit, le pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'ensemble de l'ouvrage : textes et illustrations par Holbein, signés. Custode reliure de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
LE LIVRE A OFFRIR : 280 F. francs.
Bogème Paris et chez l'auteur. Par poste, commandé par CCP. A. Prévost 1482, 81 Z. L'île ou par chèque ou eurochèque libellé en francs français à l'ordre de A. Prévost, 18, avenue des Fleurs F. 69110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à votre convenance. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F.
Tél. : 20-25-29-16. Délivré sur demande.

MARCHÉS FINANCIERS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 AOUT

Cours relevés à 10 h 14

Comptes annuels													Règlement mensuel													Comptes annuels												
Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -															
3801	CNE 200	8880	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Comptes annuels	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	187	Comp Corp	240	172	169	168	- 2 30														
885	LIHT T.P.	168	168	168	+ 0 87	885	LIHT T.P.	168	168	168	+ 0 87	885	LIHT T.P.	168	168	168	+ 0 87	885	LIHT T.P.	168	168	168	+ 0 87															
886	C.Lyon T.P.	822	800	800	- 2 68	886	C.Lyon T.P.	822	800	800	- 2 68	886	C.Lyon T.P.	822	800	800	- 2 68	886	C.Lyon T.P.	822	800	800	- 2 68															
1280	Hamilton T.P.	1280	.....	.....	.....	1280	Hamilton T.P.	1280	.....	.....	.....	1280	Hamilton T.P.	1280	.....	.....	.....	1280	Hamilton T.P.	1280	.....	.....	.....												
1010	St Louis 100	1010	.....	.....	.....	1010	St Louis 100	1010	.....	.....	.....	1010	St Louis 100	1010	.....	.....	.....	1010	St Louis 100	1010	.....	.....	.....												
1011	St Louis 75	1011	.....	.....	.....	1011	St Louis 75	1011	.....	.....	.....	1011	St Louis 75	1011	.....	.....	.....	1011	St Louis 75	1011	.....	.....	.....												
695	Al Thompson	695	.....	.....	.....	695	Al Thompson	695	.....	.....	.....	695	Al Thompson	695	.....	.....	.....	695	Al Thompson	695	.....	.....	.....												
696	Al Thompson	696	.....	.....	.....	696	Al Thompson	696	.....	.....	.....	696	Al Thompson	696	.....	.....	.....	696	Al Thompson	696	.....	.....	.....												
697	Al Thompson	697	.....	.....	.....	697	Al Thompson	697	.....	.....	.....	697	Al Thompson	697	.....	.....	.....	697	Al Thompson	697	.....	.....	.....												
698	Al Thompson	698	.....	.....	.....	698	Al Thompson	698	.....	.....	.....	698	Al Thompson	698	.....	.....	.....	698	Al Thompson	698	.....	.....	.....												
699	Al Thompson	699	.....	.....	.....	699	Al Thompson	699	.....	.....	.....	699	Al Thompson	699	.....	.....	.....	699	Al Thompson	699	.....	.....	.....												
700	Al Thompson	700	.....	.....	.....	700	Al Thompson	700	.....	.....	.....	700	Al Thompson	700	.....	.....	.....	700	Al Thompson	700	.....	.....	.....												
701	Al Thompson	701	.....	.....	.....	701	Al Thompson	701	.....	.....	.....	701	Al Thompson	701	.....	.....	.....	701	Al Thompson	701	.....	.....	.....												
702	Al Thompson	702	.....	.....	.....	702	Al Thompson	702	.....	.....	.....	702	Al Thompson	702	.....	.....	.....	702	Al Thompson	702	.....	.....	.....												
703	Al Thompson	703	.....	.....	.....	703	Al Thompson	703	.....	.....	.....	703	Al Thompson	703	.....	.....	.....	703	Al Thompson	703	.....	.....	.....												
704	Al Thompson	704	.....	.....	.....	704	Al Thompson	704	.....	.....	.....	704	Al Thompson	704	.....	.....	.....	704	Al Thompson	704	.....	.....	.....												
705	Al Thompson	705	.....	.....	.....	705	Al Thompson	705	.....	.....	.....	705	Al Thompson	705	.....	.....	.....	705	Al Thompson	705	.....	.....	.....												
706	Al Thompson	706	.....	.....	.....	706	Al Thompson	706	.....	.....	.....	706	Al Thompson	706	.....	.....	.....	706	Al Thompson	706	.....	.....	.....												
707	Al Thompson	707	.....	.....	.....	707	Al Thompson	707	.....	.....	.....	707	Al Thompson	707	.....	.....	.....	707	Al Thompson	707	.....	.....	.....												
708	Al Thompson	708	.....	.....	.....	708	Al Thompson	708	.....	.....	.....	708	Al Thompson	708	.....	.....	.....	708	Al Thompson	708	.....	.....	.....												
709	Al Thompson	709	.....	.....	.....	709	Al Thompson	709	.....	.....	.....	709	Al Thompson	709	.....	.....	.....	709	Al Thompson	709	.....	.....	.....												
710	Al Thompson	710	.....	.....	.....	710	Al Thompson	710	.....	.....	.....	710	Al Thompson	710	.....	.....	.....	710	Al Thompson	710	.....	.....	.....												
711	Al Thompson	711	.....	.....	.....	711	Al Thompson	711	.....	.....	.....	711	Al Thompson	711	.....	.....	.....	711	Al Thompson	711	.....	.....	.....												
712	Al Thompson	712	.....	.....	.....	712	Al Thompson	712	.....	.....	.....	712	Al Thompson	712	.....	.....	.....	712	Al Thompson	712	.....	.....	.....												
713	Al Thompson	713	.....	.....	.....	713	Al Thompson	713	.....	.....	.....	713	Al Thompson	713	.....	.....	.....	713	Al Thompson	713	.....	.....	.....												
714	Al Thompson	714	.....	.....	.....	714	Al Thompson	714	.....	.....	.....	714	Al Thompson	714	.....	.....	.....	714	Al Thompson	714	.....	.....	.....												
715	Al Thompson	715	.....	.....	.....	715	Al Thompson	715	.....	.....	.....	715	Al Thompson	715	.....	.....	.....	715	Al Thompson	715	.....	.....	.....												
716	Al Thompson	716	.....	.....	.....	716	Al Thompson	716	.....	.....	.....	716	Al Thompson	716	.....	.....	.....	716	Al Thompson	716	.....	.....	.....												
717	Al Thompson	717	.....	.....	.....	717	Al Thompson	717	.....	.....	.....	717	Al Thompson	717	.....	.....	.....	717	Al Thompson	717	.....	.....	.....												
718	Al Thompson	718	.....	.....	.....	718	Al Thompson	718	.....	.....	.....	718	Al Thompson	718	.....	.....	.....	718	Al Thompson	718	.....	.....	.....												
719	Al Thompson	719	.....	.....	.....	719	Al Thompson	719	.....	.....	.....	719	Al Thompson	719	.....	.....	.....	719	Al Thompson	719	.....	.....	.....												
720	Al Thompson	720	.....	.....	.....	720	Al Thompson	720	.....	.....	.....	720	Al Thompson	720	.....	.....	.....	720	Al Thompson	720	.....	.....	.....												
721	Al Thompson	721	.....	.....	.....	721	Al Thompson	721	.....	.....	.....	721	Al Thompson	721	.....	.....	.....	721	Al Thompson	721	.....	.....	.....												
722	Al Thompson	722	.....	.....	.....	722	Al Thompson	722	.....	.....	.....	722	Al Thompson	722	.....	.....	.....	722	Al Thompson	722	.....	.....	.....												
723	Al Thompson	723	.....	.....	.....	723	Al Thompson	723	.....	.....	.....	723	Al Thompson	723	.....	.....	.....	723	Al Thompson	723	.....	.....	.....												
724	Al Thompson	724	.....	.....	.....	724	Al Thompson	724	.....	.....	.....	724	Al Thompson	724	.....	.....	.....	724	Al Thompson	724	.....	.....	.....												
725	Al Thompson	725	.....	.....	.....	725	Al Thompson	725	.....	.....	.....	725	Al Thompson	725	.....	.....	.....	725	Al Thompson	725	.....	.....	.....												
726	Al Thompson	726	.....	.....	.....	726	Al Thompson	726	.....	.....	.....	726	Al Thompson	726	.....	.....	.....	726	Al Thompson	726	.....	.....	.....												
727	Al Thompson	727	.....	.....	.....	727	Al Thompson	727	.....	.....	.....	727	Al Thompson	727	.....	.....	.....	727	Al Thompson	727	.....	.....	.....												
728	Al Thompson	728	.....	.....	.....	728	Al Thompson	728	.....	.....	.....	728	Al Thompson	728	.....	.....	.....	728	Al Thompson	728	.....	.....	.....												
729	Al Thompson	729	.....	.....	.....	729	Al Thompson	729	.....	.....	.....	729	Al Thompson	729	.....	.....	.....	729	Al Thompson	729	.....	.....	.....												
730	Al Thompson	730	.....	.....	.....	730	Al Thompson	730	.....	.....	.....	730	Al Thompson	730	.....	.....	.....	730	Al Thompson	730	.....	.....	.....												
731	Al Thompson	731	.....	.....	.....	731	Al Thompson	731	.....	.....	.....	731	Al Thompson	731	.....	.....	.....	731	Al Thompson	731	.....	.....	.....												
732	Al Thompson	732	.....	.....	.....	732	Al Thompson	732	.....	.....	.....	732	Al Thompson	732	.....	.....	.....	732	Al Thompson	732	.....	.....	.....												
733	Al Thompson	733	.....	.....	.....	733	Al Thompson	733	.....	.....	.....	733	Al Thompson	733	.....	.....	.....	733	Al Thompson	733	.....	.....	.....												
734	Al Thompson	734	.....	.....	.....	734	Al Thompson	734	.....	.....	.....	734	Al Thompson	734	.....	.....	.....	734	Al Thompson	734	.....	.....	.....												
735	Al Thompson	735	.....	.....	.....	735	Al Thompson	735	.....	.....	.....	735	Al Thompson	735	.....	.....	.....	735	Al Thompson	735	.....	.....	.....												
736	Al Thompson	736	.....	.....	.....	736	Al Thompson	736	.....	.....	.....	736	Al Thompson	736	.....	.....	.....	736	Al Thompson	736	.....	.....	.....												
737	Al Thompson	737	.....	.....	.....	737	Al Thompson	737	.....	.....	.....	737	Al Thompson	737	.....	.....	.....	737	Al Thompson	737	.....	.....	.....												
738	Al Thompson	738	.....	.....	.....	738	Al Thompson	738	.....	.....	.....	738	Al Thompson	738	.....	.....	.....	738	Al Thompson	738	.....	.....	.....												
739	Al Thompson	739	.....	.....	.....	739	Al Thompson	739	.....	.....	.....	739	Al Thompson	739	.....	.....	.....	739	Al Thompson	739	.....	.....	.....												
740	Al Thompson	740	.....	.....	.....	740	Al Thompson	740	.....	.....	.....	740	Al Thompson	740	.....	.....	.....	740	Al Thompson	740	.....	.....	.....												
741	Al Thompson	741	.....	.....	.....	741	Al Thompson	741	.....	.....	.....	741	Al Thompson	741	.....	.....	.....	741	Al Thompson	741	.....	.....	.....												
742	Al Thompson	742	.....	.....	.....	742	Al Thompson	742	.....	.....	.....	742	Al Thompson	742	.....	.....	.....	742	Al Thompson	742	.....	.....	.....												
743	Al Thompson	743	.....	.....	.....	743	Al Thompson	743	.....	.....	.....	743	Al Thompson	743	.....	.....	.....	743	Al Thompson	743	.....	.....	.....												
744	Al Thompson	744	.....	.....	.....	744	Al Thompson	744	.....	.....	.....	744	Al Thompson	744	.....	.....	.....	744	Al Thompson	744	.....	.....	.....												
745	Al Thompson	745	.....	.....	.....	745	Al Thompson	745	.....	.....	.....	745	Al Thompson	745	.....	.....	.....	745	Al Thompson	745	.....	.....	.....												
746	Al Thompson	746	.....	.....	.....	746	Al Thompson	746	.....	.....	.....	746	Al Thompson	746	.....	.....	.....	746	Al Thompson	746	.....	.....	.....												
747	Al Thompson	747	.....	.....	.....	747	Al Thompson	747	.....	.....	.....	747	Al Thompson	747	.....	.....	.....	747	Al Thompson	747	.....	.....	.....												
748	Al Thompson	748	.....	.....	.....	748	Al Thompson	748	.....	.....	.....	748	Al Thompson	748	.....	.....	.....	748	Al Thompson	748	.....	.....	.....												
749	Al Thompson	749	.....	.....	.....	749	Al Thompson	749	.....	.....	.....	749	Al Thompson	749	.....	.....	.....	749	Al Thompson	749	.....	.....	.....												
750	Al Thompson	750	.....	.....	.....	750	Al Thompson	750	.....	.....	.....	750	Al Thompson	750	.....	.....	.....	750	Al Thompson	750	.....	.....	.....												
751	Al Thompson	751	.....	.....	.....	751	Al Thompson	751	.....	.....	.....	751	Al Thompson	751	.....	.....	.....	751	Al Thompson	751	.....	.....	.....												
752	Al Thompson	752	.....	.....	.....	752	Al Thompson	752	.....	.....	.....	752	Al Thompson	752	.....	.....	.....	752	Al Thompson	752	.....	.....	.....												
753	Al Thompson	753	.....	.....	.....	753	Al Thompson	753	.....	.....	.....	753	Al Thompson	753	.....	.....	.....	753	Al Thompson	753	.....	.....	.....												
754	Al Thompson	754	.....	.....	.....	754	Al Thompson	754	.....	.....	.....	754	Al Thompson	754	.....	.....	.....	754	Al Thompson	754	.....	.....	.....												
755	Al Thompson	755	.....	.....	.....	755	Al Thompson	755	.....	.....	.....	755	Al Thompson	755	.....	.....	.....	755	Al Thompson	755	.....	.....	.....												
756	Al Thompson	756	.....	.....	.....	756	Al Thompson	756	.....	.....	.....	756	Al Thompson	756	.....	.....	.....	756	Al Thompson	756	.....	.....	.....												
757	Al Thompson	757	.....	.....	.....	757	Al Thompson	757	.....	.....	.....	757	Al Thompson	757	.....	.....	.....	757	Al Thompson	757	.....	.....	.....												
758	Al Thompson	758	.....	.....	.....	758	Al Thompson	758	.....	.....	.....	758	Al Thompson	758	.....	.....	.....	758	Al Thompson	758	.....	.....	.....												
759	Al Thompson	759	.....	.....	.....	759	Al Thompson	759	.....	.....	.....	759	Al Thompson	759	.....	.....	.....	759	Al Thompson	759	.....	.....	.....												
760	Al Thompson	760	.....	.....	.....	760</																													

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

14/8

VALEURS	% du mois.	% de coupon	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net									
Obligations										Etrangères										Actions									
Emp. 10.07/77	121 85	2 11	C.I.M.	1030	1022	Magnat	800	778	A.A.A.	1043 31	1017 85	Fructifère	852 09	831 09	Pom. Gaudin	61047 81	61047 81	Emp. 10.07/77	1043 31	1017 85									
Emp. 10.07/77	100 20	1 01	C.I.T.A.M. (S)	2880		Météo Display	800		Acclion	222 82	216 84	Fructifère	28 20	27 51	Prox. Gaudin	10754 98	10744 25	Emp. 10.07/77	100 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	288		Météo Display	800		Aggrégat	755 05	755 05	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	338 90		Navigat. Pél.	210		Amélior.	7641 32	7251 27	Fructifère	9047 45	9034 88	Prox. Gaudin	27420 14	27420 14	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	794		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	1358		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	610	505	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	4452		Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20	1 01									
10.07/77	102 20	1 01	Comptex	398	391 80	Optique	330	330	Amélior.	831 61	815 63	Fructifère	10081 89	10084 03	Prox. Gaudin	110 81	109 71	10.07/77	102 20										

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/8	COURS préc.	COURS 19/8
Euro-Unité (1 unit)	5 921	5 950	5 950	5 950	Dr fin (julo en barre)	98000	.....	.....	.....
Ecu	5 979	5 979	5 979	5 979	Dr fin (so ingot)	98300	.....	.....	.....
Allemagne (100 dm)	36 124	36 124	36 124	36 124	Napoleon (20 fr)	384	.....	.....	.....
Belgique (100 fr)	301 670	301 670	301 670	301 670	Pièce Pr (10 fr)	370	.....	.....	.....
France (100 fr)	4 838	4 838	4 838	4 838	Pièce S (20 fr)	370	.....	.....	.....
Italie (1000 lire)	87 788	87 788	87 788	87 788	Pièce Suisse (20 fr)	369	.....	.....	.....
Danemark (100 kr)	8 978	8 978	8 978	8 978	Pièce Latine (20 fr)	369	.....	.....	.....
Ch. Shilling (1 £)	3 082	3 082	3 082	3 082	Souverain	498	.....	.....	.....
Ch. Franc (100 francs)	388 750	388 750	388 750	388 750	Pièce 20 dollars	2180	.....	.....	.....
Swabie (100 kr)	83 900	83 900	83 900	83 900	Pièce 10 dollars	1110	.....	.....	.....
Norvège (100 kr)	57 070	57 070	57 070	57 070	5 dollars	572 50	.....	.....	.....
Autriche (100 sch)	48 321	48 321	48 321	48 321	Pièce 50 pesos	2640	.....	.....	.....
Espagne (100 pes)	3 069	3 069	3 069	3 069	Pièce 10 florins	408	.....	.....	.....
Portugal (100 esc)	5 168	5 168	5 168	5 168					
Canada (1 \$ can)	4 393	4 393	4 393	4 393					

Jeune Lecteur du Monde	125	.....	.....
Monnaie	286 20	333 d	.....
Monnaie	161	.....	.....
Monnaie	1410	.....	.....
Monnaie	380	.....	.....
Monnaie	240	.....	.....
Monnaie	1950	.....	.....
Monnaie	1550	.....	.....
Monnaie	206	.....	.....
Monnaie	1009	.....	.....
Monnaie	1203 67	1168 61	.....
Monnaie	33 03	33 03	.....
Monnaie	39 01	39 01	.....
Monnaie	132185 21	132 165 21	.....
Monnaie	234 17	230 71	.....
Monnaie	31 99	31 21	.....

France-ges	9436 60	9073 05	.....
France Gesma	263 27	262 74	.....
France Index Slov	107 60	104 46	.....
France Investiss	343 31	334 34	.....
France Obligatons	454 04	450 34	.....
France	461 81	426 26	.....
France	109 05	105 05	.....
France-Regis	1203 67	1168 61	.....
France-Associatons	33 03	33 03	.....
France-Cour	132185 21	132 165 21	.....
France-Cour	234 17	230 71	.....
France-Engage	31 99	31 21	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offre - d : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comnu

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Le Monde

Le renversement de M. Mikhaïl Gorbatchev

La première matinée du coup d'Etat à Moscou

Les comploteurs n'ont même pas cherché à accréditer l'idée d'une maladie du numéro un soviétique dans leur « appel au peuple soviétique »

Le président Mikhaïl Gorbatchev, « incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé », a été remplacé dans sa charge, « suivant l'article 127 de la Constitution », par le vice-président Guennadi Ianaev : il est un peu moins de 6 heures à Moscou (3H00 GMT), lundi 19 août, lorsque l'agence TASS annonce la « maladie » du chef de l'Etat soviétique, en vacances depuis le 4 août dans une résidence officielle à Foros, en Crimée, sur la Mer Noire. Il s'agit, en fait, d'un « décret » daté de dimanche et signé par M. Ianaev.

TASS diffuse, un peu plus tard, une « déclaration de la nouvelle direction soviétique » proclamant l'état d'urgence sur le territoire soviétique pour une durée de six

mois à partir de lundi 01 h 00 GMT. Le texte est signé par M. Ianaev, le Premier ministre Valentin Pavlov et le vice-président du Conseil de Défense Oleg Baklanov.

Puis, c'est la télévision qui annonce, dans un bulletin d'informations spécial, le remplacement du président Gorbatchev et l'imposition de l'état d'urgence en URSS pour six mois. Le journaliste lit, sans commentaire, différents communiqués publiés par l'agence TASS. Les Soviétiques apprennent alors qu'un Comité pour l'Etat d'urgence est investi de tous les pouvoirs sur l'ensemble du territoire de l'URSS pendant cette période.

L'étendue de l'application de l'état d'urgence n'est pas clairement définie dans les textes diffusés par l'agence officielle soviétique, la « déclaration de la direction soviétique » mentionnant « l'état d'urgence dans certaines régions d'URSS » tandis qu'un « appel aux chefs d'Etat étranger et au Secrétaire général de l'ONU » parle de « tous les territoires de l'URSS » dans leur version en russe.

Outre MM. Ianaev, Pavlov et Baklanov, le Comité pour l'Etat d'urgence comprend les généraux Vladimir Kroutchkov, président du KGB, et Boris Pougov, ministre de l'Intérieur, ainsi que MM. V. Starodoubsev, président de l'Union des Paysans d'URSS, A. Tizikov, président de l'Association des Entrepreneurs d'Etat, des objectifs industriels de construction, des transports et des communications d'URSS, et le maréchal Dmitri Iazov, ministre de la Défense.

La perestroïka « tombée dans l'impasse »

Toujours par l'intermédiaire de l'agence Tass, la direction soviétique qui vient de renverser M. Gorbatchev lance un « appel au peuple soviétique » dans lequel il est dit que la perestroïka est « tombée dans l'impasse ». « Des forces extrémistes ont émergé pour tenter de liquider l'Union Soviétique, démanteler l'Etat et prendre le pouvoir à tout prix. Le résultat du référendum national sur l'unité de la Patrie a été foulé aux pieds, indique ce long communiqué lu également à la télévision. Si des mesures urgentes ne sont pas prises pour la stabilisation (du pays), la fin d'une ère nouvelle s'annonce, et la catastrophe sera inévitable dans l'avenir le plus proche, et de là il n'y a qu'un pas jusqu'aux manifestations de masse de mécontentement spontané aux conséquences les plus destructrices ».

Le Comité d'Etat pour l'Etat d'urgence déclare que « pour ces raisons, il prend sur lui la responsabilité de l'avenir de la patrie et se déclare tout à fait résolu à prendre les mesures les plus sérieuses pour faire sortir l'Etat et la société de la crise la plus vive possible ». « Nous nous prononçons pour de réels processus démocratiques et pour une politique de réforme consistante qui permette de moderniser notre nation et d'obtenir la prospérité sociale et économique qui lui rendra capable de prendre une place digne d'elle dans la société des nations », poursuit le communiqué.

« Nous sommes une nation pacifique et nous honorons sans faille tous nos devoirs », ajoute le Comité d'Etat pour l'Etat d'urgence, soulignant qu'« il sera coupé court de manière résolue à toute tentative de s'adresser à notre pays avec le langage des diktats, d'où qu'elle vienne ».

□ Election du nouveau maire de Bourg-Saint-Maurice (Savoie). — M^{me} Jacqueline Poletti, cinquante ans, ancien chef d'entreprise, a été élue maire (div. dr.) par le conseil municipal de Bourg-Saint-Maurice. Les Arcs (Savoie), réuni mercredi 14 août. Cette élection, acquise par 23 voix sur 29 votants et 6 bulletins blancs, faisait suite à la démission, le 1^{er} août, de M. Daniel Juglaret, élu maire (div. dr.) en 1989, (le Monde du 3 août). M. Juglaret, dont M^{me} Poletti était la première adjointe, avait subi un « vote de défiance » de la part du conseil municipal, et sept de ses adjoints avaient démissionné pour protester contre ses méthodes de gestion jugées « solitaires et autoritaires ».

« L'objectif principal de l'état d'urgence est de garantir les conditions de sécurité pour chaque citoyen. Il est envisagé de liquider les formations militaires criminelles, anticonstitutionnelles, ingouvernables, répandant la terreur physique et morale dans certaines régions d'URSS et servant de catalyseur au processus de désintégration », précise par ailleurs M. Ianaev dans son message aux chefs d'Etat.

Critiques contre le traité de l'Union

Pour sa part, dans une déclaration diffusée parallèlement aux communiqués de la nouvelle direction soviétique, M. Anatoli Loukianov, le président du Soviet suprême, critique violemment le projet de traité de l'Union, qui devait être signé mardi par Mikhaïl Gorbatchev et les présidents des républiques de Russie, du Kazakhstan et d'Ouzbékistan. Ce projet, selon M. Loukianov « exige des discussions supplémentaires » et ne reflète pas « le référendum par lequel la majorité des citoyens soutient le maintien de l'Union des républiques socialistes soviétiques comme une union renouvelée des républiques souveraines ». Toujours selon M. Loukianov, le projet ne définit pas assez clairement « un espace économique unique, un système bancaire unique et la protection des propriétés de l'Etat nécessaires à son fonctionnement normal ». « Les propositions des législateurs soviétiques pour éviter la guerre des lois qui cache une absence de loi (...) n'ont trouvé aucun écho » dans la version finale du texte, affirme encore le président du Soviet suprême.

Cependant, tandis que la première chaîne nationale de télévision diffusait un programme de musique classique accompagné de bulletins d'information, la radio « Echo de Moscou » — contrôlée par la municipalité progressiste de la capitale — était brouillée. Puis, elle était occupée par une quin-

zaine de membres du KGB qui en chassaient le personnel.

Parallèlement, plusieurs témoins signalent l'état de la présence de blindés à Moscou. Ainsi, le premier ministre russe Ivan Silaev, cité par l'agence indépendante Baltfax, assure que des transports de troupes blindées étaient entrés dans certains quartiers de la capitale. Un journaliste occidental indiquait quant à lui avoir vu une colonne de plus de 150 blindés se dirigeant vers le centre de Moscou en provenance de la route de Minsk. De plus, des blindés ayant pénétré dans la capitale en milieu de nuit, se déplaçaient autour du ministère de la Défense, du siège de la télévision, du journal *Izvestia*, du théâtre Bolchoï, à deux pas de la Place Rouge. Une cinquantaine de chars étaient également signalés à proximité du Parlement de Russie. Quelques heures auparavant, l'ex-colonel Vitali Quintsev, député russe et dirigeant de l'organisation de militaires réformateurs « Tchitchi » (Boudier), avait été interpellé devant ce même bâtiment et emmené vers une destination inconnue.

En fin de matinée, la direction russe appelait la population soviétique à la « désobéissance civile » et demandait le retour au pouvoir du « président légallement élu Mikhaïl Gorbatchev », selon un porte-parole du président Boris Eltsine. La direction russe s'adressait également aux « nations du monde » et leur demandait d'exercer « tous les moyens de pression possibles » pour obtenir le retour au pouvoir de M. Gorbatchev. Ce dernier est « en état d'arrestation dans une résidence officielle », affirmait un autre porte-parole du président russe.

De son côté, le président russe dénonçait la destitution de M. Gorbatchev, qualifiant celle-ci de coup d'Etat réactionnaire. Lors d'une conférence de presse, organisée précipitamment à Moscou, il appelait à une grève générale, demandait aux forces armées de refuser de prendre part à ce coup d'Etat et réclamait la convocation immédiate du Congrès des députés du peuple. — (AFP, Reuters)

Près de deux semaines après la mort de l'ancien premier ministre iranien

Les « ratés » de l'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar nourrissent les polémiques

Quelqu'un a-t-il intérêt à saboter l'enquête sur le meurtre de Chapour Bakhtiar ? Près de deux semaines après l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien dans son pavillon de Surènes (Hauts-de-Seine), et la proximité de la rentrée aidant, l'accumulation des maladroites policières commencent, en France et en Suisse, à nourrir les polémiques.

Robert Pandraud, ancien ministre de la sécurité du gouvernement Chirac, affirme, lundi 19 août, que Philippe Marchand, « le ministre de l'Intérieur est incompétentement le grand absent de cette affaire » et qu'« à aucun moment, il n'a montré qu'il tenait en mains les rênes de l'enquête ».

« Toute cette affaire est révélatrice de la démotivation et des dysfonctionnements de la police », poursuit M. Pandraud dans un entretien à *France-Soir*. L'ancien ministre doute « que de réelles instructions aient été données aux frontières pour que les immigrés en situation irrégulière soient arrêtés ». Il en veut « pour preuve, ces deux hommes, munis de passeports purs et de faux visas qui sont tout bonnement relâchés ».

La veille, selon son porte-parole Thierry Magnin, c'était la police genevoise qui affirmait se sentir « court-circuitée » par des fuites dans les médias français, notamment TF1. Vendredi, alors que la police procédait à des vérifications sur la présence possible à l'hôtel de l'Enlène, à Genève, des Iraniens Mohammad Azadi et Ali Vakili Rad, assassins présumés de l'ancien premier ministre, la chaîne avait cité le nom de l'hôtel, information qui, selon les Suisses, ne pouvait provenir que d'enquêteurs français. « On a été en quelque sorte saboté », a ajouté M. Magnin.

Nous sommes d'accord pour coopérer, mais pas pour nous enquêter de nous-mêmes.

Il est vrai que cette enquête hors normes, qui n'en était pourtant pas une, a connu la semaine dernière son « coupé » le plus spectaculaire. Près d'une semaine après l'assassinat, le troisième assésin présumé, Farvoudun Boyer Ahmadi, dont la police assurait se trouver sans nouvelles, se cachait dans un appartement parisien. Cet appartement, situé dans le treizième arrondissement, avait été loué à la fin du mois de juillet, par un appel téléphonique venu d'Iran, et répondant à une annonce placée par la propriétaire dans un journal immobilier français. Selon la propriétaire, un homme, qu'elle identifie comme étant Ali Vakili Rad, s'était présenté le 2 août, et avait réglé en liquide l'équivalent de quinze jours de location.

Reconnaisant son locataire sur les photos des Iraniens diffusées par le ministère de l'Intérieur, la propriétaire allait frapper, jeudi 15 août, à l'appartement. N'obtenant pas de réponse, elle ouvrait la porte avec son double des clés. Un homme, en qui elle avait le temps de reconnaître Boyer Ahmadi, lui claqua la porte au nez.

Quand les policiers arrivaient peu après, l'homme avait déjà filé. On découvrait toutefois sur place quelques papiers éparpillés qui laissaient penser que Boyer Ahmadi aurait pu être blessé lors de l'attentat.

C'est sans doute de là qu'il avait appelé, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14, une de ses amies. La jeune femme avait racroché en reconnaissant sa voix et contacté un des parents de l'Iranien, qui a lui-même alerté la police.

De son côté, le magistrat instructeur chargé du dossier, le juge Gilles Rivière, a lancé un mandat

Le dollar en hausse les marchés boursiers en forte baisse

La destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev a provoqué une vive baisse des marchés financiers et une envolée du dollar provoquant une intervention des banques centrales pour le contenir. A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei s'est déprécié de 5,95 % et le mouvement se propageait quelques heures plus tard en Europe. La place allemande était celle qui régressait le plus vivement, fluctuant entre 6 % et 8 % de baisse. A Paris, l'indice CAC 40 se dépréciait de 7,71 % une heure après l'ouverture (lire ci-dessous) et à Londres, l'indice Footsie reculait de 3,3 %. L'once d'or a fortement augmenté de 357,25 dollars à 362 à Londres.

Les Bourses d'Asie et du Pacifique ont été les premières à réagir à l'annonce du renversement du président soviétique. La réaction a été d'autant plus forte qu'aucun commentaire n'accompagnait cette nouvelle et qu'elle se prêtait donc à toutes les spéculations possibles. A Tokyo, le marché, qui avait ouvert dans le calme, a chuté de plus de 1200 points, soit 5 %, lors de l'apparition de cette information sur les téléécrans. Un afflux d'ordres de vente a alors submergé les intervenants et des rumeurs sur la mort du numéro un soviétique ont accentué la tendance.

Par deux fois déjà au début de cette année, en janvier et février, le marché nippon avait vivement réagi à des bruits de limogeage de M. Gorbatchev. Mais ce n'étaient que des rumeurs. Lundi, la Bourse de Tokyo a vécu sa cinquième baisse la plus importante de son histoire. Toutefois, à titre de comparaison, le jour de la mort de Staline le marché nippon avait perdu 10 %.

A Hongkong, la tendance a été amplifiée avec 8,4 % de baisse. La nouvelle a été agitée par la disparition instantanée de tous les « acheteurs », a indiqué à l'Agence France-Presse un des responsables de la maison de courtage Peregrine Brokerage. « Le marché est gagné par la panique. Je ne pense pas que qui que ce soit ait anticipé le départ de Gorbatchev », a Stéoul.

la Bourse a perdu 4 % en vingt minutes, enregistrant la baisse la plus rapide de son histoire. A Singapour, les valeurs ont chuté de 6 %.

Le mouvement s'est propagé en Europe où Francfort était en début de matinée la place la plus fortement touchée, dont la plus sensible aux événements et réactions dans les pays de l'Est. La baisse était de 8 % environ lundi à 9 h 30, une heure avant l'ouverture de la séance officielle. Après le long week-end du 15 août, et le petit mouvement de reprise observé ces derniers temps, le marché français était comme groggy. Les valeurs perdaient 5,3 % des premiers échanges, comme lors des vives secousses enregistrées l'an dernier après l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990, la cotation d'une vingtaine de valeurs étant momentanément suspendue.

Toutefois, la réaction à l'événement est un peu plus rapide. L'an dernier, il avait fallu attendre plusieurs jours avant que la Bourse plonge. Le 6 août 1990, elle perdait 7 % en séance, avant de ramener ses pertes à 5,12 %, enregistrant alors sa plus forte baisse depuis le mini-crash d'octobre 1989.

A l'inverse, comme à chaque événement dans un pays de l'Europe de l'Est ou en URSS, le dollar semble retrouver un rôle de valeur refuge. Le billet vert s'est élevé sur toutes les places. A Tokyo, il s'échangeait à 138,40 yens, soit 1,50 yen de plus que vendredi 16. A Francfort, il faisait un bond à 1,825 DM contre 1,7625 DM à la veille du week-end et atteignait même pendant un moment les 1,83 DM. A Paris, la devise américaine se négociait à 6,17 francs contre 5,92 francs au fixing de mercredi 14 août et grimpait même un court instant vers les 6,19 francs.

Lundi matin, cambistes et boursiers évitaient tout « défilé » de sonner dans la panique, certains même essayant de trouver une note d'optimisme pour se reconforter. « Après tout, une dictature militaire, si elle permet à l'URSS d'accéder plus rapidement à une économie de marché, pourquoi pas ? », entendait-on dire cyniquement dans certaines salles de marchés.

DOMINIQUE GALLOIS

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 août

Chute

A l'image de l'ensemble des places internationales, la Bourse de Paris a vivement réagi à la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Après avoir ouvert en baisse de 5,3 %, l'indice CAC 40 perdait 7,71 % en fin de matinée. La cotation d'une vingtaine de valeurs était même suspendue momentanément. Parmi les plus fortes baisses, figuraient les Docks de France, Michelin, Imat et Pechiney.

□ Attentat contre un fourgon de police à Bastia. — Un attentat a été commis, dans la nuit du dimanche 18 août au lundi 19, contre un fourgon de police en stationnement devant l'hôtel de police à Bastia (Haute-Corse). Une charge explosive a provoqué des dégâts importants. Deux policiers ont été légèrement commotionnés.

Centre formation professionnelle

C.F.P.A.

Préparation intensive
4 semaines, à partir fin août
80 % à 90 % DE RECUS
chaque année

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre

Tél. : 47-45-09-19 ou 47-22-84-84

DEMANDEZ VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

DANIEL SCHNEIDERMAN